



JAB  
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 45  
Septembre - September  
Settembre 2014  
Tirage/Auflage/Tiratura:  
12'000

# **ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione**

*et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale*

LSCV  
Case postale 148, 1226 Thônex / GE  
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
Mitgliederbeitrag / Cotisation  
Membre Quota socio CHF 15.-  
CCP 12-2745-6  
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6  
BIC POFICHBEXXX

## **Pas de singes schizophrènes à Zürich !**

Interdites en 2009 par décision du Tribunal fédéral, les expériences sur les primates devraient bientôt reprendre au sein de l'Institut de neuroinformatique de l'Université de Zürich et de l'EPFZ. C'est en tout cas le souhait des chercheurs qui ont déposé une demande auprès de l'autorité cantonale pour expérimenter « deux ou trois » macaques rhesus. Pour commencer.

**Contenu en Français,  
p. 2 - 13**

## **Keine schizophrenen Affen in Zürich!**

Im Jahr 2009 verbot das Bundesgericht Tierversuche mit Primaten am Institut für Neuroinformatik der ETH und der Universität Zürich. Nun will das Institut die Studien an Affen wieder aufnehmen.

Zumindest, wenn es nach dem Wunsch der Forscher geht, die bei der kantonalen Bewilligungsbehörde ein Gesuch für Tierversuche mit – vorerst – «zwei bis drei» Rhesusaffen eingereicht haben.

**Inhalt Deutsch S. 14 - 27**

## **Niente scimmie schizofreniche a Zurigo !**

Vietati nel 2009 per decisione del Tribunale federale, gli esperimenti sui primati dovrebbero riprendere tra breve in seno all'Istituto di neuroinformatica dell'Università di Zurigo e dell'EPFZ. E' per lo meno l'auspicio dei ricercatori che hanno inoltrato una domanda presso l'autorità cantonale per sperimentare « due o tre » macachi rhesus. Per cominciare.

**Contenuto in italiano, p. 28 - 39**

## Edito

Chers Membres,  
Chères amies et amis de la Ligue,  
Chers lectrices et lecteurs,

Début septembre 2014, des vidéos tournées secrètement dans l'institut allemand Max Planck à Tübingen rendaient publics les mauvais traitements infligés aux singes expérimentés. Malgré les annonces régulières des autorités de contrôle et des chercheurs assurant que tout était mis en œuvre pour que les animaux souffrent le moins possible, les images montraient au contraire des singes laissés sans soins, plaies béantes et ensanglantés. Un autre agonisant dans une cage.

C'est au tour de l'Université et l'EPFZ de Zürich de vouloir reprendre des expériences pourtant similaires à celles interdites en 2009 par le Tribunal fédéral. Et avec quel contrôle ? Des contrôles douteux puisque les représentants de protection des animaux de la commission zurichoise n'ont la possibilité de surveiller librement ni les expériences ni la détention des primates.

Une campagne est lancée contre ces expériences menées à Zürich. Car ce canton expérimente à lui seul la majorité des primates utilisés pour la recherche académique en Suisse.

Nous préparons également activement notre prochaine campagne contre la fourrure, en collaboration avec l'organisme alémanique Pro Tier. Un spot sera diffusé dans les cinémas à partir d'octobre jusqu'à fin décembre. Des stands d'informations avec distributions de flyers seront organisés. Nous avons besoin d'aide pour ces actions qui auront lieu en Suisse romande et Suisse alémanique. N'hésitez pas à nous faire part de vos disponibilités. Nous avons vraiment besoin de vous !

**Un appel à tous nos membres du côté de Bâle et Zurich est aussi lancé. Nous cherchons des militants prêts à s'engager dans des actions coordonnées par Benjamin Frei, délégué bâlois au sein du comité de la Ligue. Plus d'informations aux pages 24 et 25.**

Vous trouverez également dans ce journal le compte-rendu de notre action menée à Fribourg. C'est finalement assez affligeant de constater comment un nouvel élu issu d'une minorité politique, dans le cas présent la Conseillère d'Etat verte Marie Garnier, habitué à subir des abus de droit par la majorité en place, favorise à son tour ces mêmes abus à peine nommés.

Malgré tout, cela ne doit pas nous décourager dans nos démarches pour approcher nos politiques. Car des élus avec une réelle notion de ce que sont « respect des décisions démocratiques » et « intérêt général » existent (si, si), et l'amélioration du sort des animaux passe obligatoirement par un soutien politique.

Nous vous remercions toutes et tous pour votre soutien et vous adressons nos meilleures salutations.

Le Comité

# Pas de singes schizophrènes à Zürich !

Interdites en 2009 par décision du Tribunal fédéral, les expériences sur les primates devraient bientôt reprendre au sein de l'Institut de neuroinformatique de l'Université de Zürich et de l'EPFZ. C'est en tout cas le souhait des chercheurs qui ont déposé une demande auprès de l'autorité cantonale pour expérimenter « deux ou trois » macaques rhésus. Pour commencer.

« Nos travaux ont une grande importance pour de nombreuses maladies psychiques qui touchent les humains », racontait le responsable de l'expérience Valerio Monte dans l'édition du quotidien alémanique *Tages-Anzeiger* le 19 septembre 2014. « Et nous communiquerons de façon transparente pour montrer aux critiques que nous nous préoccupons du bien-être des animaux. »

## Une communication aussi transparente qu'un mur

Selon le chercheur, une intervention chirurgicale sous anesthésie visant à percer la boîte crânienne des singes permettra d'y placer des petites électrodes « de quelques millimètres ». Les mêmes interventions sont pratiquées sur des patients humains pour les soulager de maladies comme Parkinson. « Le crâne est ensuite à nouveau complètement fermé et les animaux ne remarqueront pas les implants ».

Ensuite, tout n'est que calme et sérenité pour les animaux. En effet, pour le chercheur, ceux-ci doivent être dans les meilleures conditions possibles pour résoudre des tâches sur un écran. Si la tête de l'animal est effectivement maintenue fixe par un appareil de contention, la durée des exercices quotidiens qui n'est plus que d'une heure et demie, a été réduite de moitié, par rapport aux expériences interdites en 2009. Pas vraiment de contrainte, donc. Une sorte de colonie de vacances avec jeux de société sur écran lumineux.



Malheureusement, la réalité s'annonce plus sinistre. Pour étudier des maladies psychiques, il faut que les singes expriment les caractéristiques. En l'occurrence, puisqu'il s'agit d'explorer des processus cérébraux dans les cas de schizophrénie ou troubles bipolaires, qu'ils infligera-t-on à ces animaux pour les rendre maniaque-dépressifs ou les mettre en état de démence ?

Les modèles animaux de schizophrénie, qu'ils soient des rongeurs ou des primates, sont généralement induits par lésions du cortex par chirurgie ou injection de neuroleptiques. Autre possibilité : l'administration de cocaïne et amphétamines pour induire délires et hallucinations. Naturellement, les chercheurs se gardent bien de décrire l'état mental dans lequel seront les singes en cours d'expérience. Lesquelles dureront probablement plusieurs années. On ne gaspille pas un singe qui coûte cher. Et qui nous fait gagner sa vie.

### IMPRESSUM Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.– qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

**Publication :** Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV

**Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm<sup>2</sup>. **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret. **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE. **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.** **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - **admin@lscv.ch** - **www.lscv.ch** - **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX



## Toujours plus d'expériences sur des primates à l'UNI et EPFZ de Zürich

322 primates ont été utilisés en Suisse en 2013, selon les dernières statistiques fédérales.

109 primates ont été utilisés par nos hautes écoles et EPF. A l'Université de Fribourg, mais surtout à l'Université et à l'Ecole polytechnique fédérale (EPFZ). Plusieurs expériences zurichoises sont en cours ou ont été récemment menées dans des domaines comme la locomotion, la xénotransplantation des îlots de Langernhans, etc.

## Des expériences déjà interdites par le Tribunal fédéral

C'est en 2006 que deux expériences sur des primates, autorisées par le service vétérinaire cantonal zurichois et qui devaient être exécutées par l'Institut de neuroinformatique, avaient été contestées par une majorité des membres de la commission sur l'expérimentation animale du canton de Zürich. Notamment par ses représentants d'organisations de protection des animaux. Après plusieurs années de procédures, le Tribunal fédéral (TF) avait finalement donné entièrement raison à la commission, interdisant définitivement (1) ces expériences en 2009. Frustré, l'un des chercheurs était parti avec ses singes en Allemagne pour continuer ses expériences.

Selon la législation suisse (LPA et OPAn), pour être admissible une expérience doit être licite. Cela signifie qu'elle ne doit pas imposer à l'animal de douleurs, maux, dommages ou d'état d'anxiété disproportionné par rapport au bénéfice escompté en termes de connaissances. Il s'agit de faire une pesée des intérêts en mettant le bénéfice pour l'homme en termes de nouvelles connaissances d'une part et la souffrance de l'animal d'autre part.

Pour le TF, dans le cas de ces deux expériences, les bénéfices pour l'homme et son application clinique possible n'étaient pas assez clairs. Il faut faire la différence entre la recherche fondamentale pure et la recherche fondamentale orientée sur une application, qui fournit des bases scientifiques pour des études ultérieures spécifiques et conduit une orientation pratique. L'expérience ne peut être autorisée si l'application thérapeutique est lointaine et nécessite de nombreuses expériences futures. «*La détermination du gain prévisible de connaissance doit se reposer sur le résultat concret du cas d'espèce et non pas celui d'un grand nombre d'expériences*».

Ainsi, pour le TF, une application thérapeutique claire est importante pour la pesée des intérêts. Compte tenu de ces éléments, mais également de la proximité particulière qui existe entre les primates et les humains, l'expérience ne pouvait être autorisée.

Si la décision du TF est importante, puisqu'elle fait jurisprudence, il faut relever que Zürich est le seul canton à autoriser une commission à recourir contre une décision cantonale. De ce fait, si les chercheurs avaient voulu faire ces expériences dans un autre canton, il aurait été impossible de s'y opposer par voie légale.

Entre 1997 et 2012, 1'658 primates sont morts en Suisse dans les laboratoires des industries pharmaceutiques et 1'011 dans nos universités et EPF.

## Des singes de rêve pour les labos

Les macaques rhésus (*Macaca mulatta*) sont des petits singes d'une soixantaine de centimètres, pesant de 5 à 7 kg. Plutôt facile à élever en captivité, tout comme les macaques crabier (*Macaca fascicularis*), ils sont un modèle de choix pour nos laboratoires en Suisse. Leur taille modeste ne permet pas une grande résistance lorsqu'ils sont extraits de force de leurs cages ou placés dans des boîtes de contention.

## Des singes de quelles origines ?

L'art.118, al.4 OPAn dispose : «*Seuls les primates issus d'un élevage peuvent être utilisés pour l'expérimentation animale*». Peut-on alors exclure que les singes utilisés en Suisse proviennent de captures en milieu naturel ? Dans les faits, les primates proviennent effectivement d'élevages reconnus, notamment du Deutsches Primatenzentrum (DPZ), à Göttingen au centre de l'Allemagne. Le DPZ est un institut de recherche public qui élève des animaux de laboratoire pour la recherche universitaire. Il détient 1400 primates et y élève 9 espèces, dont les macaques rhésus, crabier et Oustitis à toupet blancs, qui sont les primates les plus utilisés dans nos laboratoires.



Néanmoins, les primates ne se reproduisent pas aussi bien en détention que dans la nature. De ce fait, ces stations d'élevage ne peuvent produire des animaux en détention que grâce à de nouveaux animaux issus de captures. En clair, si les primates utilisés en Suisse proviennent bien d'élevages, ce n'est pas le cas de leurs géniteurs. Indirectement, la recherche sur primate menée en Suisse contribue bien à la capture et aux déimations de groupes entiers de primates en milieu naturel, en Asie, île Maurice, etc.

## NON aux expériences sur les primates à Zürich !

Ecrivez aux responsables de ces expériences et à l'autorité cantonale pour contester ces nouvelles études sur des singes. Infos : [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

Dénonciation pénale de la LSCV contre le service vétérinaire fribourgeois

# Blanchiment d'autorités. Acte II

Après le Tessin l'an passé, c'est au tour de Fribourg d'exonérer son service vétérinaire cantonal de toute faute. Le Ministère public l'a clamé haut et fort. Tout le monde a été formidable. Sauf la Ligue suisse contre la vivisection, repaire d'idéologues qui ne visent qu'à « criminaliser » les autorités fribourgeoises. Que nous sommes honnêtes et bienveillants. Qu'ils sont méchants et animés de mauvaises intentions.

## Une loi souvent mal ou peu appliquée

Ces dernières années, la LSCV s'est engagée dans plusieurs procédures pénales dans le domaine de l'expérimentation animale. On entend souvent dire que la législation suisse sur la protection des animaux serait l'une des plus avancées au monde. C'est sans doute vrai. Mais cela ne veut pas dire qu'elle est suffisante et encore moins qu'elle est appliquée.

Les autorités cantonales et fédérales nous assurent pourtant régulièrement que c'est le cas. Comment en avoir la certitude, lorsque cela touche par exemple un domaine aussi protégé que celui de l'expérimentation animale ? Qui peut aller dans les laboratoires s'assurer que l'expérience menée répond aux dispositions légales ? Dans la mesure où notre législation est déjà très libérale, la moindre des choses serait d'avoir au moins l'assurance que les petites dispositions permettant la réduction de la souffrance infligée aux animaux, ou d'en réduire le nombre, soient appliquées.

Les milieux scientifiques surfent sur cette opacité, pour déclarer qu'ils subissent quantités de contrôles très astreignants et que tout est parfaitement en règle. Et comme aucune autorité ne peut s'exprimer publiquement, c'est assez commode.

## Procédures pénales instructives

L'objectif de nos procédures pénales vise ainsi à démontrer le fonctionnement de nos institutions. Le bilan est plutôt intéressant :

- 2010 : Condamnation par le Tribunal de Soleure d'un chercheur et des autorités cantonales et fédérales pour avoir violé les dispositions légales.
- 2012 : Reconnaissance par le Ministère public argovien des violations de la législation par les autorités argoviennes et fédérales.
- 2013 : Blanchiment par le Ministère public tessinois des autorités cantonales.



### Quel contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg ?

785 chiens, 229 chats et 21 primates ont été utilisés à Fribourg en 2012

- 2014 : Blanchiment par le Ministère public fribourgeois des autorités cantonales.

Sur le fond, peu importe la condamnation ou non d'une administration. Les dispositions légales nous excluent souvent des procédures, au motif que nous ne sommes pas directement lésés par la situation dénoncée. De sorte qu'il est impossible de recourir lorsqu'une une décision vise à protéger une administration. A l'image de celles prises par les Ministères publics tessinois et fribourgeois.

L'important est la procédure en elle-même. Elle démontre les rouages de l'administration. Comment les autorités cantonales s'arrangent des dispositions légales, sachant qu'elles ne pourront être punies.

Au final, il n'a peut-être pas été possible de démontrer l'illégalité des manœuvres des autorités fribourgeoises. Mais il en est ressorti tout leur misérabilisme.

-----  
Juin 2014

## Nomination du Dr Ménache dans la commission sur l'expérimentation animale genevoise

A l'occasion du renouvellement des membres de la commission sur l'expérimentation animale genevoise (CCEA) pour une nouvelle législature, la LSCV a présenté en mars 2014 la candidature du Dr Ménache. Le rectorat de l'Université genevoise a bien essayé d'empêcher sa nomination, allant se rouler aux pieds du Conseil d'Etat en gémissant. Mais le Dr Ménache a été nommé en juin 2014. Mille mercis à nos amis du Refuge de Darwyn pour avoir apporté leur soutien à notre candidature.



La commission genevoise est une des rares en Suisse qui fonctionne convenablement. Au grand dam des chercheurs de l'Université. Espérons que cela dure. La commission est composée de 7 membres : deux chercheurs travaillant sur les animaux, une vétérinaire, une bio-éthicienne, un spécialiste des méthodes substitutives et deux protecteurs des animaux, André Ménache et Luc Fournier, représentants de la LSCV.

Election du Procureur général fribourgeois

## Le dernier choix de la magistrature

C'est en octobre 2010 que le Libéral-radical (PLR) Fabien Gasser a été élu par le Grand Conseil fribourgeois nouveau Procureur général.

Le démocrate-chrétien (PDC) Jean-Luc Mooser, président de l'Office cantonal des juges d'instruction, et Olivier Thormann, sans parti, juge d'instruction spécialisé dans les affaires économiques, étaient également candidats pour le poste.

En vue de l'élection, le Conseil de la magistrature avait fait connaître sa préférence aux députés, classant Olivier Thormann en première position et Fabien Gasser en dernière. Pour la magistrature, Olivier Thormann disposait d'avantages que les deux autres candidats n'avaient pas. Mais la logique politique répond parfois à des intérêts autres que généraux. Et Olivier Thormann, sans parti, s'est logiquement retrouvé en queue de peloton et éliminé dès le premier tour.

## Quelle indépendance pour nos Tribunaux ?

La réforme de la justice acceptée en votation en l'an 2000 a octroyé à la Confédération la compétence législative pour tout le droit procédural civil et pénal. Mais les 26 cantons sont restés compétents pour l'organisation judiciaire, laquelle varie d'un canton à l'autre.

### Qui juge ?

Les juges n'ont pas tous accompli des études de droit, couronnées par un master ou un doctorat. Les juges de paix sont souvent des personnes sans formation juridique. Dans les Tribunaux civils et administratifs, les procédures sont souvent menées par un juge et deux assesseurs, lesquels n'ont pas obligatoirement de formation juridique non plus, mais des connaissances particulières dans les domaines traités.

### Quelle indépendance pour nos Tribunaux ?

On pourrait penser qu'une décision de justice découle d'une stricte application du droit. Si l'absence d'une formation juridique complète peut déjà poser un problème, la politicisation des procédures de nomination des juges met aussi à mal l'idée qu'une décision de justice est forcément rendue en toute indépendance.

Car la plupart des cantons laissent le soin à leur Parlement d'élire juges et procureurs, au terme d'une campagne qui s'apparente souvent à une élection politique.

Lorsqu'un Procureur général d'une couleur politique est élu grâce à un parlement composé majoritairement de cette même couleur, peut-on encore parler d'indépendance de la justice ? D'autant plus lorsque les candidats à l'élection sont présentés par les partis eux-mêmes. Les juges sont également soumis à des réélections périodiques, généralement tous les quatre à six ans. Si durant cette période l'un d'eux a déplu à sa couleur politique, il pourrait se faire du souci pour sa réélection. Comment procéder autrement pour la nomination des juges ? Difficile à dire. Mais en matière d'indépendance de la justice, il y a eu pire : jusqu'en 2011, la plupart des gouvernements cantonaux élisaient leur Procureur général eux-mêmes !

## Chronologie

Suite à l'entrée en vigueur en Suisse en 2008 de la nouvelle législation fédérale sur la protection des animaux (LPA et OPAn), le canton de Fribourg est contraint de réviser sa législation cantonale pour l'adapter aux nouvelles dispositions.

**20 mars 2012 :** La nouvelle loi fribourgeoise sur la protection des animaux (LCPA) entre enfin en vigueur. Concernant le domaine de l'expérimentation animale, la LCPA dispose :

**Une Commission pour l'expérimentation animale, indépendante de l'administration, est instituée** (art. 6, al. 1). Elle est composée de sept à neuf spécialistes, notamment issus du monde scientifique, et les organisations cantonales de protection des animaux y sont équitablement représentées (art. 6, al. 2). Le Conseil d'Etat nomme les membres de la Commission pour l'expérimentation animale (art. 3, al. 1, let. c).

Concernant la représentation des organisations cantonales de protection des animaux, l'art. 3, let. a du Règlement du 3 décembre 2012 sur la protection des animaux (RCPA) prévoit la nomination de « deux personnes représentant des organisations dont le but statutaire est la protection des animaux. »

La Ligue suisse contre la vivisection (LSCV) étant une organisation nationale, elle contacte la SPA de Fribourg en vue de lui proposer une candidature pour la commission. Il s'agit du Dr méd vét André Ménache, lequel a d'excellentes connaissances scientifiques dans le domaine de l'expérimentation animale et les méthodes de remplacement. La SPA qui n'a qu'une seule candidature à proposer, celle du Dr méd vét Walter Dietrich, membre de son comité et déjà membre de la commission depuis plusieurs années, accepte qu'André Ménache soit son deuxième représentant au sein de la commission.

Disposer de représentants de protection des animaux compétents et engagés est essentiel pour assurer une juste application de la législation dans ce domaine.

La commission est indépendante (art.149 OPAn) de l'autorité cantonale, représentée par le service du vétérinaire cantonal. Elle a pour mandat d'étudier les demandes d'expérimentations animales des chercheurs et d'émettre un préavis à l'attention de l'autorité (art.18 LPA). Elle peut proposer des mesures pour réduire le nombre d'animaux demandés et les contraintes qui leur sont imposées (art.137 OPAn), ou un refus de l'expérience (art.19 LPA). Elle participe également aux contrôles des animaleries et des expériences dans les laboratoires (art.34 LPA).

**10 mai 2012 :** En vue du renouvellement des membres de la commission, la SPA de Fribourg soumet au Conseil d'Etat les candidatures des Drs Dietrich et Ménache.

**12 juillet 2012 :** Le service vétérinaire cantonal (SAAV) confirme au Dr Ménache le dépôt de sa candidature par la SPA et l'auditionne. L'issue de la réunion semble positive.

**2 octobre 2012 :** Le SAAV informe le Dr Ménache par courriel que sa candidature suit toujours son cours auprès de la Conseillère d'Etat Marie Garnier, Directrice des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF).

**11 décembre 2012 :** Le Conseil d'Etat nomme par voie d'arrêté les 9 nouveaux membres de la commission. Le Dr Dietrich a été nommé, mais pas le Dr Ménache. A aucun moment il n'a été informé par le SAAV que sa candidature avait été écartée. A la place du Dr Ménache, le Conseil d'Etat a procédé à la nomination du Dr méd vét Simon Ruegg, spécialiste des animaux exotiques, en tant que représentant d'une organisation cantonale de protection des animaux.

**28 février 2013 :** La LSCV contacte par téléphone le Dr Ruegg pour connaître le détail de sa nomination. Le Dr Ruegg déclare ne pas avoir spontanément déposé sa candidature. C'est le SAAV qui l'aurait sollicité pour siéger

dans la commission. En acceptant de déposer sa candidature, le SAAV ne l'avait pas informé que la SPA Fribourg avait déjà proposé deux candidatures. Il confirmait aussi ne représenter aucune organisation de protection des animaux.

**11 mars 2013 :** La LSCV écrit à la Conseillère d'Etat Marie Garnier au sujet de la nomination du Dr Ruegg, rappelant que les membres de la commission « doivent notamment être issus des organisations cantonales de protection des animaux (...) dont le but statutaire est la protection des animaux » et que le Dr Simon Ruegg « ne représente aucun organisme de protection des animaux répondant aux dispositions légales ».

**9 avril 2013 :** La Conseillère d'Etat Marie Garnier répond que le Dr Ruegg « est membre d'une organisation cantonale de protection des animaux ». Que la LCPA « n'impose pas que le siège de ladite organisation soit le canton de Fribourg ».

**17 avril 2013 :** La LSCV écrit à nouveau à la Conseillère d'Etat Marie Garnier que « l'art. 3, al. 1, let. a RCPA dispose que les membres de protection des animaux doivent représenter une organisation cantonale, et non en être de simples membres », qu'aucune « organisation cantonale dont le but statutaire est la protection des animaux n'a proposé la candidature du Dr Ruegg, ni accepté d'être représentée au sein de la commission par lui ».

**8 mai 2013 :** La Conseillère d'Etat Marie Garnier répond que l'art. 3 al. 1 let. a RCPA « prévoit que la commission doit comprendre deux personnes représentantes des organisations dont le but statutaire est la protection des animaux. Au sens de cet article, en tant que membre de la société vaudoise pour la protection des animaux (SVPA) et au regard de ses opinions, le Dr Ruegg représente une telle organisation ».

**10 juin 2013 :** Lancement de la pétition « Pour un vrai contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg » par les organisations LSCV, ATRA et AG STG. Il est demandé au Grand Conseil de rejeter fermement les méthodes du SAAV et au Conseil d'Etat d'invalider la nomination mise en cause. Il est également demandé au Grand Conseil de soutenir les mesures visant à empêcher la détention d'animaux et la pratique d'expérimentations animales illégales au sein de l'université de Fribourg et d'autres institutions publiques et privées.

**30 août 2013 :** L'association Animal Rights (AR), dont le but statutaire est la protection des animaux, fondée à Fribourg par des membres de la LSCV le 28 juin 2013, transmet à la Conseillère d'Etat Marie Garnier la candidature du Dr Ménache, vice-président d'Animal Rights, en vue de siéger dans la commission, « la nomination de Dr Simon Ruegg ne répondant pas aux conditions fixées par la législation ».

**2 octobre 2013 :** La LSCV envoie un document explicatif aux 110 députés du Grand Conseil au

sujet de l'illégalité de la composition de la commission fribourgeoise. Concernant la réponse de la Conseillère d'Etat Marie Garnier, selon laquelle le Dr Ruegg peut être considéré comme un représentant de la SVPA, la LSCV rappelle que cette organisation « qui refuse depuis des années de présenter des candidats pour la commission vaudoise après avoir subi pareilles manœuvres de son ex-vétérinaire cantonal, appréciera d'avoir un représentant à Fribourg sans le savoir ».

**9 octobre 2013 :** La LSCV distribue en tous ménages aux 122'000 adresses du canton de Fribourg un journal sur l'illégalité de la composition de la commission fribourgeoise.

**18 octobre 2013 :** Le journal fribourgeois La Liberté publie un article sur la composition de la commission. Le journaliste rapporte : « Le Conseil d'Etat a bien nommé le Dr Dieterich. Mais, sur proposition du Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV), il a aussi avalisé la candidature du Dr vétérinaire Simon Ruegg, de Chiètres, comme autre représentant de la protection des animaux. Le Dr Ruegg avait répondu positivement à la sollicitation du SAAV. Si le Dr Ménache n'a pas été retenu, c'est parce que ce spécialiste belge réside à l'étranger, explique Marie Garnier, conseillère d'Etat en charge des affaires vétérinaires.

L'an dernier, le Dr Ruegg était membre de la SPA Vaud, comme le relève la LSCV dans son journal. Depuis, il a adhéré à la SPA Fribourg et, selon nos sources, le comité de cette dernière le considère comme également représentatif de la société (...) Le fait que les services de l'Etat de Fribourg peuvent solliciter des candidatures pour des commissions est une pratique habituelle. Celle sur la surveillance de l'expérimentation animale exige de ses membres des connaissances pointues, explique Marie Garnier ».

Pour quelle raison la SPA Fribourg a-t-elle retourné sa veste aussi rapidement et accepté que le Dr Ruegg soit son représentant ? A-t-elle craint de déplaire au service vétérinaire cantonal, lequel contrôle aussi son refuge ? Ou au Conseil d'Etat et ainsi perdre sa subvention annuelle de plusieurs dizaines de milliers de francs ?

Ce n'est pas la première fois qu'une SPA finit par se ranger prudemment derrière une autorité cantonale. Ni la dernière, probablement.

**21 octobre 2013 :** AR demande par courrier à la Conseillère d'Etat Marie Garnier une décision quant à son courrier du 30 août 2013 resté sans réponse, lequel faisait état de la candidature du Dr Ménache. Concernant les déclarations de la Conseillère d'Etat relevées dans l'article de La Liberté, AR écrit notamment :

« L'argument quant à la domiciliation à l'étranger du Dr Ménache ne fait pas sens, aucune disposition fribourgeoise n'exige qu'un membre de commission soit domicilié dans le canton (...) Il est assez choquant que le Conseil d'Etat

estime normal que le SAAV choisisse lui-même les membres de la commission, alors que le Parlement fédéral a expressément prévu que celle-ci soit indépendante de l'autorité cantonale (...) Il est peut être bon de rappeler que même si la situation peut être régularisée quant à la représentation du Dr Simon Ruegg, l'arrêté de nomination du 11 décembre 2012 reste entaché d'irrégularités et pourrait faire l'objet de plusieurs mesures, notamment d'une plainte pénale ».

**5 novembre 2013 :** La Conseillère d'Etat Marie Garnier répond que la procédure de nomination des membres de la commission est conforme aux dispositions cantonales et invite la LSCV « à saisir le Département fédéral de l'intérieur (DFI) qui exerce la haute surveillance de la Confédération sur la mise en œuvre de la LPA par les cantons (art. 34 (sic!) LPA) ».

L'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV, ex OVF), est le service fédéral chargé par le DFI de contrôler la mise en application de la législation. Lequel a la particularité d'être plutôt inactif dans ce domaine, comme l'ont démontré des procédures menées par la LSCV en 2011 et 2012 contre les autorités des cantons d'Argovie et du Tessin. De plus, l'OSAV ne dispose d'aucune compétence pour intervenir dans une procédure cantonale de nomination. En invitant la LSCV à saisir le DFI, la Conseillère d'Etat imagine une dérobée assez habile.

**17 décembre 2013 :** La LSCV et AR adressent au Ministère public fribourgeois une plainte et dénonciation pénale contre le vétérinaire cantonal Grégoire Seitert et son adjoint Michel Schmitt (SAAV), pour s'être rendus coupables de gestion déloyale des intérêts publics au sens de l'art. 314 CP.

**18 décembre 2013 :** Les organisations LSCV, ATRA et AG STG déposent au Secrétariat du Grand Conseil les 1300 signatures de la pétition « Pour un vrai contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg » et adressent un courrier aux députés.

**9 janvier 2014 :** Le Procureur général Fabien Gasser donne 30 jours à l'avocat mandaté par le SAAV, Jean-Christophe A Marca, pour se déterminer sur la plainte pénale.

**12 février 2014 :** L'avocat du SAAV communique sa détermination au Procureur général. Il adresse également un courrier à l'avocate de la LSCV et AR déclarant que n'ayant « aucun droit d'accès au dossier (...) l'intérêt fondamental de ses mandants m'impose de ne pas vous faire parvenir copie de la détermination ». Tout en la joignant dans son courrier (!) Laquelle est consultée avec intérêt.

L'avocat du SAAV tend à démontrer que ni la LSCV ni Animal Rights n'étant directement léssés, il convient de les exclure de leur qualité de plaignants. Tout au plus est-il concédé un rôle

de dénonciateurs. L'avocat estime que « sous le couvert des dénonciatrices, c'est en réalité le Dr Ménache qui agit, vraisemblablement frustré d'avoir vu sa candidature écartée, pourtant à juste titre. (...) A aucun moment la candidature du Dr Simon Ruegg n'a été « sollicitée » au sens où tente de le faire croire les dénonciatrices. Celui-ci a simplement été informé qu'un poste pouvant satisfaire à ses compétences était à pourvoir et qu'il avait l'opportunité de déposer sa candidature, ce qu'il a décidé de faire à bon droit. (...) Les Dr Seitert et Schmitt se réservent expressément le droit d'agir en justice pour défendre leurs intérêts, au vu des propos hautement diffamatoires tenus sans réserve par les dénonciatrices et leur mandataire ». L'avocat continue, dénonçant « l'acharnement dont fait injustement preuve la Ligue Suisse contre la vivisection à l'encontre du canton de Fribourg et de ses autorités », concluant à ce que le Procureur général rende immédiatement une ordonnance de non entrée en matière, les éléments constitutifs de l'infraction n'étant pas réunis.

**12 mars 2014 :** Le Ministère public rend une ordonnance de non entrée en matière sur la plainte et dénonciation de la LSCV et AR au motif qu'elle ne contenait aucun soupçon de comportement pénalement répréhensible. Le processus de nomination des membres de la commission a été respecté et il n'a pas été fait mention d'une décision prise par la commission contraire aux intérêts publics. Il est également refusé à la LSCV et AR la qualité de partie plaignante au motif que leurs droits n'ont pas été directement atteints. Dans ses considérants, le Ministère public retient que les dénonciatrices ont agi avec une grave négligence au sens de l'art. 420 CPP, de sorte que les frais de justice de CHF 300.- doivent être mis à leur charge.

**24 mars 2014 :** La LSCV et AR adressent à la Chambre pénale du Tribunal cantonal un recours à l'encontre de l'ordonnance de non-entrée en matière.

La LSCV et AR admettent qu'elles n'ont pas qualité pour recourir contre la décision de non entrée en matière. En revanche, elles ont qualité pour recourir contre les frais mis à leurs dépens. Etant directement touchées dans leurs droits, « les recourantes ont un intérêt juridiquement protégé à l'annulation de la décision querellée sur ce point ». La LSCV et AR contestent également la décision de non entrée en matière du Ministère public.

**27 mars 2014 :** Le Procureur général communique à la Chambre pénale du Tribunal cantonal ses observations sur le recours déposé. Il reproche à la LSCV et AR d'avoir omis de fournir comme pièce justificative le courrier du 21 octobre 2013 du Conseil d'Etat, « cela démontre la volonté de n'exposer qu'une partie des faits, uniquement à l'avantage de leur interprétation de la situation. Pour le surplus, il ressort du dossier que, de l'avis des autorités compétentes, le candidat retenu répondait aux critères légaux ».

En clair, le courrier dans lequel le Conseil d'Etat envoie les plaignants se plaindre auprès de l'OSAV serait prépondérant. Ensuite, si les autorités ont dit que la candidature retenue était conforme, c'est bien qu'elle devait l'être. A se demander qui décide du droit.

**28 mars 2014 :** Suite au dépôt le 18 décembre 2013 de la pétition « Pour un vrai contrôle de l'expérimentation animale à Fribourg », la commission des pétitions du Grand Conseil rend sa réponse « motivée ». Surtout motivée à l'idée de ne rien faire. Au motif qu'une intervention de sa part contre la décision du Conseil d'Etat ne relèverait pas de sa compétence. Les députés se prononcent ainsi sur un point qui n'a jamais été évoqué dans la pétition, laquelle demandait au Grand Conseil de rejeter les méthodes du SAAV et de soutenir les mesures visant à empêcher la détention d'animaux et la pratique d'expérimentations animales illégales. La pétition est donc classée par des députés qui visiblement n'ont pas compris sa lecture ou ne s'estiment pas concernés par le problème évoqué.

**3 avril 2014 :** La LSCV et AR contestent auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal les observations du Procureur général. « Si le courrier du 5 novembre n'a pas été produit, c'est parce qu'il n'apportait rien sur le plan pénal comme relevé dans le recours du 24 mars 2014. Il n'a donc jamais été question de n'exposer qu'une partie des faits. Il est également contesté que le candidat répondait aux critères légaux ».

**30 avril 2014 :** La Chambre pénale du Tribunal rejette le recours. Pour lui, bien qu'étant simple membre de la société vaudoise de protection des animaux (SVPA), « le Dr Ruegg répondait donc au moment de sa candidature et de sa nomination, à l'exigence d'être représentant d'une organisation cantonale de protection des animaux ». « Au vu de ce qui précède, aucun élément du dossier ne laisse apparaître le moindre soupçon de commission d'infraction ». La LSCV et AR auraient au contraire « tenté de criminaliser » le vétérinaire cantonal « dans un contexte conflictuel entre le vétérinaire cantonal et la LSCV ».

Pour conclure, tout est bien dans le meilleur des mondes. En tous cas à Fribourg. Avec un message adressé à tous les vivisecteurs. Devenez vite membre d'une quelconque association de protection des animaux. Au besoin, créez-en une. Par exemple l'amicale pour la défense des œufs de courge à plumes. Puis faites-vous engager comme « représentant » d'une organisation cantonale de protection des animaux dans la commission sur l'expérimentation animale. Succès garanti.

Fribourg - janvier 2014

## Il tire trois renards et en laisse agoniser : Il écope d'une simple amende

Le 28 janvier 2013, le député UDC fribourgeois Roger Schuwey avait tiré trois renards depuis une fenêtre de l'hôtel qu'il tient en Gruyère au hameau de La Villette. Il s'était débarrassé des corps en les mettant dans un sac poubelle qu'il avait déposé devant un centre de collecte de déchets animaux. Un des renards qui respirait encore avait été achevé par un garde-chasse.



Outre l'inutilité de son acte et les souffrances infligées aux animaux, les tirs ont eu lieu hors périodes de chasse et à moins de 100 m des habitations voisines. Clémence du Ministère public fribourgeois qui n'a condamné le député qu'à quinze jours-amende avec sursis et une amende de CHF 1000.-.

## La faute aux renards

Le député ne cache pas son irritation d'avoir vu son nom divulgué. « Les médias m'importunent pour une affaire qui remonte à une année. On fait toute une histoire pour trois renards ! J'ai un permis de chasse, je ne suis pas un braconnier ! Il s'agit d'un délit de chasse. » Roger Schuwey tente de justifier son geste. Selon lui, les renards ne cessaient de tourner autour de son domicile. « Mes chiens de chasse n'arrêtaient pas d'aboyer, il fallait réagir ». Pan, pan, pan.

Fribourg - juin 2014

## Chasseur puni pour avoir chassé hors saison

Dénoncé en février 2013 pour avoir tiré et blessé un chevreuil en dehors de la période autorisée, un chasseur fribourgeois a été condamné le 10 juin 2014 par le Ministère public à une amende de CHF 500.- et à 40 heures de travail d'intérêt général avec sursis.

Le chasseur, qui soutenait avoir blessé un renard, pourra récupérer son permis de chasse dans un an.

InterNICHE est un réseau international regroupant des étudiants et des professeurs militant pour le remplacement des animaux dans la recherche et l'enseignement. Fondé en 1988 sous le nom d'EuroNICHE, ce réseau s'est rebaptisé InterNICHE en 2000 après avoir étendu ses activités en s'engageant dans des projets internationaux. InterNICHE dispose aujourd'hui de coordinateurs d'activité dans une trentaine de pays. La LSCV soutient financièrement d'InterNICHE depuis de nombreuses années. Elle diffuse notamment en Suisse le livre « *From Guinea Pig to Computer Mouse* ». Cette publication regroupe plus de 500 méthodes pouvant remplacer les animaux dans l'enseignement.

# Rapport d'activité 2013 InterNICHE

Le présent document décrit une partie des activités d'InterNICHE en 2013, notamment celles rendues possibles grâce au financement de la LSCV. Il détaille également les actions prévues pour 2014, en sollicitant les fonds précieux de la LSCV qui en permettront la réalisation. Tous les accomplissements passés et les projets futurs reflètent les activités du réseau InterNICHE, de contacts nationaux et de partenaires, qui œuvrent en étroite collaboration avec le coordinateur.

## Film sur les alternatives vétérinaires : le point sur les tournages et le montage

Le film *Alternatives in Veterinary Education and Training*, actuellement réalisé par InterNICHE, a été élargi pour inclure un plus grand nombre de pays, d'alternatives et d'interviews de doyens de faculté, d'enseignants et de militants. Les séquences déjà tournées en Amérique latine, Inde, Égypte et autres pays, passent en revue de nombreux types d'alternatives et présentent les arguments en faveur d'une éducation éthique et d'une substitution complète. Les séquences sont en cours de montage, de nombreux bénévoles du monde entier ayant pris part à la transcription et à la traduction. Les séquences tournées en 2014 concerneront :

- des laboratoires de simulation au Royaume-Uni et en Allemagne ;
- de nouveaux mannequins d'animaux de grande taille au Japon ;
- un enseignement vétérinaire à base des alternatives à Hong Kong ;
- la plastination, les programmes de don de corps et la production de logiciels, et incluront un entretien avec le spécialiste américain Marc Bekoff.

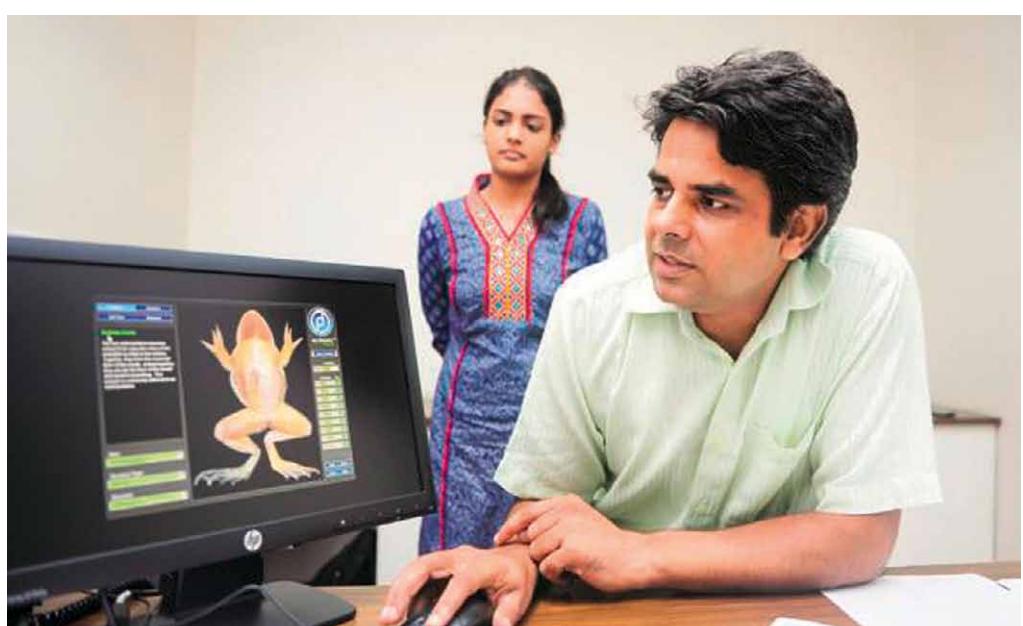
Le film d'une durée totale de 40 minutes sera présenté cette année sur la scène internationale. Il fera l'objet de traductions dans de nombreuses langues, en premier lieu l'allemand, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français, le japonais, le portugais et le russe. Simultanément, nous sommes en train de préparer la mise en ligne de 10 à 20 heures de séquence vidéo sur le site Internet d'InterNICHE et une nouvelle chaîne YouTube, afin que les visiteurs puissent visionner des interviews complètes et la démonstration d'alternatives.

Des réunions ont été organisées à Mumbai avec une fédération Jain afin d'évoquer la possibilité de financer un projet conjoint d'alternatives en zoologie. Celui-ci serait destiné à distribuer des logiciels aux professeurs de zoologie afin de faciliter le remplacement des animaux, suite à la décision de la Commission d'attribution des bourses universitaires (UGC), de supprimer les dissections du programme de zoologie. On évalue qu'environ un tiers des dissections - qui concernent au total plus de 60 millions d'animaux chaque année, selon une estimation récente - ont d'ores et déjà été abandonnées. Il s'agit là d'un nombre déjà très important de vies animales sauvées. D'autres réunions se sont tenues à Delhi avec la CPCSEA, l'agence gouvernementale chargée de superviser l'expérimentation animale. L'idée d'actions conjointes a été proposée ; des alternatives ont été présentées et les possibilités de remplacement ont été évoquées, non seulement dans le domaine de l'enseignement, mais également dans celui de la recherche et de l'expérimentation.

Une longue réunion s'est déroulée à Jaipur avec le co-auteur d'un livre sur les alternatives dans le domaine de la zoologie, qui dresse également un état des lieux des alternatives dans les sciences en général. Rassemblant des contributeurs indiens et du monde entier, cet ouvrage aura un rôle important pour consolider les changements déjà obtenus et catalyser les progrès à venir. Dans la ville d'Aligarh, des cours et une exposition multimédia d'alternatives se sont tenus à l'Université musulmane d'Aligarh et l'Académie Ibn Sina. S'appuyant sur des alternatives fournies par InterNICHE depuis 2004, le département de pharmacologie a entièrement remplacé les expériences sur les animaux au programme d'enseignement par des logiciels dans un « Alternatives Lab ». Cette initiative a été évoquée dans la presse nationale.

## Actions en Inde

La première visite d'InterNICHE en Inde, en juin 2013, s'est déroulée avec succès. Une conférence sur les alternatives vétérinaires, organisée par PETA-India, s'est tenue au Bombay Veterinary College de Mumbai. Des représentants - souvent des doyens - de la plupart des facultés vétérinaires y ont assisté, ainsi que des membres officiels du VCI, le Conseil vétérinaire indien. Nick Jukes s'est exprimé pendant la conférence et il a organisé une exposition de solutions alternatives avec l'aide de Snehal Bhavsar, notre contact national sur place. Des entretiens avec des enseignants et des étudiants ont été filmés, en vue du film sur les alternatives. On a également découvert qu'une nouvelle école vétérinaire a fonctionné plusieurs années sans effectuer une seule expérience sur des animaux grâce à l'un des nombreux packs logiciels distribués par InterNICHE en 2010.



## Actions en Biélorussie, activité auprès du CIS et accords de substitution

InterNICHE a été convié à participer, via des présentations et une exposition, à un séminaire scientifique organisé à l'Université de Grodno, en mai 2013 en Biélorussie. Le contact national d'InterNICHE pour l'Ukraine, Dmitry Leporsky, a évoqué les avancées en Ukraine, notamment les accords officiels signés par InterNICHE avec un nombre croissant d'universités de pays du Commonwealth of Independent States (CIS).

Ces accords ont assuré le remplacement de l'utilisation de plus de 50 000 animaux par an, à ce jour. Les projets d'accords officiels avec trois universités biélorusses ont bien avancé à cette occasion et les accords devraient être signés en février 2014. Le tableau ci-après détaille les remplacements recensés en 2013 en Ukraine (les chiffres indiquent le nombre d'animaux remplacés par an) :

Date	Ville	Faculté	Département	Nombre de vertébrés remplacés	Nombre d'invertébrés remplacés
01.2013	Vinnitsa	Médecine	Histologie	245	100
01.2013	Lvov	Polytechnique	Immunologie	238	
02.2013	Ternopol	Médecine	Pharmacologie clinique	105	
04.2013	Chernovtsi	Médecine	Physiologie	1540	
10.2013	Ternopol	Médecine	Histologie	234	30
10.2013	Donetsk	Médecine	Physiologie pathologique	675	



Une liste similaire, pour toutes les années précédentes en Ukraine, a été transmise à la LSCV. Des tableaux similaires sur les accords concernant la Russie, la Biélorussie, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan sont en cours de préparation et seront finalisés dès que les derniers accords auront été signés et que les chiffres détaillés des remplacements seront connus. Des exemplaires des accords signés seront également communiqués à la LSCV.

Des retours positifs ont également été enregistrés en ce qui concerne la série de films soviétiques sur les sciences de la vie rassemblée par InterNICHE auprès d'universités ukrainiennes. Ces films, rassemblés dans un coffret de 5 DVD, présentent des travaux pratiques et autres leçons filmés. On y trouve diverses expériences sur les animaux, dont beaucoup sont très dures. Ils ont été distribués aux universités dans toute l'Union soviétique entre 1950 et 1980. Pour les universités qui ont toujours recours à l'expérimentation, ces films peuvent constituer un remplacement direct. Ils constituent un témoignage historique sur l'enseignement et l'expérimentation animale dans l'URSS. Une distribution a déjà eu lieu à petite échelle, mais un lancement est prévu en 2014.

## Etat des remplacements en Afrique

Suite à la semaine d'événements consacrés au remplacement par les alternatives dans l'enseignement, la recherche et l'expérimentation, organisée conjointement par InterNICHE et ses partenaires dont la NSPCA à travers l'Afrique du Sud en 2012, et une présence au congrès panafricain organisé en septembre 2013 au Kenya, d'importants progrès ont été réalisés. Des négociations avec une université sud-africaine ont débouché sur la suppression des dissections en classes de zoologie de première année, ce qui représente plus de 20 000 animaux épargnés chaque année.

Au Libéria également, récemment sorti de la guerre civile et où le réseau électrique national n'est toujours pas rétabli, les partenaires d'InterNICHE reconnaissent la valeur d'un enseignement éthique et des alternatives en termes de reconstruction de la société, afin d'assurer un développement durable. Grâce au support réduit mais constant d'InterNICHE, les militants ont pu être aidés et des alternatives ont été données aux universités. En 2013, plus de 100 grenouilles ont ainsi été épargnées et relâchées en forêt le jour où elles auraient dû être tuées, et ce grâce aux logiciels fournis par InterNICHE.

## Autres régions du monde

Le système international de prêt d'alternatives d'InterNICHE continue de fournir des alternatives sous la forme de prêts aux enseignants, étudiants et militants. Il s'agit de l'une des huit bibliothèques gérées par InterNICHE et ses partenaires. Des matériels nouveaux ont été ajoutés en 2013, tandis que d'autres sont sur le point de l'être suite à des achats ou des dons des éditeurs ou fabricants. Parmi les nouveautés, citons Jerry, un mannequin canin d'entraînement aux soins d'urgences, des maquettes d'entraînement à la stérilisation et des modèles d'hémostasie.

Un rôle de gestionnaire de la base de données des alternatives a été mis en place sur le site Internet d'InterNICHE. Le volontaire chargé de ce rôle actualisera les données et ajoutera les nouveaux produits au fur et à mesure de leur disponibilité et de leur découverte. La page Facebook d'InterNICHE est elle aussi régulièrement mise à jour.

InterNICHE bénéficie d'un nouveau contact national en Iran en la personne du Dr Ramak Roshanaie, à la suite d'une période pendant laquelle l'IAVA, l'association iranienne contre la vivisection, était notre partenaire.

Entre autres activités, l'IAVA a organisé des expositions à l'université de Téhéran et lors d'un congrès vétérinaire à Shiraz. InterNICHE compte également un nouveau partenaire en France, le Dr André Ménache. Un nombre croissant de demandes d'informations dans ce pays témoigne de l'intérêt grandissant pour un enseignement éthique. Notre réseau compte également de nouveaux partenaires en Colombie, suite à la campagne de 2012, ainsi qu'au Libéria, suite aux réunions organisées en 2012 et 2013 au Kenya.

Au Portugal, lors de la Conférence internationale sur les alternatives à l'expérimentation animale qui s'est tenue en janvier 2013, Nick a parlé de l'enseignement éthique et d'alternatives ; il a présenté plusieurs posters et organisé une exposition multimédia. Une présence similaire a eu lieu au Danemark, à l'occasion de la Journée des alternatives organisée dans le cadre de la journée mondiale des animaux de laboratoires. InterNICHE a également présenté deux posters sur les actions et activités en Iran, Ouzbékistan et au Kirghizstan lors de la conférence sur les alternatives à Linz en Autriche.

Nous espérons vivement la poursuite de la relation fructueuse entre notre réseau et la LSCV, et vous remercions pour votre soutien renouvelé.



Sincères salutations,

Nick Jukes

# Compte-rendu de la réunion de l'ECEAE à Rome les 19 et 20 mars 2014



## Mercredi 19 mars 2014

### Elections européennes

Les organisations membres de la Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale (ECEAE) se sont réunies devant le Panthéon de Rome sur la Piazza della Rotonda, pour lancer la campagne de l'ECEAE en vue des élections européennes en mai 2014. Des partis politiques, élus et candidats à l'élection ont été approchés en vue d'obtenir des avancées en matière de protection des animaux dans le domaine de l'expérimentation animale. Il s'agissait également d'obtenir une prise de position sur les propositions suivantes :

- Fin des expériences sur animaux pour tester les produits ménagers, similaire à l'interdiction européenne déjà en vigueur pour les produits cosmétiques ;
- Augmenter l'attribution des fonds publics pour le développement de nouvelles méthodes de remplacement ;
- Fixer une date butoir pour la fin des expériences « graves » menées sur les animaux, telles que définies dans la directive 2010/63/EU.
- Ces expériences cruelles comprennent des études forçant des animaux à une activité jusqu'à épuisement à l'aide de chocs électriques, l'exposition à des stress multiples pour induire un état dépressif, etc.
- Réduire le nombre d'animaux utilisés. Malgré un faible recul enregistré lors des dernières statistiques publiées par l'UE en 2013, les Etats membres ont déclaré avoir expérimenté environ 11,5 millions d'animaux en 2011.

### Île Maurice - Captures et utilisation de singes pour l'expérimentation animale

Plus de 55'000 singes ont déjà été exportés de l'île depuis 2006 pour fournir les laboratoires d'expérimentations. Le gouvernement Mauricien prévoit également d'investir dans l'emménagement de laboratoires pour la recherche préclinique utilisant des macaques à longue queue.

L'ECEAE soutient des actions locales visant l'arrêt des expériences sur les singes sur l'île. Elle a aussi lancé un appel à la communauté hindoue très représentée sur l'île. Une chanson a été écrite. Elle est enseignée dans les écoles de musique et mise en scène pour un ballet. Les actions sur l'île Maurice sont aussi soutenues par des personnalités de Bollywood en Inde, particulièrement par Madame Maneka Gandhi.

Une affiche a été créée avec le message : « Ce ne sont pas des vacances pour les singes ». La pétition en ligne a déjà récolté plus de 50'000 signatures.

## Jeudi 20 mars 2014

### HCS et REACH

Journée consacrée à la nouvelle gestion du label Humane Cosmetics Standard (HCS) et à la mise en application de la Directive REACH. Depuis le lancement de REACH, 85'000 animaux ont été utilisés avant la première échéance. Environ 18'000 animaux ont pu être sauvés suite aux interventions de l'ECEAE. Plusieurs plaintes sont en suspens, notamment une qui concerne des tests sur la reproduction.

### Campagne contre le transport de singes pour l'expérimentation par Air France-KLM

L'ECEAE soutient la campagne. Les groupes allemands sont très actifs, avec des manifestations mensuelles. Celles organisées dans les aéroports sont souvent interrompues par la police.

### Campagne BOTOX

Une semaine d'action est prévue du 15 au 21 juin 2014. Il s'agit de maintenir la pression sur Ipsen et Merz.

### Journée Internationale des Animaux de Laboratoires

Organisation des actions prévues pour le 26 avril 2014.



## A propos de l'ECEAE



L'ECEAE (European Coalition to End Animal Experiments) a été fondée en 1990, suite au projet de l'union européenne de faire retester sur les animaux tous les produits cosmétiques et les ingrédients les composant. Plusieurs organismes de protection des animaux s'étaient ainsi regroupés pour faire pression sur les pouvoirs publics et éviter d'inutiles souffrances à des milliers d'animaux. Suite au succès de cette mobilisation, les organismes membres ont lancé en 1998 le label international de cosmétiques « sans cruauté » HCS (Humane Cosmetics Standard). L'ECEAE ne regroupe que des organismes visant l'abolition totale de l'expérimentation animale. Ses membres mettent en commun leur compétence législative, scientifique, communicationnelle et politique. L'ECEAE regroupe actuellement 23 organismes provenant de pays tels que l'Angleterre, l'Irlande, l'Allemagne, la Hollande, la France, l'Espagne, l'Italie, la Finlande, la Suède, la Norvège etc. L'ECEAE est représentée en Suisse par la Ligue suisse contre la vivisection.

2 juillet 2014 - Genève

## Dépôt de la pétition LSCV sur le Campus Biotech

Les 5105 signatures de notre pétition « Assez d'expérimentations animales financées par des fonds publics ! Pour un centre d'excellence consacré au développement de nouvelles méthodes substitutives » ont été transmises au secrétariat du Grand Conseil et au Conseil d'Etat genevois le 2 juillet 2014, accompagnées d'un exposé des motifs. Une audition des parties impliquées devrait avoir lieu prochainement.

Mille mercis à toutes et tous pour votre aide et soutien à la récolte des signatures !



## How predictive and productive is animal research?

A quel point la recherche animale est-elle prédictive et productive ? Etonnant éditorial<sup>1</sup> de la part de l'un des plus prestigieux magazines de la presse médicale internationale, le British Medical Journal (BMJ) !

Il y a 20 ans un édito déjà rédigé dans le BMJ par Doug Altman dénonçait le « scandale de la recherche médicale » : études mal réalisées ou utilisant de mauvaises techniques, échantillonnages trop petits, aboutissant à des publications dont les résultats couteux sont inutilisables.

20 ans plus tard, rien n'a changé pour Fiona Godle, responsable éditoriale du BMJ.

Dans son papier du 5 juin 2014, elle rappelle l'article de l'épidémiologiste John Ioannidis, démontrant que la majorité des résultats de recherche publiés étaient faux. Son analyse s'étend à la question de l'expérimentation animale : Où sont les preuves que la recherche animale apporte un réel bénéfice pour les humains ?

Malheureusement, rien ne devrait changer dans un avenir proche. Le BMJ a beau être une référence, les milieux de la recherche savent devenir sourds lorsque leurs intérêts sont remis en cause.

<sup>1</sup> BMJ 2014;348 doi:<http://dx.doi.org/10.1136/bmj.g3719> (Published 5 June 2014) Cite this as: BMJ 2014;348:g3719, [http://www.bmjjournals.com/%5Bfield\\_highwire\\_a\\_cpath=raw%5D-15](http://www.bmjjournals.com/%5Bfield_highwire_a_cpath=raw%5D-15)

## Pas d'applaudissements pour les animaux de cirque Kein Applaus für Tierquälerei!

Depuis le début de l'été, la LSCV a déjà organisé plusieurs dizaines de manifestations pacifistes durant les représentations des cirques Knie, Nock et Cirque Royal en Suisse alémanique. Le collectif PEA organise lui aussi des manifestations en Suisse romande. Objectif : informer le public.



Peut-on se divertir de la souffrance des animaux ? Comment les animaux sauvages vivant dans des zoos ou des cirques supportent-ils leur quotidien ?

Une enquête publiée en mai passé par le journal allemand Die Welt a dévoilé les méthodes mises en œuvre dans plusieurs zoos pour présenter au public des animaux « heureux » d'être là : la plupart sont sous anxiolytiques, antibiotiques et autres psychotropes. Les dauphins ne sont pas mieux lotis. Le directeur du zoo de Duisbourg a finalement reconnu devant le Parlement de Düsseldorf que ses animaux étaient également sous antidépresseurs. Huit dauphins étaient morts en Suisse entre 2008 et 2011 dans le delphinarium Connyland de Lipperwil. L'autopsie des deux derniers cadavres avait mis en évidence une surdose de médicaments. La législation interdit depuis 2012 l'importation des cétacés en Suisse.

Quant aux cirques, la situation pourrait-elle être différente ? Les éléphants, chameaux et autres animaux sauvages qui paradent régulièrement peuvent-ils être détenus de façon satisfaisante ? Cinq pays européens, comme la Belgique et l'Autriche, ont déjà répondu non en interdisant leur utilisation. En Suisse, les cirques bénéficient de dérogations spéciales pour leurs zoos itinérants. Ils ne doivent respecter les dispositions légales « que si cela est possible ». Les animaux coincés sur un parking n'ont qu'à prendre leur mal en patience. L'explication étant que ces animaux « font de l'exercice » durant leur numéro sous chapiteau. Sauf que la plupart d'entre eux n'ont aucun numéro. Ils ne sont en cage que pour attirer un public prêt à payer une entrée pour visiter la ménagerie.

Vous avez envie de participer aux actions ou manifestations de la LSCV ? Engagez-vous !

Contact : [admin@lscv.ch](mailto:admin@lscv.ch) ou T 022 349 73 37



La question va au-delà de la maltraitance animale. Elle interpelle aussi sur la valeur de nos actes. Notre intérêt particulier est-il prépondérant sur les souffrances qu'il peut engendrer ? Pouvons-nous infliger à un être vivant une chose qu'il nous serait insupportable de subir ? Les animaux ne sont nécessaires ni dans notre assiette ni pour nous divertir. De nombreux cirques se passent totalement d'animaux et leurs numéros nous émerveillent par leurs qualités. Inutile de voir des éléphants tourner en rond comme des automates.

D'ailleurs, qu'inflige-t-on en coulisse à un animal sauvage pour qu'il soit aussi docile en public ? Un traitement « humain » ? Aucun cirque suisse n'a encore rendu publics les traitements médicamenteux suivis par ses animaux. Aucun animal sauvage ne peut être « heureux » en cage, même né en captivité.

## Corrida Basta !

D'avril à octobre, c'est la saison des férias avec leurs lots de corridas en Espagne, au Portugal et dans le sud de la France, fêtant l'immanquable mise à mort du taureau. Si possible dans le sang et la souffrance. Que penser de ces férias qui réunissent nombre d'agités du cerveau, à l'image de ce spectateur qui s'est amusé à poignarder un taureau lors d'une course de rue en mai passé à Ales (FR).



Combien de taureaux sont ainsi exécutés chaque année ? Pas de chiffres officiels, mais la possibilité d'en estimer le nombre. Avec 1'800 corridas annuelles en Espagne, utilisant traditionnellement chacune 6 taureaux, ce sont plus de 10'000 taureaux qui seraient tués en public dans ce pays.

Suivant un rituel immuable, les taureaux les moins « courageux », qui fuient le combat, se verront infliger un traitement plus douloureux par l'utilisation de brandilles aux harpons plus longs, en signe « d'infamie ». Une fois l'animal planté de piques et brandilles visant à l'affaiblir, le torero dispose de quinze minutes pour l'exécuter avec son épée. L'explication étant qu'après ce délai, le taureau comprend que son adversaire n'est pas la « muleta », ce drap rouge que tient le torero, mais le torero lui-même. Ce qui en dit long sur le présumé courage des matadors. Si l'animal n'a pas été exécuté dans les délais, il est emmené en coulisse pour y être abattu.

40 taureaux auraient le privilège d'être « graciés » chaque année avant l'estocade. Pour ceux-ci, cela signifie que s'ils ne succombent pas à leurs blessures, lesquelles nécessitent fermeture des plaies, injections d'antibiotique et anti-inflammatoire, ils finiront généralement leur vie comme reproducteurs.

Parmi l'hécatombe taurine, quelques retournements de situation inattendus. Comme cet encornage coup sur coup à Madrid le 20 mai passé des trois matadors engagés pour une corrida madrilène. Les vaillants combattants partis pour l'hôpital, les arènes de la capitale espagnole ont dû se résoudre à annoncer la suspension « historique » du spectacle. Une première depuis 1979. « Drame à Las Ventas », « Vent de mort, orgie de sang », s'émouvait le lendemain une partie de la presse espagnole, publiant une photo montrant « l'effrayant » coup de corne reçu par David Mora.



Beaucoup de manifestations pacifistes anti-taurines se sont déroulées cette année encore, investissant les rues ou les arènes.

Charges et évacuations des manifestants par la police, tabassages quand cela est possible par des aficionados exaltés et placement en garde à vue, notamment en août passé pour le président du collectif français anti-corrida CRAC. Bravo aux courageux manifestants !



Manifestation du 12 juillet 2014 à Berne

## Succès de la manifestation « Pour la fermeture des abattoirs »

La manifestation « colorée et bruyante pour la fermeture de tous les abattoirs » a bien eu lieu à Berne, réunissant entre 500 et 800 participants. L'évènement a été organisé avec succès par le collectif Tier-im-Fokus (tif). Il a été soutenu par plusieurs organisations telles que le Tierrechtsgruppe Basel et la LSCV.





## Interdiction des tests sur les animaux pour les cosmétiques

## L'Australie et les USA s'y mettent aussi

Après l'interdiction européenne en vigueur depuis mars 2013, d'autres Etats visent à leur tour une modification de leurs législations.

En mars 2014, c'est l'Australie qui a élaboré sa proposition de loi visant à interdire les tests sur animaux ainsi que la commercialisation des cosmétiques qui y auraient eu recours. Quelques jours plus tôt, c'étaient les USA qui présentaient le 5 mars à la Chambre des représentants une proposition de loi anti-tests sur animaux. Intitulée « Humane Cosmetics Act » (1), celle-ci vise à mettre fin aux expérimentations animales et y à interdire la vente des produits qui auraient été testés sur animaux. Une amende de 10 000 dollars est prévue pour chaque infraction.

## En Inde, l'interdiction est déjà en vigueur depuis juillet 2013

L'Inde a été le premier pays de l'Asie du Sud à interdire les expérimentations animales pour les produits cosmétiques et leurs ingrédients. La décision du Bureau of Indian Standards (BIS) s'alignait sur la position européenne.

(1) <http://www.opencongress.org/bill/hr4148-113/text>

10 avril 2014 - Etats-Unis

## L'Occitane condamnée pour publicité mensongère

L'Occitane a accepté de payer 450'000 dollars pour éviter des poursuites aux États-Unis pour publicité mensongère.

L'autorité américaine de la concurrence (FTC) précise que L'Occitane a violé les lois américaines en attribuant faussement à certaines de ses crèmes des vertus amincissantes. Le principal produit visé est la Crème Allégée Amande, présentée comme « *affinant et redessinant la silhouette* ».

Cosmétiques - Etats-Unis

## Fin des publicités mensongères pour L'Oréal

Les autorités américaines ont estimé que les publicités de L'Oréal vantant les propriétés antivieillissement « scientifiquement prouvées » de ses crèmes de marques L'Oréal et Garnier étaient une arnaque. L'accord financier signé le 30 juin 2014 avec la Commission fédérale du Commerce (FTC), principale autorité américaine de la concurrence, permet à L'Oréal d'éviter des poursuites pour publicité mensongère.

Les annonces affirmaient que la stimulation des gènes déclenchée par ses produits garantissait « une peau visiblement plus jeune en seulement sept jours ». « *Ce serait bien si les cosmétiques pouvaient modifier nos gènes et nous faire remonter le temps. Mais L'Oréal n'a pu étayer ce qu'il affirmait* », commentait Jessica Rich, l'une des responsables de la FTC.

## L'Oréal déjà condamnée deux fois en Suède pour les mêmes motifs



La justice suédoise avait déjà condamné une première fois le fabricant en décembre 2010, à ne plus diffuser d'allégations fallacieuses concernant les bienfaits de ses crèmes antirides de marques Vichy, L'Oréal et Garnier, sous peine de se voir infliger une amende d'un million de couronnes suédoises (environ CHF 150'000.-). Les publicités vantaient leurs capacités à réduire les rides du visage ou

à redonner à la peau une capacité à se régénérer.

Nouvelle condamnation pour l'Oréal en mars 2013 pour n'avoir pas mis fin à ses publicités mensongères, et nouvelle menace de se voir infliger une amende d'un million de couronnes.

Chaque année, L'Oréal dépense environ 30% de son chiffre d'affaire en publicité. En 2012, cela représentait plus de CHF 8 milliards. Nul doute que le montant de l'amende prévu par la Suède a fait trembler L'Oréal et qu'il renoncera à l'avenir à mentir aux consommateurs.



## Editorial

Liebe Mitglieder

Liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Anfang September 2014 brachten heimlich gedrehte Videos aus dem Max-Planck-Institut in Tübingen das Leid, das Affen in Tierversuchen zugefügt wird, an die Öffentlichkeit. Kontrollbehörden und Forscher beteuern immer wieder, es werde alles getan, damit die Tiere so wenig wie möglich leiden müssten. Die Bilder erzählen eine andere Geschichte: Sie zeigen verwahrloste, blutüberströmte Affen mit offenen Wunden und ein Tier, das qualvoll in seinem Käfig verendet.

Die Universität und die ETH Zürich wollen die Tierversuche mit Primaten, die 2009 vom Bundesgericht verboten wurden, wieder aufnehmen. Und wie sieht es mit der Kontrolle aus? –Mangelhaft, weil die Zürcher Tierschutzvertreter keinen freien Zugang zu den Versuchen oder der Tierhaltung haben.

Eine Kampagne gegen die geplanten Versuche in Zürich ist lanciert, denn heute schon wird die Mehrheit der Tierversuche an Primaten für die Schweizer Hochschulforschung im Kanton Zürich durchgeführt.

Wir sind zudem intensiv mit der Vorbereitung unserer nächsten Anti-Pelz-Kampagne beschäftigt, die wir gemeinsam mit der Deutschschweizer Stiftung Pro Tier durchführen. Von Oktober bis Ende Dezember wird in Schweizer Kinos ein Werbespot ausgestrahlt. Ausserdem werden Informationsstände organisiert und Flyer verteilt. Für diese Aktionen in der deutschen und französischen Schweiz brauchen wir noch Helferinnen und Helfer. Wir freuen uns, wenn Sie sich zur Verfügung stellen und sich bei uns melden. Wir sind auf Sie angewiesen!

**Ein weiterer Aufruf geht an unsere Mitglieder in der Umgebung von Basel und Zürich. Wir suchen aktive Tierschützer für mehrere Aktionen, die von Benjamin Frei, dem Basler Vertreter im LSCV-Vorstand, organisiert werden. Weitere Informationen finden Sie auf den Seiten 24 und 25.**

In dieser Ausgabe fassen wir den Verlauf unserer Aktion im Kanton Freiburg zusammen. Es ist betrüblich, wie sich die grüne Staatsrätin Marie Garnier als neu gewählte Vertreterin einer politischen Minderheit in dieser Sache verhält. Sie, die selber manchen Rechtsmissbrauch von politischen Mehrheitsvertretern miterleben musste, tut es ihnen, kaum gewählt, gleich.

Doch dies darf uns nicht daran hindern, uns für unsere politischen Forderungen einzusetzen. Denn es gibt sie, die Politiker, die wissen, was es heißt, «demokratische Entscheide zu respektieren» und «die Interessen der Allgemeinheit zu wahren» (doch, doch), und der Weg zum Tierwohl führt nun einmal über die Unterstützung von politischer Seite.

Wir danken Ihnen allen für Ihre Unterstützung und grüssen Sie herzlich

Der Vorstand

# Keine schizophrenen Affen in Zürich!

Im Jahr 2009 verbot das Bundesgericht Tierversuche mit Primaten am Institut für Neuroinformatik der ETH und der Universität Zürich. Nun will das Institut die Studien an Affen wieder aufnehmen. Zumaldest, wenn es nach dem Wunsch der Forscher geht, die bei der kantonalen Bewilligungsbehörde ein Gesuch für Tierversuche mit – vorerst – «zwei bis drei» Rhesusaffen eingereicht haben.

«*Unsere Fragestellungen haben grosse Relevanz für viele psychische Krankheiten des Menschen*», sagt Valerio Mante, der Leiter des Forschungsprojekts, im Tages-Anzeiger vom 19. September 2014. «*Und wir werden auch transparenter kommunizieren, um unseren Kritikern zu zeigen, dass wir das Wohl der Tiere sehr ernst nehmen.*»

## Statt transparenter Kommunikation eine Mauer des Schweigens

Laut dem Forscher soll die Schädeldecke der Affen in einem chirurgischen Eingriff unter Narkose aufgebohrt werden, damit «*wenige Millimeter grosse*» Mikroelektroden eingeführt werden können. Dieselben Eingriffe würden beispielsweise auch bei parkinsonkranken Menschen durchgeführt. Danach werde die Schädeldecke wieder vollständig geschlossen und die Tiere spüren nichts von den Implantaten. Auch nach dem Eingriff erwartet die Tiere nichts als Friede und Freude, will man dem Forscher glauben: Die Affen müssten in bester Verfassung sein, um die Aufgaben am Bildschirm überhaupt lösen zu können. Sie würden zwar am Kopf immer noch in einem Gestell, dem sogenannten Primatenstuhl, fixiert, doch die tägliche Versuchsdauer sei gegenüber den Versuchen, die 2009 verboten wurden, um die Hälfte reduziert worden, auf anderthalb Stunden pro Tag.

Alles ganz ohne Zwang, also. Eine Art Ferienkolonie mit Gesellschaftsspielen am Bildschirm.



Die Realität sieht leider deutlich düsterer aus. Damit psychische Krankheiten erforscht werden können, müssen die Affen deren Symptome aufweisen. Im vorliegenden Fall geht es um die Erforschung von Hirnprozessen bei Schizophrenie oder bipolarer Störung. Was fügt man den Tieren zu, damit sie manisch-depressiv oder psychisch gestört werden?

Das Tiermodell für Schizophrenie entsteht in der Regel dadurch, dass man bei Nagetieren oder Primaten durch einen chirurgischen Eingriff oder durch Injektion von Neuroleptika Läsionen des Kortex (Hirnverletzungen) herbeiführt. Eine andere Methode ist die Gabe von Kokain und Amphetaminen, um Wahnvorstellungen und Halluzinationen auszulösen. Natürlich hüten sich die Forscher, den geistigen Zustand der Affen während der Versuche zu beschreiben – Versuche, denen die Affen vermutlich jahrelang ausgesetzt sind. Schliesslich vergeudet man nicht einfach so einen teuren Affen, der auch noch den Lebensunterhalt der Forscher sichert.

### IMPRESSIONUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

**Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.  
**Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 gm<sup>2</sup> **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch** **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.** Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.– **PSchKto 12-2745-6**  
**IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX**



## Versuche, die das Bundesgericht bereits verboten hat

Im Jahr 2006 lehnte die Zürcher Kommission für Tierversuche zwei vom kantonalen Veterinäramt bewilligte Studien mit Primaten ab. Die Mehrheit der Kommissionsmitglieder, allen voran die Vertreter der Tierschutzorganisationen, hielt die Versuche des Instituts für Neuroinformatik für unzulässig. Nach jahrelangen Gerichtsverfahren gab das Bundesgericht der Kommission schliesslich vollumfänglich Recht und verbot die Versuche 2009 definitiv (1). Einer der Forscher zog frustriert nach Deutschland, wo er die Versuche mit denselben Affen weiterführte.

Nach schweizerischem Recht (TSchG und TSchV) muss ein Tierversuch verhältnismässig sein, um die Anforderungen für eine Bewilligung zu erfüllen. Das heisst, den Tieren dürfen, gemessen am erwarteten Kenntnisgewinn, keine unverhältnismässigen Schmerzen, Leiden oder Schäden zufügt werden und sie dürfen nicht in unverhältnismässige Angst versetzt werden.

Es handelt sich dabei um eine Interessenabwägung zwischen dem Erkenntnisgewinn für den Menschen und den damit verbundenen Schmerzen und Leiden für das Tier.

Für das Bundesgericht waren der Nutzen für den Menschen und die klinische Anwendbarkeit der zwei fraglichen Tierversuche nicht klar genug. Es gelte zwischen reiner und anwendungsorientierter Grundlagenforschung zu unterscheiden. Letztere schaffe wissenschaftliche Grundlagen für spezielle weiterführende Forschungen und weise eine praktische Orientierung auf. Ein Tierversuch kann gemäss Bundesgericht nicht bewilligt werden, wenn sein Nutzen für eine therapeutische Anwendung ungewiss ist und es dafür zahlreicher weiterer Versuche bedarf: «Zur Bestimmung des Erkenntnisgewinns ist auf den konkret beantragten Einzelfall und nicht auf das Resultat einer Vielzahl von Versuchen abzustellen.» Für das Bundesgericht ist also eine klar ersichtliche klinische Anwendbarkeit für die Abwägung der Interessen entscheidend. Aufgrund dieser Erwägungen sowie der ganz besonderen Nähe der Primaten zum Menschen hätten die in Frage gestellten Tierversuche nicht bewilligt werden dürfen.

Der Bundesgerichtsentscheid ist zwar wichtig, denn er schafft einen Präzedenzfall. Doch es gilt zu bedenken, dass einzig der Kanton Zürich seiner Kommission das Recht einräumt, gegen einen kantonalen Entscheid Beschwerde zu führen. Wenn die Forscher ihre Versuche in einem anderen Kanton hätten durchführen wollen, hätte man nicht auf dem Rechtsweg dagegen vorgehen können.

(1) Bundesgerichtsentscheide I 35 II 405 und I 35 II 384 vom 7. Oktober 2009

## Immer mehr Tierversuche mit Primaten an der Universität und der ETH Zürich

Nach den neuesten Statistiken des Bundes wurden im Jahr 2013 an 322 Primaten Tierversuche durchgeführt.

Davon wurden 109 Primaten bei Versuchen an Hochschulen eingesetzt – teilweise an der Universität Freiburg, doch vor allem an der Universität und der ETH Zürich. An den beiden Zürcher Hochschulen werden oder wurden in jüngster Zeit mehrere Tierversuchsstudien durchgeführt, beispielsweise zur Lokomotion von Primaten, zur Transplantation von Langerhans'schen Inseln usw.

Zwischen 1997 und 2012 starben 1658 Primaten in Forschungslabors der Schweizer Pharmaindustrie und 1011 an Schweizer Hochschulen.

### Die idealen Laboraffen

Der Rhesusaffe (*Macaca mulatta*) ist eine kleine Primatenart, rund 60 cm gross und 5–7 kg schwer. Da Rhesusaffen relativ leicht zu halten sind, gehören sie zusammen mit den Javaneraffen (*Macaca fascicularis*, auch Langschwanzmakaken oder Krabbenesser genannt) zu den beliebtesten Tiermodellen in der Schweiz. Durch ihre geringe Körpergrösse leisten sie keinen grossen Widerstand, wenn sie aus ihren Käfigen gezerrt oder in die Primatenstühle gezwängt werden.

## Woher stammen die Versuchsaffen?

Art. 118 Abs. 4 TSchV besagt: «Primaten dürfen nur in Tierversuchen eingesetzt werden, wenn sie gezüchtet worden sind.» Kann man also ausschliessen, dass die in der Schweiz eingesetzten Versuchsaffen aus Wildfängen stammen? Tatsächlich kommen die Primaten aus anerkannten Zuchtstationen wie dem Deutschen Primatenzentrum (DPZ) in Göttingen.

Das DPZ ist ein öffentliches Forschungsinstitut, das selber Versuchstiere für die universitäre Forschung züchtet. Es hält 1400 Primaten und züchtet neun Primatenarten, darunter Rhesus-, Javaner- und Weissbüschelaffen, die in unseren Versuchslabors am häufigsten verwendet werden.



Doch Primaten pflanzen sich in Gefangenschaft nicht gleich gut fort wie in Freiheit. Deshalb können Zuchtstationen nur durch Einbringen von Wildfängen genügend Tiere produzieren. Mit anderen Worten: Die Primaten, die in der Schweiz eingesetzt werden, stammen zwar wirklich aus der Zucht, nicht aber ihre Eltern. Die Forschung mit Primaten in der Schweiz trägt damit indirekt dazu bei, dass ganze Primatengruppen in ihrem natürlichen Lebensraum eingefangen und so die Artbestände in Asien, Mauritius usw. dezimiert werden.

## NEIN zu Tierversuchen an Primaten in Zürich!

Schreiben Sie den Forschungsverantwortlichen und der kantonalen Bewilligungsbehörde und protestieren Sie gegen diese neuen Tierversuche mit Affen. Info:  
[www.lscv.ch/de](http://www.lscv.ch/de)

Strafanzeige der LSCV gegen das Amt für Veterinärwesen des Kantons Freiburg

# Reinwaschen von Behörden – zum Zweiten

Wie schon im letzten Jahr der Kanton Tessin sprach nun auch der Staat Freiburg sein Amt für Veterinärwesen von jeder Schuld frei. Die Staatsanwaltschaft liess keinen Zweifel daran: Alle waren ohne Fehl und Tadel – ausser natürlich die Schweizer Liga gegen Vivisektion, ein Hort von Ideologen, die nichts anderes im Sinn hatten, als Freiburger Behörden zu «kriminalisieren». Der Staat war ehrlich, anständig und handelte nur in bester Absicht – die «anderen», die waren böswillig und von falschen Motiven getrieben.

## Ein häufig falsch oder gar nicht umgesetztes Gesetz

Die LSCV hat in den letzten Jahren mehrere Strafanzeigen im Zusammenhang mit Tierversuchen eingereicht. Oft wird die Schweizer Tierschutzgesetzgebung als eine der fortschrittlichsten der Welt gelobt. Das mag sein, doch das heisst noch lange nicht, dass sie streng genug ist, und noch viel weniger heisst es, dass sie auch umgesetzt wird.

Zwar versichern uns Bundes- und Kantonsbehörden regelmässig, die Gesetze würden eingehalten. Doch wie kann man da Gewissheit haben, wenn es um so abgeschottete Bereiche wie beispielsweise die Tierversuchsforschung geht? Wer hat Zutritt zu diesen Labors und kann sich überzeugen, dass die durchgeföhrten Versuche den gesetzlichen Vorgaben entsprechen? Angesichts der bereits sehr liberalen Gesetzgebung wäre es das Mindeste, dass wenigstens die Einhaltung der wenigen Vorschriften, die das Leiden und die Zahl der Versuchstiere reduzieren sollen, gewährleistet wird.

Die wissenschaftliche Forschung macht sich die intransparente Situation zu Nutze und betont, sie sei zahlreichen strengen Kontrollen unterworfen und es sei alles bestens geregelt. Und da die Behörden sich öffentlich nicht äussern dürfen, funktioniert alles wunderbar.

## Aufschlussreiche Strafverfahren

Die Strafverfahren, die wir angestrengt haben, zeichnen ein klares Bild davon, wie unsere Behörden funktionieren. Die Bilanz ist aufschlussreich:

- **2010:** Die Strafabteilung des Amtsgerichts Solothurn spricht einen Forscher und die zuständigen Kantons- und Bundesbehörden schuldig.
- **2012:** Die aargauische Staatsanwaltschaft bestätigt Gesetzesverstösse von Kantons- und Bundesbehörden.
- **2013:** Die Tessiner Staatsanwaltschaft wäscht die kantonalen Behörden von jeder Schuld rein.



**Wie steht es tatsächlich um die Kontrolle von Tierversuchen in Freiburg?**  
Im Jahr 2012 wurden an Freiburg 785 Hunde, 229 Katzen und 21 Primaten eingesetzt.

- **2014:** Die Freiburger Staatsanwaltschaft wäscht die kantonalen Behörden ebenfalls von jeder Schuld rein.

Im Grunde ist es nicht so wichtig, ob eine Behörde schliesslich schuldig gesprochen wird oder nicht. Oft lassen es die gesetzlichen Bestimmungen aber gar nicht erst zu, dass wir im Strafverfahren Partei sind, weil wir selber durch die Tat nicht verletzt wurden. So können wir auch nicht Beschwerde führen, wenn Entscheidungen darauf ausgelegt sind, die Behörden zu schützen, so wie es bei der Tessiner und der Freiburger Staatsanwaltschaft der Fall war.

Viel wichtiger ist, dass es überhaupt zu einem Strafverfahren kommt. Denn dadurch kommt das Vorgehen der Behörden ans Licht. Es wird öffentlich, wie kantonale Ämter die gesetzlichen Bestimmungen so weit ausreizen, dass sie nicht bestraft werden können. So war es vielleicht nicht möglich, den Freiburger Behörden einen Gesetzesverstoss nachzuweisen, doch immerhin wurde die miserable Situation aufgedeckt.

Juni 2014

## Ernennung von Dr. Ménache in die Genfer Kommission für Tierversuche

Die Genfer Kommission für Tierversuche (CCEA) wurde für die neue Legislaturperiode neu zusammengesetzt. Die LSCV schlug im März 2014 Dr. Ménache als Kandidaten dafür vor.



Obwohl das Rektorat der Universität Genf nach Kräften versuchte, Dr. Ménaches Ernennung zu verhindern, und sich händeringend und jämmernd beim Staatsrat dagegen wehrte, wurde er im Juni 2014 in die Kommission ernannt. Herzlichen Dank an unsere Freunde vom Tierschutzverein Refuge de Darwyn für die Unterstützung unserer Kandidatur.

Die Genfer Kommission ist eine der wenigen in der Schweiz, die ordnungsgemäss arbeitet – zum grossen Leidwesen der Forscher an der Universität. Hoffen wir, dass das anhält. Die siebenköpfige Kommission setzt sich aus zwei Forschenden, die mit Tierversuchen arbeiten, einer Tierärztin, einer Bioethikerin, einem Experten für Ersatzmethoden und den zwei Tierschützern André Ménache und Luc Fournier von der LSCV zusammen.

| Wahl des Freiburger  
| Generalstaatsanwalts

## Empfehlung des Justizrads ignoriert

| Im Oktober 2010 hat der Grosser Rat des  
| Kantons Freiburg Fabien Gasser (FDP)  
| zum Generalstaatsanwalt gewählt.

| Als Gegenkandidaten waren Jean-Luc  
| Mooser (CVP), damals Präsident des Un-  
| tersuchungsrichteramtes, und Olivier  
| Thormann (parteilos), damals Untersu-  
| chungsrichter und heute Bundesanwalt  
| für Wirtschaftskriminalität, angetreten.

| In der Empfehlung des Freiburger Justiz-  
| rats lag Olivier Thormann auf dem ersten  
| Platz, Fabien Gasser auf dem letzten. Für  
| die Magistraten hatte Thormann klare  
| Vorteile gegenüber den anderen Kandi-  
| daten. Doch die Politik folgt manchmal  
| ganz anderen Interessen. Und so fand sich  
| der parteilose Thormann bei den Wahlen  
| an letzter Stelle wieder und schied schon  
| im ersten Wahlgang aus.

## Wie unabhängig ist unsere Justiz?

Die Justizreform, die im Jahr 2000 in einer Volksabstimmung angenommen wurde, unter-  
stellt die Gesetzgebung auf dem Gebiet des Zivil- und Strafprozessrechts dem Bund. Für die  
Organisation der Rechtspflege sind aber nach wie vor die 26 Kantone verantwortlich, und die  
Situation ist je nach Kanton unterschiedlich.

### Wer wird Richter?

Nicht alle Richter verfügen über ein abge-  
schlossenes Studium der Rechtswissenschaften mit Master- oder Doktortitel. Friedens-  
richter sind häufig Laien ohne juristische Ausbildung. Prozesse an Zivil- und Verwal-  
tungsgerichten werden oft von einem Richter und zwei Beisitzern durchgeführt. Letztere haben nicht zwingend eine juristische Aus-  
bildung, aber dafür Fachkenntnisse in den be-  
handelten Bereichen.

### Wie unabhängig sind unsere Richter?

Man würde meinen, dass ein richterlicher Ent-  
scheid auf der strikten und unvoreingenom-  
menen Anwendung der Gesetze beruht. Dem kann allein schon die fehlende juristische Aus-  
bildung im Wege stehen. In einem noch viel  
grösseren Widerspruch zur Vorstellung von  
unabhängigen richterlichen Entscheidungen steht aber die Politisierung der Richterwahlen.  
In den meisten Kantonen werden Richter, Bei-

sitzer und Staatsanwälte vom Parlament ge-  
wählt, und nicht selten geht den Wahlen eine Kampagne voraus, die grosse Ähnlichkeit mit einem politischen Wahlkampf hat.

Kann man wirklich noch von einer unabhän-  
gigen Justiz sprechen, wenn der Kandidat, der die vorherrschende politische Richtung des Parlaments vertritt, zum Generalstaatsanwalt gewählt wird? Diese Frage stellt sich insbeson-  
dere dann, wenn die Kandidaten direkt von den Parteien vorgeschlagen werden. Richter müssen sich meist nach vier bis sechs Jahren der Wiederwahl stellen. Wenn sie ihre politi-  
schen Freunde während ihrer Tätigkeit enttäus-  
chen, laufen sie Gefahr, nicht mehr gewählt zu werden.

Auf welchem anderen Weg aber könnten Richter ernannt werden? Es gibt keine einfache Lösung. Doch ein Trost bleibt: Um die Un-  
abhängigkeit der Justiz stand es auch schon schlechter. Bis 2011 wählten viele Kantonsre-  
gierungen ihre Generalstaatsanwälte gleich selber.

## Chronologie

Im Jahr 2008 trat die neue eidgenössische Tierschutzgesetzgebung (TSchG und TSchV) in Kraft. Der Kanton Freiburg musste nachziehen und sein kantonales Tierschutzgesetz an die neuen Bestimmungen anpassen.

**20. März 2012:** Das neue Freiburger Tierschutzgesetz (kTSchG) tritt endlich in Kraft. Im Bereich Tierversuche legt das kTSchG Folgendes fest:

**Es wird eine von der Verwaltung unab-  
hängige Kommission für Tierversuche** (die Kommission) bestellt. (Art. 6 Abs. 1). «Diese Kommission setzt sich aus sieben bis neun Fachpersonen insbesondere aus der Wissenschaft zusammen, und die kantonalen Tierschutzorganisationen müssen darin angemessen vertreten sein.» (Art. 6 Abs. 2). Der Staatsrat «ernennt die Mitglieder der Kommission für Tierversuche und legt deren Aufgaben und Kompetenzen fest» (Art. 3 Abs. 1 Bst. c).

Diese angemessene Vertretung der kantonalen Tierschutzorganisationen wird in Art. 3 Abs. 1 Bst. a des Tierschutzreglements (KT-SchR) vom 3. Dezember 2012 wie folgt definiert: «zwei Vertreterinnen oder Vertreter von Organisationen, deren statutarischer Zweck der Tierschutz ist».

Im Hinblick auf eine mögliche Kandidatur für diese Kommission nimmt die Schweizer

Liga gegen Vivisektion (LSCV) als nationale Organisation Kontakt mit dem Freiburger Tierschutzverein (SPA Freiburg) auf. Als Kandidaten schlägt sie Dr. med. vet. André Ménache vor, der über hervorragende wis-  
senschaftliche Kenntnisse im Bereich der Tierversuche und Ersatzmethoden verfügt. Dem Freiburger Tierschutzverein steht mit Dr. med. vet. Walter Dietrich, Vorstandsmit-  
glied und bereits seit mehreren Jahren Mit-  
glied der Kommission, nur ein geeigneter Kandidat zur Verfügung. So schlägt der Ver-  
ein Dr. Ménache als zweiten Tierschutzver-  
treter für die Kommission vor.

Die Entsendung kompetenter und engagier-  
ter Tierschutzvertreter ist eine wichtige Vor-  
aussetzung, um einen korrekten Gesetzes-  
vollzug in diesem Bereich zu gewährleisten.  
Die kantonale Kommission für Tierversuche muss von der kantonalen Bewilligungsbe-  
hörde unabhängig sein (Art. 149 TSchV). Sie hat die Aufgabe, Gesuche für Tierversuche zu prüfen und einen Antrag an die Bewil-  
ligungsbehörde zu stellen (Art. 18 TSchG). Sie kann Massnahmen vorschlagen, um die Anzahl und Belastung der eingesetzten Tie-  
re zu reduzieren (Art. 137 TSchV), oder das Gesuch ablehnen (Art. 19 TSchG). Die Kom-  
mission wird zudem für die Kontrolle der Versuchstierhaltung und der Durchführung der Versuche beigezogen (Art. 34 TSchG).

**10. Mai 2012:** Im Hinblick auf die Neuzu-  
sammensetzung der Kommission schlägt der Freiburger Tierschutzverein SPA dem Staatsrat die Kandidaten Dr. Dietrich und Dr. Ménache vor.

**12. Juli 2012:** Das kantonale Amt für Lebens-  
mittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW) bestätigt den Eingang der Kandidatur von Dr. Ménache und hört den Kandidaten an. Der Ausgang des Treffens scheint positiv.

**2. Oktober 2012:** Das LSVW informiert Dr. Ménache per E-Mail, seine Kandidatur werde bearbeitet und liege nun der Direktorin der Institutionen und der Land- und Forstwirt-  
schaft (ILFD), Staatsrätin Marie Garnier, vor.

**11. Dezember 2012:** Der Staatsrat ernennt durch Beschluss die neun neuen Mitglieder der Kommission für Tierversuche. Dr. Dietrich wird in die Kommission ernannt, nicht aber Dr. Ménache. Das LSVW hatte ihn zu keinem Zeitpunkt darüber informiert, dass seine Kandidatur abgelehnt wurde. Anstelle von Dr. Ménache hat der Staatsrat Dr. med. vet. Simon Rüegg, Spezialist für Exoten, als Vertreter einer kantonalen Tierschutzorgani-  
sation in die Kommission bestellt.

**28. Februar 2013:** Die LSCV kontaktiert Dr. Rüegg telefonisch, um Einzelheiten zu sei-  
ner Ernennung zu erfahren. Dr. Rüegg er-  
klärt, er habe nicht von sich aus kandidiert.  
Er sei vom LSVW angefragt worden, ob er

der Kommission beitreten wolle. Er habe daraufhin seine Kandidatur eingereicht, sei aber vom LSVW nicht darüber informiert worden, dass der Freiburger Tierschutzverein bereits zwei Kandidaten vorgeschlagen habe. Er bestätigt auch, dass er keine Tierschutzorganisation vertrete.

**11. März 2013:** Die LSCV wendet sich bezüglich der Ernennung von Dr. Rüegg schriftlich an Staatsrätin Marie Garnier und erinnert daran, dass die Tierschutzvertreter in der Kommission «von kantonalen Tierschutzorganisationen kommen müssen (...), deren statutarischer Zweck der Tierschutz ist» und dass Dr. Simon Rüegg «keine Tierschutzorganisation im Sinne der gesetzlichen Bestimmungen» vertrete.

**9. April 2013:** Staatsrätin Garnier antwortet, Dr. Rüegg sei sehr wohl «Mitglied einer kantonalen Tierschutzorganisation» und das kTSchG setze nicht voraus, «dass der Sitz dieser Organisation im Kanton Freiburg ist».

**17. April 2013:** Die LSCV antwortet Staatsrätin Marie Garnier, dass «die Tierschutzvertreter in der Kommission gemäss Art. 3 Abs. 1 Bst. a kTSchR offizielle Vertreter und nicht nur einfache Mitglieder einer kantonalen Organisation» sein müssten und dass keine «kantale Organisation, deren statutarischer Zweck der Tierschutz ist, Dr. Rüegg als Kandidaten vorgeschlagen oder ihn als Vertreter in der Kommission akzeptiert» habe.

**8. Mai 2013:** Staatsrätin Garnier erwidert, Art. 3 Abs. 1 Bst. a kTSchR sehe vor, «dass der Kommission zwei Vertreterinnen oder Vertreter von Organisationen angehören, deren statutarischer Zweck der Tierschutz ist. Als Mitglied des Waadtländer Tierschutzvereins (SVPA) und in Anbetracht seiner Haltung gelte Dr. Rüegg als Vertreter einer solchen Organisation im Sinne des Artikels.»

**10. Juni 2013:** Die LSCV, die ATRA und die AG STG lancieren die Petition «Für eine wahre Kontrolle der Tierversuche in Freiburg». Diese fordert den Grossen Rat auf, die Methoden des LSVW strikt abzulehnen, und bittet den Staatsrat, die in Frage gestellte Nominierung als ungültig zu erklären. Zudem wird der Große Rat aufgefordert, die Massnahmen zur Verhinderung illegaler Tierhaltungen und Tierversuche an der Universität Freiburg sowie an anderen öffentlichen und privaten Institutionen zu unterstützen.

**30. August 2013:** Die am 28. Juni 2013 von LSCV-Mitgliedern gegründete Freiburger Tierschutzorganisation Animal Rights (AR), deren statutarischer Zweck der Tierschutz ist, unterbreitet Staatsrätin Garnier die Kandidatur von Dr. Ménache, Vizepräsident von Animal Rights, mit der Begründung, dass «die Ernennung von Dr. Simon Rüegg nicht den gesetzlichen Vorgaben entspreche.

**2. Oktober 2013:** Die LSCV richtet sich in einem Informationsbrief an die 110 Freiburger Grossrätiinnen und Grossräte. Darin macht sie

auf die rechtswidrige Zusammensetzung der Freiburger Kommission aufmerksam.

Auf die Behauptung von Staatsrätin Garnier, Dr. Rüegg könne als Vertreter des Waadtländer Tierschutzvereins SVPA angesehen werden, erwidert die LSCV, dieser Verein, «der sich aufgrund ähnlicher Winkelzüge des früheren Waadtländer Kantonstierarztes seit Jahren weigert, Kandidaten für die dortige Kommission zu stellen», freue sich gewiss «über seinen Vertreter in Freiburg, von dem er gar nichts weiß».

**9. Oktober 2013:** Die LSCV verteilt an alle 122'000 Haushalte im Kanton Freiburg eine Zeitschrift, in der sie über die rechtswidrige Zusammensetzung der Freiburger Kommission für Tierversuche informiert.

**18. Oktober 2013:** Die Freiburger Zeitung La Liberté veröffentlicht einen Artikel zur Zusammensetzung der Kommission. Der Journalist berichtet:

«Der Staatsrat hat Dr. Dietrich zwar in die Kommission berufen, auf Vorschlag des Amtes für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW) hat er aber auch die Kandidatur von Dr. med. vet. Simon Rüegg aus Kerzers als zweiter Tierschutzvertreter unterstützt. Dieser hatte auf eine Anfrage des LSVW hin kandidiert. Dr. Ménache sei nicht berücksichtigt worden, weil der belgische Experte im Ausland wohnhaft sei, erklärte die für das Veterinärwesen zuständige Staatsrätin Marie Garnier. Es ist richtig, dass Dr. Rüegg im vergangenen Jahr Mitglied des Tierschutzvereins Waadt war, wie das die LSCV in ihrer Zeitschrift schreibt. Inzwischen ist er jedoch Mitglied beim Tierschutzverein Freiburg und dieser anerkennt ihn nach unseren Quellen ebenfalls als offiziellen Vertreter (...). Dass Freiburger Behörden Kandidaten für Kommissionen vorschlagen könnten, sei eine übliche Praxis. Die Mitglieder der Aufsichtskommission für Tierversuche müssten über profunde Fachkenntnisse verfügen, erklärt Marie Garnier.»

Warum hat der Freiburger Tierschutzverein seine Meinung so schnell geändert und Dr. Rüegg als Vertreter anerkannt? Hatte er Angst, das LSVW, welches auch sein Tierheim kontrolliert, gegen sich aufzubringen? Oder den Staatsrat zu verärgern und dadurch staatliche Beiträge von mehreren Zehntausend Franken pro Jahr zu verlieren? Es ist nicht das erste Mal und wohl auch nicht das letzte Mal, dass ein Tierschutzverein sich aus Vorsicht der Meinung einer kantonalen Behörde unterordnet.

**21. Oktober 2013:** Animal Rights bittet Staatsrätin Garnier schriftlich um eine Entscheidung zum bisher unbeantworteten Schreiben vom 30. August 2013 über die Kandidatur von Dr. Ménache. Zu den Erklärungen, welche die Staatsrätin im Artikel von La Liberté abgegeben hat, schreibt AR unter anderem:

«Das Argument, dass Dr. Ménache im Ausland wohnhaft ist, ergibt keinen Sinn. Kein Freiburger Gesetz verlangt, dass ein Kommissionsmitglied im Kanton wohnhaft sein muss (...). Es ist ziemlich schockierend, dass der Staatsrat es für nor-

mal hält, dass das LSVW selber ein Kommissionsmitglied vorschlägt, obwohl der Bund eindeutig vorgibt, dass die Kommission von der kantonalen Bewilligungsbehörde unabhängig sein muss (...). Wir möchten noch einmal festhalten, dass, selbst wenn Dr. Simon Rüeggs Einsatz in der Kommission mittlerweile als legal gelten mag, der Beschluss über seine Ernennung vom 11. Dezember 2012 nicht rechtskonform war, wogegen wir mehrere Schritte, insbesondere eine Strafanzeige, einleiten könnten.»

**5. November 2013:** Staatsrätin Marie Garnier antwortet darauf, dass das Nominationsverfahren für die Kommissionsmitglieder rechtskonform sei, und schlägt der LSCV vor, «sich ans Eidgenössische Departement des Innern (EDI) zu wenden, welchem die Oberaufsicht des Bundes über den Vollzug des Tierschutzgesetzes durch die Kantone obliegt (Art. 34 (sic) TSchG).»

Das EDI hat das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV, das frühere BVET) mit der Kontrolle des Gesetzesvollzugs beauftragt. Letzteres verhält sich aber in solchen Fragen eher passiv, wie es die von der LSCV angestrebten Strafverfahren gegen die Kantone Aargau und Tessin in den Jahren 2011 bzw. 2012 gezeigt haben. Zudem verfügt das BLV über keinerlei Befugnis, sich in ein kantonales Nominationsverfahren einzumischen. Die Aufforderung, die LSCV solle sich ans EDI wenden, ist also ein ziemlich geschicktes Ausweichmanöver der Staatsräten.

**17. Dezember 2013:** Die LSCV und AR erstatten bei der Freiburger Staatsanwaltschaft Strafantrag und Strafanzeige gegen den Kantonstierarzt Grégoire Seitert und seinen Stellvertreter Michel Schmitt (LSVW) wegen ungetreuer Amtsführung gemäss Art. 314 StGB.

**18. Dezember 2013:** Die LSCV, die ATRA und die AG STG übergeben dem Sekretariat des Grossen Rates die 1300 Unterschriften der Petition «Für eine wahre Kontrolle der Tierversuche in Freiburg» und richten sich in einem Schreiben an die Grossräte.

**9. Januar 2014:** Generalstaatsanwalt Fabien Gasser räumt dem vom LSVW eingesetzten Rechtsanwalt Jean-Christophe a Marca, 30 Tage Zeit ein, um zum Strafantrag Stellung zu nehmen.

**12. Februar 2014:** Der Rechtsanwalt des LSVW teilt seine Stellungnahme dem Generalstaatsanwalt mit. Dem Rechtsanwalt von LSCV und AR schreibt er, es bestehe kein Recht auf Akteneinsicht und das grundlegende Interesse seiner Mandanten erlaube es ihm nicht, «Ihnen eine Kopie der Stellungnahme zuzusenden». Diese lag dem Schreiben aber dennoch bei (!) und wurde mit Interesse gelesen.

Der Rechtsanwalt des LSVW versucht darin darzulegen, dass weder die LSCV noch Animal Rights durch die Tat direkt verletzt worden und deshalb keine der Parteien zu einem Strafantrag berechtigt sei. Allenfalls könnten die Parteien Strafanzeige erstatten. Doch der Rechtsanwalt

vermutet, «dass es in Wirklichkeit Dr. Ménache ist, der unter dem Vorwand einer Strafanzeige zwar rechtmässig, aber wohl aus Frust gegen die Nichtberücksichtigung seiner Kandidatur vorgeht. (...) Zu keiner Zeit wurde Dr. Simon Rüegg um eine Kandidatur «gebeten», wie es die anzeigenenden Parteien glauben machen wollen. Er wurde lediglich darüber informiert, dass ein Amt, für das er die nötigen Kompetenzen mitbringe, neu besetzt werde und dass er die Möglichkeit habe, seine Kandidatur einzureichen, was er dann rechtmässig tat. (...) Dr. Seiter und Dr. Schmitt behalten sich ausdrücklich das Recht vor, ihre Interessen zu vertreten und rechtlich gegen die äusserst diffamierenden und rückhaltlosen Äusserungen der Anzeiger und deren Rechtsvertreters vorzugehen.» Weiter prangert der Rechtsanwalt «die Verbissenheit» an, mit der die Schweizer Liga gegen Vivisektion gegen den Kanton Freiburg und dessen Behörden vorgehe, und beantragt beim Generalstaatsanwalt umgehend eine Nichtanhahmeverfügung, da die Tatbestände nicht erfüllt seien.

**12. März 2014:** Der Generalstaatsanwalt verfügt, dass aufgrund des Strafantrags und der Strafanzeige von LSCV und AR kein Verfahren eröffnet wird, da es darin keinerlei Hinweise auf eine strafbare Handlung gebe. Das Nominationsverfahren für Kommissionsmitglieder sei eingehalten worden und es sei kein Kommissionsentscheid vorgebracht worden, welcher dem öffentlichen Interesse entgegenlaufe. Er spricht der LSCV und AR auch das Recht ab, als Kläger aufzutreten, da ihre Rechte nicht direkt verletzt worden seien. In seinen Erwägungen kommt der Generalstaatsanwalt zum Schluss, dass die anzeigenenden Parteien grobfählässig im Sinne von Art. 420 StPO gehandelt hätten und deshalb die Gerichtskosten von 300 Franken zu übernehmen hätten.

**24. März 2014:** Die LSCV und AR legen gegen die Nichtanhahmeverfügung bei der strafrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts Beschwerde ein.

Die LSCV und AR anerkennen zwar, dass sie nicht berechtigt sind, gegen die Nichtanhahmeverfügung Beschwerde zu führen, wohl aber gegen die ihnen auferlegten Gerichtskosten. Da ihre Rechte davon direkt betroffen sind, «haben die Beschwerdeführer ein rechtlich geschütztes Interesse an der Aufhebung der angefochtenen Entscheidung in diesem Punkt». Die LSCV und AR fechten zudem den Entscheid der Staatsanwaltschaft an, das Verfahren nicht zu eröffnen.

**27. März 2014:** Der Generalstaatsanwalt übergibt der strafrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts seine Stellungnahme zu der eingereichten Beschwerde. Er wirft der LSCV und AR vor, sie hätten das Schreiben des Staatsrats vom 5. November 2013 nicht als Beleg vorgelegt: «Das zeugt von der Absicht, nur den Teil der Fakten offenzulegen, der ihrer Interpretation der Sachlage entgegenkommt. Darüber hinaus kann dem Dossier entnommen werden, dass der ernannte Kandidat nach Meinung der zuständigen Behörden die

rechtlichen Kriterien erfüllt.»

Demnach wäre also das Schreiben der Staatsrätin, in dem sie die Ankläger ans BLV verweist, massgebend: Das heisst, wenn die Behörden sagen, die Kandidatur sei gesetzeskonform, dann muss sie es auch. Da fragt man sich, wer hier für die Rechtsprechung zuständig ist.

**28. März 2014:** Auf die am 18. Dezember 2013 eingereichte Petition «Für eine wahre Kontrolle der Tierversuche in Freiburg» reagiert die Petitionskommission mit einer «begründeten» Antwort. Sie begründet vor allem, weshalb sie nichts zu tun gedenkt. Sie sei nämlich nicht befugt, gegen eine Entscheidung des Staatsrats vorzugehen. Damit beziehen sich die Grossräte aber auf einen Punkt, der in der Petition gar nicht vor kommt, denn diese fordert den Grossen Rat ausschliesslich auf, die Methoden des LSVW strikt abzulehnen und die Massnahmen zur Verhinderung illegaler Tierhaltungen und Tierversuche zu unterstützen.

Die Petition wird also von Grossräten ad acta gelegt, die ihren Inhalt offenbar gar nicht verstanden haben oder sich von den darin angesprochenen Problemen nicht betroffen fühlen.

**3. April 2014:** Die LSCV und AR reichen bei der strafrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts eine Replik zur Stellungnahme des Generalstaatsanwalts ein. «Das Schreiben vom 5. November wurde deshalb nicht vorgelegt, weil es in strafrechtlicher Hinsicht und bezüglich der Beschwerde vom 24. März 2014 keinerlei Relevanz hat. Es bestand niemals die Absicht, nur einen Teil der Fakten offenzulegen. Es wird zudem bestritten, dass der Kandidat den gesetzlichen Kriterien entsprochen hat.»

**30. April 2014:** Die strafrechtliche Abteilung des Kantonsgerichts weist die Beschwerde zurück. Ihrer Meinung nach erfüllte «Dr. Rüegg zum Zeitpunkt seiner Kandidatur und Ernennung die Anforderung, um als Vertreter einer kantonalen Tierschutzorganisation zu gelten», obwohl er nur einfaches Mitglied des Waadtländer Tierschutzvereins (SVPA) war. «In Anbetracht dessen begründet kein Punkt des Dossiers den Verdacht auf eine Widerhandlung.» Die LSCV und AR hätten im Gegenteil versucht, das kantonale Amt für Veterinärwesen «zu kriminalisieren», und zwar «vor dem Hintergrund eines Konflikts zwischen dem Kantonstierarzt und der LSCV».

Das Fazit: Alles steht zum Besten in der besten aller möglichen Welten – zumindest im Kanton Freiburg. Die Botschaft an die Befürworter von Tierversuchen ist unmissverständlich: Werden Sie schnell Mitglied irgendeiner Tierschutzorganisation. Im Notfall gründen Sie selber eine, zum Beispiel die Gesellschaft zum Schutz des eierlegenden Federkübis. Dann lassen Sie sich als «Vertreter» einer kantonalen Tierschutzorganisation in die Aufsichtskommission für Tierversuche wählen. Erfolg garantiert!

Freiburg - Januar 2014

## Politiker schießt drei Füchse und lässt sie qualvoll sterben. Nun kommt er mit einer einfachen Busse davon

Am 28. Januar 2013 schoss der Freiburger SVP-Grossrat und Hotelier Roger Schuwey von einem Fenster seines Hotels im greizerischen Weiler Im Fang (La Villette) auf drei Füchse. Anschliessend entsorgte er die Tiere in einem Abfallsack, den er vor einer Kadaversammelstelle deponierte. Dort entdeckte man, dass einer der Füchse noch atmete. Er musste von einem Wildhüter getötet werden.



Nicht nur, dass die Tiere völlig sinnlos sterben und leiden mussten, sie wurden auch ausserhalb der Jagdsaison und kaum 100 Meter von den nächsten Häusern entfernt erschossen. Doch die Freiburger Staatsanwaltschaft liess Milde walten und verurteilte den Grossrat lediglich zu einer bedingten Geldstrafe von fünfzehn Tagessätzen und einer Busse von 1000 Franken.

## Die Füchse waren schuld

Der Politiker macht keinen Hehl aus seinem Unmut über die Medien, die seine Tat publik machten. «Die Medien belästigen mich wegen einer Sache, die vor über einem Jahr passiert ist. Wegen dreier Füchse macht man so ein Theater! Ich habe das Jagdpatent und bin kein Wilderer. Es handelt sich nur um ein Jagdvergehen», versucht Roger Schuwey seine Tat zu rechtfertigen. Die Füchse seien ständig um sein Haus gestrichen und seine Jagdhunde hätten pausenlos gebellt. «Ich musste etwas tun.» – Peng! Peng! Peng!

Freiburg - Juni 2014

## Freiburger Jäger wegen Missachtung der Schonzeit verurteilt

Im Februar 2013 wurde ein Jäger angezeigt, weil er ausserhalb der Jagdsaison auf ein Reh geschossen haben soll. Am 10. Juni 2014 verurteilte ihn die Staatsanwaltschaft zu einer Busse von 500 Franken und zu 40 Stunden gemeinnütziger Arbeit bedingt. Der Jäger, der beteuert, auf einen Fuchs gezielt zu haben, muss zudem für ein Jahr sein Jagdpatent abgeben.

InterNICHE ist ein internationales Netzwerk aus Studierenden und Professoren, die sich gegen Tierversuche in Forschung und Unterricht einsetzen. Das 1988 unter der Bezeichnung EuroNICHE gegründete Netzwerk wurde im Jahr 2000 in InterNICHE umbenannt, nachdem sich dieses an internationalen Projekten beteiligt und so seine Tätigkeitsfeld infolgedessen erweitert hatte. InterNICHE verfügt heute über Koordinatoren in rund dreissig Ländern. Die LSCV unterstützt InterNICHE seit vielen Jahren finanziell. Sie vertreibt in der Schweiz insbesondere das Buch „From Guinea Pig to Computer Mouse“. Dieses Werk umfasst über 500 Methoden, mit denen sich Tierversuche im Unterricht ersetzen lassen.

gänzlich durch eines der 2010 von InterNICHE vertriebenen Softwarepakete ersetzt hat und seitdem auf jegliche Tierversuche verzichtet.

Bei mehreren Treffen mit einem Jainistischen Verband in Mumbai wurde die Möglichkeit eines gemeinsam finanzierten Projekts für alternative Lehrmethoden in der Zoologie diskutiert. Ziel dieses Projekts wäre es, Zoologieprofessoren Software zur Verfügung zu stellen, welche den von der indischen Kommission für Universitätszuschüsse (UGC) geforderten Ersatz von Tierversuchen und Sezierungen in den zoologischen Studiengängen erleichtern. Nach neusten Schätzungen geht man davon aus, dass das Sezieren bereits um einen Dritt reduziert wurde, das entspricht 60 Millionen Tieren pro Jahr. Somit konnten bereits sehr viele Tierleben gerettet werden. In Delhi trafen sich die InterNICHE-Vertreter mit dem nationalen Komitee für Kontrolle und Aufsicht über Tierversuche (CPCSEA). Es wurden Vorschläge für gemeinsame Aktionen vorgebracht sowie Alternativen für den Tierverbrauch in der Lehre, aber auch für Tierversuche in der Forschung vorgestellt und diskutiert.

In Jaipur fand ein ausgedehntes Treffen mit dem Mitautor eines Buches über alternative Lehrmethoden in der Zoologie statt. Das Buch enthält Artikel von indischen und internationalen Autoren und informiert auch über den neusten Stand der Alternativmethoden in anderen Wissenschaftsbereichen. Es leistet einen wertvollen Beitrag zur Aufrechterhaltung und Festigung des Erreichten und kann mithelfen, den Fortschritt voranzutreiben. In der muslimischen Universität und der Akademie Ibn Sina in Aligarh führte InterNICHE mehrere Kurse und eine Multimedia-Ausstellung durch. Seit 2004 ersetzt die dortige Abteilung für Pharmazie Tierversuche mithilfe der von InterNICHE zur Verfügung gestellten Alternativen vollständig durch Computersimulationen in einem «Alternatives Lab». Über diese Aktion wurde auch in der nationalen Presse berichtet.

# Tätigkeitsbericht 2013 InterNICHE

Dieser Bericht fasst einen Teil der Tätigkeiten von InterNICHE zusammen. Im Vordergrund stehen dabei die Aktivitäten, die 2013 mit der finanziellen Unterstützung der LSCV ermöglicht wurden. Zudem werden die für 2014 geplanten Aktionen vorgestellt, für deren Umsetzung InterNICHE wiederum auf die wertvolle Unterstützung der LSCV hofft. Alle hier beschriebenen umgesetzten und geplanten Projekte spiegeln das Tätigkeitsspektrum des Netzwerks InterNICHE, seiner Länderkontakte und Partnerorganisationen wider, die alle eng mit dem InterNICHE-Koordinator zusammenarbeiten.

## Film über alternative Lehrmethoden in der Tiermedizin: Stand der Dreh- und Schnittarbeiten

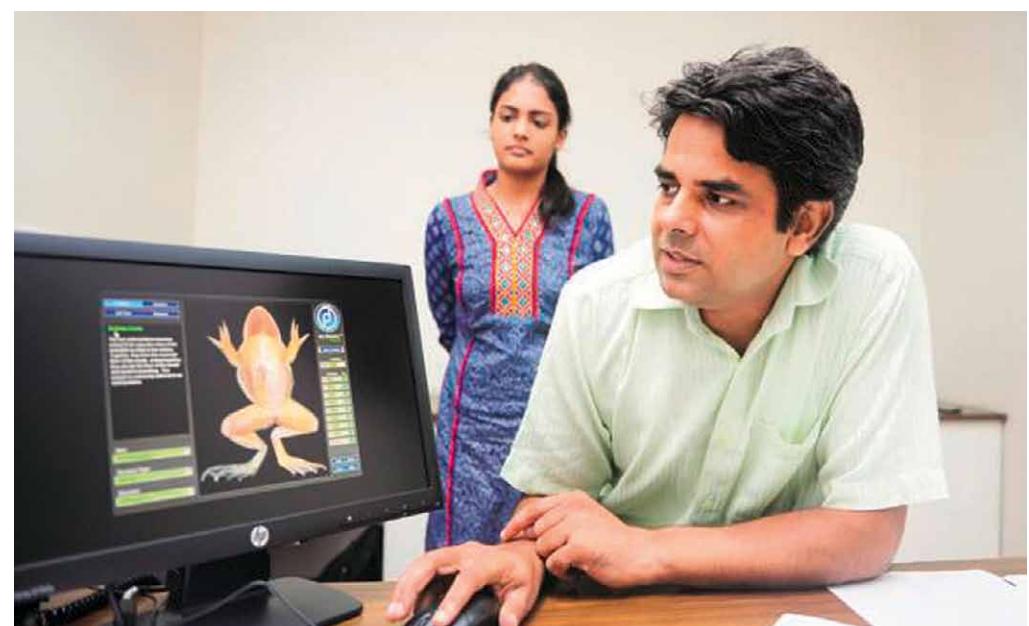
Das Filmprojekt Alternatives in Veterinary Education and Training, das InterNICHE zurzeit umsetzt, wurde erweitert. Der Film wird nun über noch mehr Länder und alternative Lehrmethoden berichten und zusätzliche Interviews mit Fakultätsleitern, Dozenten und Tierrechtsaktivisten zeigen. Die bereits gedrehten Szenen aus Lateinamerika, Indien, Ägypten und weiteren Ländern stellen zahlreiche Alternativen vor und liefern Argumente für ethisch vertretbare Ausbildungspraktiken und einen vollständigen Ersatz von Tierversuchen und Tierverbrauch. Zurzeit werden die gedrehten Filmsequenzen geschnitten. Viele ehrenamtliche Mitarbeiter aus der ganzen Welt beteiligen sich an der Transkription und Übersetzung. Für 2014 ist die Produktion der folgenden Filmabschnitte geplant:

- Simulationslabor in Großbritannien und Deutschland
- neue Phantome von Grossstieren in Japan
- tiermedizinischer Unterricht mit Alternativmethoden in Hongkong
- Plastination, Körperspendenprogramme und Softwareproduktion
- ein Interview mit dem amerikanischen Experten Marc Bekoff

Der 40 Minuten lange Film wird 2014 international vorgestellt. Er soll in zahlreiche Sprachen übersetzt werden und unter anderem auf Deutsch, Arabisch, Chinesisch, Spanisch, Französisch, Japanisch, Portugiesisch und Russisch erscheinen. Gleichzeitig laufen die Vorbereitungen für die Publikation von Videomaterial im Umfang von insgesamt 10 bis 20 Stunden über die InterNICHE-Website und einen neuen YouTube-Channel. So können die Nutzerinnen und Nutzer die Interviews und die Vorführungen von Alternativmethoden auch in der ungekürzten Version ansehen.

## Aktionen in Indien

Im Juni 2013 reiste InterNICHE erstmals nach Indien. Der Besuch war ein voller Erfolg. An der veterinärmedizinischen Hochschule Bombay Veterinary College in Mumbai fand eine von PETA India organisierte Tagung zum Thema «Tierverbrauchsfreie Methoden in der tiermedizinischen Lehre und Forschung» statt. Offizielle Vertreter des indischen Veterinärrates (Veterinary Council of India, VCI) und der meisten veterinärmedizinischen Fakultäten – in vielen Fällen sogar die Fakultätsleiter selbst – nahmen daran teil. InterNICHE-Koordinator Nick Jukes war einer der Redner und organisierte gemeinsam mit dem InterNICHE-Länderkontakt in Indien, Snehal Bhavsar, eine Ausstellung über Alternativlösungen. Es wurden Interviews mit Dozenten und Studierenden für den geplanten Film gedreht. Dabei zeigte sich beispielsweise, dass eine neue tiermedizinische Hochschule den Tierverbrauch schon vor mehreren Jahren



## Aktionen und Ersatzabkommen in Weissrussland und anderen GUS-Staaten

Im Mai 2013 war InterNICHE zu einem wissenschaftlichen Seminar an der Universität Grodno in Weissrussland eingeladen und mit einem Vortrag und einer Ausstellung präsent. Der InterNICHE-Länderkontakt in der Ukraine, Dmitry Leporsky, sprach über die in der Region erzielten Fortschritte. Dazu gehören vor allem die Abkommen, die InterNICHE mit einer wachsenden Zahl von Universitäten in den GUS-Staaten geschlossen hat. Dank die-

ser Abkommen konnten bis heute Versuche an über 50'000 Tieren pro Jahr ersetzt werden. Projekte für weitere Abkommen mit drei weissrussischen Universitäten konnten bei dieser Gelegenheit gut vorangebracht werden. Die Abkommen sollten bis Februar 2014 unterzeichnet sein. Die folgende Tabelle führt den ersetzen Tierverbrauch auf, der 2013 in der Ukraine erfasst wurde (die Zahlen geben die Anzahl Tiere pro Jahr wieder):

Datum	Ort	Fakultät	Abteilung	Ersetzte Wirbeltiere	Ersetzte wirbellose Tiere
01.2013	Winniza	Medizin	Histologie	245	100
01.2013	Lwiw	Polytechnikum	Immunologie	238	
02.2013	Ternopil	Medizin	Klinische Pharmakologie	105	
04.2013	Czernowitz	Medizin	Physiologie	1540	
10.2013	Ternopil	Medizin	Histologie	234	30
10.2013	Donezk	Medizin	Pathophysiologie	675	



## Stand der Alternativmethoden in Afrika

Im Jahr 2012 hatte InterNICHE gemeinsam mit Partnern wie der Tierschutzorganisation NSPCA in ganz Südafrika eine Aktionswoche für tierversuchsfreie Alternativen in Lehre und Forschung organisiert. Im September 2013 war InterNICHE an einem panafrikanischen Kongress in Kenia präsent. Dank dieser Aktivitäten konnten grosse Fortschritte erzielt werden. Verhandlungen mit einer südafrikanischen Universität führten zum Ersatz von Sezierübungen im ersten Studienjahr der Zoologie. Über 20'000 Tiere pro Jahr werden dadurch verschont.

Auch in Liberia, das nach dem Bürgerkrieg noch mit grundlegenden Problemen wie der Wiederherstellung des nationalen Stromnetzes kämpft, erkennen die Partnerorganisationen von InterNICHE, wie wichtig ethisch vertretbarer Unterricht und Alternativmethoden für den Wiederaufbau der Gesellschaft und eine nachhaltige Entwicklung sind. Dank der zwar reduzierten, aber ununterbrochenen Unterstützung durch InterNICHE konnten Tierrechtsaktivisten handeln, und mehrere Universitäten stellten auf Alternativmethoden um. Über 100 Fröschen rettete die von InterNICHE zur Verfügung gestellte Software 2013 das Leben. Die Tiere wurden an dem Tag, an dem sie hätten seziert werden sollen, im Wald freigelassen.

## Andere Regionen

Im internationalen Alternativen-Leihsystem von InterNICHE können Lehrpersonen, Studierende und Aktivisten aus der ganzen Welt alternative Lehrmaterialien ausleihen. Das internationale System ist eine von acht Bibliotheken, die InterNICHE gemeinsam mit Partnerorganisationen betreibt. 2013 wurden neue Materialien hinzugefügt. Dank Einkäufen und Spenden von Verlagen und Herstellern werden in Kürze weitere hinzukommen. Unter den Neuheiten ist zum Beispiel Jerry, ein Hundephantom für den Unterricht in Notfallveterinärmedizin, sowie Übungsmodelle für die Sterilisierung und Blutstillung.

Die Alternativendatenbank auf der InterNICHE-Website wird neu von einem ehrenamtlichen Mitarbeiter betreut. Er aktualisiert die Daten laufend und fügt neu entdeckte und verfügbare Produkte hinzu. Die Facebook-Seite von InterNICHE wird ebenfalls regelmässig aktualisiert.

Mit Dr. Ramak Roshanaie hat InterNICHE neu einen Länderkontakt im Iran. Bisher arbeitete das Netzwerk in diesem Land mit der iranischen Vereinigung gegen Tierversuche (IAVA) zusammen. Diese hat unter anderem Ausstellungen in der Universität Teheran und bei einer veterinärmedizinischen Tagung in Schiras

Eine ähnliche Liste mit den früheren Daten aus der Ukraine wurde der LSCV ebenfalls ausgehändigt. Weitere Tabellen zu Abkommen in Russland, Weissrussland, Usbekistan und Kirgisistan sind in Vorbereitung und werden fertiggestellt, sobald die letzten Abkommen unterzeichnet sind und die detaillierten Zahlen vorliegen. Die LSCV erhält Kopien der unterzeichneten Abkommen.

Ein weiterer Erfolg war die Filmserie aus der Sowjetzeit, die InterNICHE in verschiedenen ukrainischen Universitäten gesammelt und zu einem fünfteiligen DVD-Set zusammenge stellt hat. Die Filme zeigen praktische und theoretische Kurse im Bereich Biowissenschaften. Darunter sind auch verschiedene, zum Teil sehr grausame Tierversuche. Sie wurden zwischen 1950 und 1980 an Universitäten in der ganzen Sowjetunion verteilt. Hochschulen, die immer noch Tierversuche durchführen, können neue Versuche direkt durch diese Aufnahmen ersetzen. Die Filme sind zudem ein historisches Zeugnis für die Tierversuche in der Lehre und Forschung der UDSSR. In kleinem Umfang wurden die DVDs bereits vertrieben, die eigentliche Lancierung ist für 2014 geplant.

organisiert. Auch in Frankreich hat InterNICHE mit Dr. André Ménache einen neuen Partner gefunden. Die steigende Zahl der Informationsanfragen in Frankreich zeugt von einem wachsenden Interesse für ethisch vertretbare Lehrmethoden. Nach der 2012 durchgeföhrten Kampagne konnte InterNICHE auch neue Partner in Kolumbien gewinnen, und die 2012 und 2013 in Kenia durchgeföhrten Treffen brachten neue Kontakte in Liberia.

An der Internationalen Konferenz über Alternativen zu Tierversuchen, die im Januar 2013 in Portugal stattfand, sprach Nick Jukes über ethisch vertretbare alternative Lehrmethoden, stellte verschiedene Plakate vor und organisierte eine Multimedia-Ausstellung. Ein ähnlicher Auftritt fand in Dänemark am Tag der Alternativmethoden statt, der anlässlich des Internationalen Tages zur Abschaffung der Tierversuche durchgeführt wurde. Am Alternativmethodenkongress im österreichischen Linz stelle InterNICHE zudem zwei Plakate für Aktionen und Aktivitäten in Iran, Usbekistan und Kirgisistan vor.

Wir von InterNICHE hoffen und freuen uns auf eine weitere fruchtbare Zusammenarbeit mit der LSCV und danken Ihnen bereits heute für die weitere Unterstützung.



Freundliche Grüsse

Nick Jukes

# Rückblick auf das Treffen der ECEAE vom 19. und 20. März 2014 in Rom



**Mittwoch, 19. März 2014**

## Europawahlen

Die Mitgliedsorganisationen der Europäischen Koalition zur Beendigung von Tierversuchen (ECEAE) versammelten sich auf der Piazza della Rotonda vor dem Pantheon in Rom und lancierten gemeinsam die ECEAE-Kampagne für die Europawahlen vom Mai 2014. Die bereits gewählten und kandidierenden politischen Parteien wurden hinsichtlich einer Verbesserung des Tierschutzes im Bereich der Tierversuche angesprochen und um eine Stellungnahme zu den folgenden Forderungen gebeten:

- Beendigung der Tierversuche für Haushaltsprodukte, analog zum bereits bestehenden europäischen Verbot von Tierversuchen für Kosmetika;
- Erhöhung der öffentlichen Beiträge für die Entwicklung neuer Ersatzmethoden;
- Festlegung einer Frist für die Beendigung von Tierversuchen des höchsten Schweregrads («schwer») gemäss Richtlinie 2010/63/EU.
- Zu diesen grausamen Versuchen gehören Verfahren, bei denen die Tiere mithilfe von Elektroschocks bis zur Erschöpfung zu einer Handlung gezwungen werden oder bei denen durch zahlreiche Stressfaktoren depressive Zustände ausgelöst werden usw.
- Verringerung der Anzahl eingesetzter Versuchstiere. Nach den neusten Statistiken, welche die EU 2013 veröffentlichte, konnte zwar ein leichter Rückgang verzeichnet werden, doch die EU-Mitgliedstaaten führten 2011 nach eigenen Angaben immer noch Versuche an rund 11,5 Millionen Tieren durch.

## Mauritius – Affen für Tierversuche eingefangen

Mehr als 55'000 Affen wurden seit 2006 von der Insel Mauritius exportiert und in Versuchslabors verfrachtet. Die mauritische Regierung beabsichtigt zudem, in die Ansiedlung von Labors für die präklinische Forschung an Langschwanzmakaken zu investieren.

Die ECEAE unterstützt einheimische Aktionen, die auf die Abschaffung von Tierversuchen mit Affen auf Mauritius abzielen.

Sie hat außerdem einen Aufruf an die grosse Hindugemeinschaft im Inselstaat gerichtet. Dafür wurde ein Lied komponiert, das in den Musikschulen gelehrt und mit einem Ballett aufgeführt wird. Die Aktionen in Mauritius werden von indischen Bollywood-Stars und insbesondere von Ministerin Maneka Gandhi unterstützt.

Es wurde ein Plakat mit dem Slogan «Das sind keine Ferien für die Affen» gestaltet. In einer Online-Petition wurden bereits 50'000 Unterschriften gesammelt.

**Donnerstag, 20. März 2014**

## HCS und REACH

Dieser Tag war dem neuen Management des Labels Humane Cosmetics Standard (HCS) und der Umsetzung der REACH-Verordnung gewidmet. Seit Inkrafttreten der REACH-Verordnung wurden vor Ablauf der ersten Registrierungsfrist an 85'000 Tieren Versuche durchgeführt. Rund 18'000 Tiere konnten dank Interventionen der ECEAE gerettet werden. Mehrere Klagen sind hängig, insbesondere eine im Zusammenhang mit Tests zur reproductionsspezifischen Wirkung.

## Kampagne gegen Versuchsaffentransporte durch Air France-KLM

Die ECEAE unterstützt die Kampagne. Die deutschen Gruppen sind sehr aktiv und führen monatlich Demonstrationen durch. Die Protestveranstaltungen in Flughäfen werden oft von der Polizei abgebrochen.

## Botox-Kampagne

Die Botox-Aktionswoche vom 15. bis 21. Juni 2014 wurde geplant. Dabei sollte der Druck auf die Unternehmen Ipsen und Merz erhöht werden.

## Internationaler Tag zur Abschaffung der Tierversuche

Es wurden verschiedene Aktionen für den 26. April 2014 organisiert.



## Apropos ECEAE

Die ECEAE (European Coalition to End Animal Experiments) wurde 1990 nach der Absichtsbekundung der Europäischen Union gegründet, sämtliche Kosmetikprodukte und deren Bestandteile erneut an Tieren zu testen. In der Folge schlossen sich verschiedene Tierschutzorganisationen zusammen, um auf die öffentliche Hand Druck auszuüben und Tausenden von Tieren unnötige Leiden zu ersparen. Da diese Bestrebungen sehr erfolgreich waren, lancierten die Mitgliederorganisationen im Jahr 1998 das internationale Label für «gewaltlose» Kosmetik HCS (Humane Cosmetics Standard). Die ECEAE umfasst nur Organisationen, welche eine völlige Abschaffung von Tierversuchen anstreben. Ihre Mitglieder vereinen ihre Kompetenzen bezüglich Gesetzgebung, Wissenschaft, Kommunikation und Politik. Derzeit gehören der ECEAE 23 Organisationen aus Ländern wie England, Irland, Deutschland, Holland, Frankreich, Spanien, Italien, Finnland, Schweden, Norwegen usw. an. Die ECEAE wird in der Schweiz durch die Schweizer Liga gegen Vivisektion vertreten.



2.Juli 2014 – Genf

## LSCV-Petition zum Campus-Biotech eingereicht

Für unsere Petition «Jetzt rechts! Keine Tierversuche mehr mit Steuergeldern! Für ein Kompetenzzentrum zur Entwicklung neuer, tierversuchsfreier Forschungsmethoden» kamen 5105 Unterschriften zusammen. Sie wurden am 2.Juli 2014 zusammen mit dem Petitionsbegehrten und einer Begründung dem Grossrat und dem Staatsrat des Kantons Genf übergeben. Eine Anhörung der betroffenen Parteien dürfte demnächst stattfinden.

Tausend Dank Ihnen allen für Ihre Unterstützung und Mitarbeit beim Unterschriften-sammeln!



## How predictive and productive is animal research?

Wie aussagekräftig und sinnvoll sind Tierversuche? Diese überraschende Frage stellt das Editorial (1) einer der renommiertesten internationalen Fachzeitschriften für Medizin, des British Medical Journal (BMJ).

Bereits vor 20 Jahren prangerte Doug Altman in einem BMJ-Editorial den «Skandal schlechter medizinischer Forschung» an: Mangelhafte oder mit ungeeigneten Methoden umgesetzte Studien und zu kleine Stichproben führten zu kostspieligen, aber unbrauchbaren Ergebnissen, lautete sein Fazit.

Seither hat sich aus Sicht der Chefredaktorin des BMJ, Fiona Godlee, nichts geändert. In ihrem Editorial vom 5. Juni 2014 erinnert sie an den Artikel des Epidemiologen John Ioannidis, der erklärte, warum die meisten publizierten Forschungsergebnisse falsch sind. Seine Analyse gilt auch für Tierversuche: Wo bleibt der Nachweis, dass Tierversuche für den Menschen tatsächlich von Nutzen sind? Leider durfte sich daran in naher Zukunft nichts ändern. Denn wenn jemand die Interessen der Forschungsgemeinschaft hinterfragt, stellt diese sich taub, selbst wenn es eine Referenz wie das BMJ ist.

<sup>1</sup> BMJ 2014;348 doi:<http://dx.doi.org/10.1136/bmj.g3719> (Published 5 June 2014) Cite this as: BMJ 2014;348:g3719, [http://www.bmjjournals.com/%5Bfield\\_highwire\\_a\\_cpath=raw%5D-15](http://www.bmjjournals.com/%5Bfield_highwire_a_cpath=raw%5D-15)

# Kein Applaus für Tierquälerei!

Seit dem Frühsommer 2014 organisiert die LSCV in der Deutschschweiz friedliche Demonstrationen während Vorstellungen der Zirkusse Knie, Nock und Cirque Royal. Mehrere Dutzend Aktionen wurden bereits durchgeführt. Die Westschweizer Tierschutzorganisation PEA organisiert die Demonstrationen in der französischsprachigen Schweiz. Das Ziel der Veranstaltungen ist, die Öffentlichkeit zu informieren.



Haben leidende Tiere wirklich Unterhaltungswert? Wie ertragen Wildtiere im Zirkus oder Zoo ihre Gefangenschaft?

Die deutsche Tageszeitung Die Welt deckte in einem Artikel vom Mai 2014 die Methoden auf, mit denen viele Zoos ihren Besuchern «glückliche» Tiere präsentieren: Die meisten Zootiere erhalten nicht nur Antibiotika, sie stehen auch unter Medikamenten gegen Angstzustände, Depressionen und anderen Psychopharmaka. Davon sind auch Delfine betroffen. Der Direktor des Duisburger Zoos räumte bei einer Anhörung vor dem Düsseldorfer Landtag ein, dass seinen Delfinen ebenfalls Antidepressiva verabreicht worden seien. In der Schweiz sieht es nicht besser aus: Zwischen 2008 und 2011 starben im Connyland in Lipperswil acht Delfine. Bei den letzten zwei verendeten Tieren ergab die Autopsie, dass diese an einer Medikamentenüberdosis gestorben waren. Seit 2012 ist der Import von Delfinen und anderen Walartigen (Cetacea) in der Schweiz verboten.

Und wie sieht es in den Zirkusunternehmen aus? Können Elefanten, Kamele und andere Wildtiere, die regelmäßig in der Manege vorgeführt werden, überhaupt artgerecht gehalten werden? Fünf europäische Länder, darunter Belgien und Österreich, haben das bereits verneint und den Einsatz von Wildtieren im Zirkus verboten. Die Schweizer Zirkusse verfügen für ihre fahrenden Tierschauen über Sonderbedingungen. Sie müssen sich nur «wenn möglich» an die gesetzlichen Vorschriften halten. Derweil müssen sich all die Tiere, die irgendwo auf einem Parkplatz in ihren kleinen Käfigen ausgestellt werden, gedulden. Die Verantwortlichen rechtfertigen das damit, dass die Tiere ja während ihrer Nummern genügend Bewegung und Beschäftigung hätten. Nur, dass die meisten Tiere gar nie in einer Nummer auftreten. Sie werden nur ausgestellt, um zahlende

Sie möchten bei den Aktionen und Demonstrationen der LSCV mitmachen? Werden Sie aktiv!

Contact : b.frei@lscv.ch ou T 079 604 02 90



Menagerie-Besucher anzulocken.

Es geht hier nicht allein um die Misshandlung von Tieren. Es stellt sich vielmehr die Frage nach dem Wert unserer Handlungen. Ist uns unser persönlicher Vorteil wichtiger als das Leid, das er verursacht? Können wir einem Lebewesen etwas antun, was wir selber nicht ertragen könnten? Wir brauchen keine Tiere für unsere Unterhaltung, wie wir auch keine Tiere auf unseren Tellern brauchen. Viele Zirkusse verzichten ganz auf Tiere und verzaubern uns allein mit der Qualität ihrer Vorstellungen. Dafür braucht es keine Elefanten, die wie Automaten im Kreis laufen.

Was muss hinter den Kulissen alles geschehen, bis sich ein Wildtier vor Publikum so zahm verhält? Ist das mit einer «humanen» Tierhaltung zu vereinbar? Bisher schweigen die Schweizer Zirkusse darüber, welche Medikamente sie den Tieren verabreichen, aber eines ist klar: Kein Wildtier, selbst wenn es in Gefangenschaft geboren wurde, kann in einem Käfig «glücklich» sein.

# Aktiv werden

Lust an Stand und anderen Aktionen der  
LSCV in der Deutschschweiz teilzunehmen?



**Wir brauchen euch!**

Kontakt: Benjamin Frei  
079 604 02 90  
[b.frei@lscv.ch](mailto:b.frei@lscv.ch)

**Danke für eure Hilfe**





## Corrida Basta !

In Spanien, Portugal und Südfrankreich finden jeweils von April bis Oktober die traditionellen Stierkämpfe statt, die unweigerlich mit dem möglichst blutigen und qualvollen Tod der Tiere enden. Was soll man von diesen «Corridas» halten, die jährlich reihenweise Verrückte anlocken, wie etwa jenen Zuschauer, der letzten Mai bei einem Stierlauf im französischen Alès auf einen Stier einstach?

Wie viele Tiere fallen jedes Jahr diesem Brauch zum Opfer? Offizielle Zahlen gibt es nicht, trotzdem lässt sich die Zahl ungefähr abschätzen. An den jährlich rund 1800 Stierkämpfen in Spanien treten der Tradition gemäss jeweils sechs Stiere auf. Somit werden allein in Spanien mehr als 10'000 Tiere vor den Augen der Zuschauer niedergemetzelt.

Der Stierkampf folgt einem festen Ablauf, der für die am wenigsten «angriffslustigen» Stiere, die einem Kampf lieber aus dem Weg gehen, eine besonders schmerzhafte Behandlung vorsieht. Ihnen werden als Strafe für ihre «Feigheit» Spiesse, so genannte «Banderillas», mit längeren Widerhaken in den Körper gerammt. Wenn die mit Lanzen und Banderillas verwundeten Stiere geschwächt sind, hat der Torero 15 Minuten Zeit, um den Stier mit dem Degen den Todesstoss zu versetzen. Begründet wird dies damit, dass der Stier nach 15 Minuten erkennt, dass nicht die «Muleta», das rote Tuch, sein Gegner ist, sondern der Torero selbst. So viel zum angeblichen Mut der Toreros ... Wird das Tier nicht innerhalb der vorgegebenen Zeit niedergestreckt, wird es aus der Arena geführt und hinter den Kulissen getötet.

Jedes Jahr kommt 40 Stieren, die den Stierkampf überleben und den schweren Verletzungen nicht erliegen, die Ehre der «Begnadigung» zu. Nachdem ihre Wunden dank Nähen, Antibiotikagabe und entzündungshemmenden Injektionen verheilt sind, enden sie in der Regel als Zuchttiere.

Das Stiermorden kann mitunter auch für die andere Seite blutig ausgehen, wie etwa am 20. Mai dieses Jahres, als in der spanischen Hauptstadt Madrid zum ersten Mal seit 1979 eine «Corrida» abgebrochen werden musste, weil drei Toreros von einem Stier auf die Hörner genommen und so schwer verletzt wurden, dass sie im Spital versorgt werden mussten. Die spanische Presse berichtete tags darauf empört vom «Drama in der Stierkampfarena», vom «Hauch des Todes» und einem «Blutbad» und veröffentlichte ein «schockierendes» Bild des Hornstosses, welcher Torero David Mora zu Fall gebracht hatte.



In diesem Jahr wurden in und um die Arenen bereits zahlreiche friedliche Demonstrationen gegen Stierkämpfe abgehalten. Den Demonstranten drohen Angriffe oder Wegweisungen durch die Polizei, Prügel von aufgebrachten Stierkampf-Befürwortern oder Polizeigewahrsam. Letzteres musste der Präsident der französischen Antistierkampforganisation CRAC letzten August am eigenen Leib erfahren. Ein grosses Lob den mutigen Demonstranten!



Demonstration am 12. Juli 2014 in Bern

## Demonstration für die Schliessung aller Schlachthäuser war ein Erfolg

500 bis 800 Menschen demonstrierten in Bern «bunt und laut» für die «Schliessung aller Schlachthäuser». Organisiert wurde die erfolgreiche Kundgebung vom Verein tier-im-fokus.ch (tif). Mehrere Vereinigungen, darunter die Tierrechtsgruppe Basel und die LSCV, unterstützten die Aktion.



**tier-im-fokus.ch**



## Tierversuchsverbot für Kosmetika

# Australien und die USA folgen dem Beispiel der EU

Die EU hat Tierversuche für Kosmetika im März 2013 per Gesetz verboten. Weitere Länder wollen mit entsprechenden Gesetzesänderungen nachziehen.

So hat Australien im März 2014 einen Gesetzesentwurf erarbeitet, der Tierversuche für Kosmetika sowie die Vermarktung von Kosmetikartikeln, die an Tieren getestet wurden, untersagt. Kurz zuvor, am 5. März 2014, wurde im US-Repräsentantenhaus ein ähnlicher Gesetzesentwurf mit dem Titel «Humane Cosmetics Act» (1) vorgelegt. Auch dieser beabsichtigt, Tierversuche in der Kosmetikindustrie und den Verkauf von an Tieren getesteten Kosmetika zu verbieten. Verstöße sollen mit einer Busse von 10'000 US-Dollar geahndet werden.

## In Indien bereits seit Juli 2013 verboten

Indien war das erste Land Südasiens, das Tierversuche für Kosmetikprodukte sowie deren Inhaltsstoffe verboten hat. Der Beschluss des Bureau of Indian Standards (BIS) orientierte sich an der Position der EU.

(1) <http://www.opencongress.org/bill/hr4148-113/text>

-----  
10. April 2014 – USA

## L'Occitane wegen irreführender Werbung gebüsst

L'Occitane hat sich zur Bezahlung einer Busse in Höhe von 450'000 US-Dollar bereit erklärt, um eine Strafverfolgung wegen irreführender Werbung in den USA abzuwenden.

Laut der US-Wettbewerbsbehörde FTC hat der Kosmetikhersteller L'Occitane gegen amerikanisches Gesetz verstossen, indem er einigen seiner Cremes fälschlicherweise eine schlankmachende Wirkung zuschreibt. Im Visier der Wettbewerbsbehörde stand insbesondere die «Crème Allégée Amande», die von L'Occitane als «straffend und remodellierend» angepriesen wird.

Kosmetik – USA

# L'Oréal – Schluss mit irreführender Werbung



Die US-amerikanischen Behörden erachten die Werbung, mit welcher der Kosmetikhersteller L'Oréal den «wissenschaftlich erwiesenen» Anti-Aging-Effekt seiner Cremes der Marken L'Oréal und Garnier anpreist, als irreführend. Mit dem am 30. Juni 2014 unterzeichneten Abkommen mit der US-Wettbewerbsbehörde FTC entgeht L'Oréal einer Strafverfolgung wegen irreführender Werbung.

In der Werbung versprach L'Oréal, die genaktivierenden Inhaltsstoffe seiner Cremes würden die Haut «in nur sieben Tagen» sichtbar verjüngen.

«Es wäre ja schön, wenn Kosmetika unsere Gene verändern und die Zeit zurückdrehen könnten, aber L'Oréal konnte diese Behauptung nicht belegen», erklärte Jessica Rich von der FTC.

## Bereits zwei ähnliche Verwarnungen in Schweden

Die schwedische Justiz forderte den Kosmetikhersteller bereits im Dezember 2010 auf, irreführende Werbeversprechen über die positiven Eigenschaften seiner Anti-



Falten-Cremes der Marken Vichy, L'Oréal und Garnier zurückzuziehen. Unter Androhung einer Busse von einer Million schwedischer Kronen (ca. CHF 150'000) wurde L'Oréal die Anpreisung einer faltenmindernden und hauptgenerierenden Wirkung dieser Produkte untersagt.

Im März 2013 wurde L'Oréal von den schwedischen Behörden erneut gerügt und – wie-

derum unter Androhung einer Busse von einer Million Kronen – aufgefordert, die irreführenden Werbeversprechen für seine Produkte endgültig zu stoppen.

L'Oréal gibt jedes Jahr etwa 30 % seines Umsatzes für Werbung aus. Im Jahr 2012 belief sich der Werbeaufwand auf über acht Milliarden Franken. Ob die in Schweden angedrohte Busse dem Kosmetikhersteller da wirklich so viel Angst macht, dass er künftig auf die Täuschung der Konsumenten verzichtet?



## Edito

Cari Soci e care Socie,  
Cari amici ed amiche della Lega,

Ai primi di settembre 2014, delle video girate segretamente presso l'istituto tedesco Max Planck a Tübingen rendevano pubblici i maltrattamenti inflitti alle scimmie sottoposte ad esperimenti. Malgrado gli annunci regolarmente fatti dalle autorità di controllo e dai ricercatori per rassicurare che tutto è fatto per garantire che gli animali soffrano il meno possibile, le immagini mostrano al contrario scimmie abbandonate senza cure, con le ferite aperte, insanguinate, mentre una scimmia agonizza in una gabbia. Ora sono l'Università e l'EPFZ di Zurigo a voler riprendere esperimenti simili a quelli vietati nel 2009 dal Tribunale federale. E con quale controllo? Controlli piuttosto dubbi in quanto i rappresentanti della protezione degli animali zurighesi non hanno la possibilità di sorvegliare liberamente né gli esperimenti né il modo in cui sono custoditi i primati.

Una campagna è lanciata contro questi esperimenti svolti a Zurigo. Infatti questo cantone da solo sottopone ad esperimenti la maggior parte dei primati utilizzati per la ricerca accademica in Svizzera.

Prepariamo peraltro attivamente la nostra prossima campagna contro la pelliccia, in collaborazione con l'organismo svizzero tedesco Pro Tier. Uno spot sarà diffuso nei cinema a partire da ottobre e fino a fine dicembre. Saranno allestiti stand d'informazione con distribuzione di volantini. Abbiamo bisogno di aiuto per queste azioni che si terranno in Svizzera romanda ed in Svizzera tedesca. Non esitate a comunicarci le vostre disponibilità. Abbiamo veramente bisogno di voi !

**Lanciamo anche un appello a tutti i nostri soci a Basilea e Zurigo. Cerchiamo militanti disposti ad impegnarsi in azioni coordinate da Benjamin Frei, delegato basilese in seno al Comitato della Lega. Troverete ulteriori informazioni a pagina 24 e 25.**

Nel presente numero troverete anche il resoconto della nostra azione portata avanti a Friborgo. È raccapriccante constatare che un neoeletto proveniente da una minoranza politica, nella fattispecie la Consigliera di Stato verde Marie Garnier, abituato a subire abusi di diritto da parte della maggioranza al governo, a sua volta favorisce gli stessi abusi non appena viene nominato.

Malgrado tutto, non dobbiamo scoraggiarci nelle nostre iniziative per avvicinare i nostri politici perché di eletti dotati di una vera nozione di « rispetto delle decisioni democratiche » e di « interesse generale » ce ne sono (sì, sì davvero), ed il miglioramento della sorte degli animali passa obbligatoriamente da un sostegno politico.

Vi ringraziamo di cuore per il vostro sostegno e vi inviamo i nostri più calorosi saluti.

Il Comitato

# Niente scimmie schizofreniche a Zurigo !

Vietati nel 2009 per decisione del Tribunale federale, gli esperimenti sui primati dovrebbero riprendere tra breve in seno all'Istituto di neuroinformatica dell'Università di Zurigo e dell'EPFZ. È per lo meno l'auspicio dei ricercatori che hanno inoltrato una domanda presso l'autorità cantonale per sperimentare « due o tre » macachi rhesus. Per cominciare.

« I nostri lavori hanno una grande importanza per numerose patologie psichiche che colpiscono gli umani », diceva il responsabile dell'esperimento Valerio Mante nell'edizione del quotidiano svizzero tedesco Tages-Anzeiger del 19 settembre 2014. « E comunicheremo in modo trasparente per dimostrare a chi ci critica che ci preoccupiamo del benessere degli animali. »

## Una comunicazione trasparente come un muro

Stando al ricercatore, un intervento chirurgico sotto anestesia mirato a perforare la scatola cranica delle scimmie consentirà di collocarvi dei piccoli elettrodi di « qualche millimetro ». Gli stessi interventi sono praticati su pazienti umani per alleviarli da patologie come il morbo di Parkinson. « Il cranio viene poi completamente richiuso e gli animali non si renderanno conto degli elettrodi ».

E poi tutto è calmo e sereno per gli animali. In effetti, per il ricercatore gli animali devono essere nelle migliori condizioni possibili per assolvere determinate mansioni su uno schermo. Se la testa dell'animale è immobilizzata da un dispositivo speciale, la durata degli esercizi quotidiani, che è solo di un'ora e mezza, è stata dimezzata rispetto agli esperimenti vietati nel 2009. Dunque nessun problema. Una specie di colonia di vacanze con giochi di società su schermo luminoso.



Purtroppo la realtà è più sinistra. Per studiare patologie psichiche, le scimmie devono esprimere le caratteristiche. In questo caso, poiché si tratta di esplorare processi cerebrali nei casi di schizofrenia o disturbi bipolari, che cosa si infliggerà a questi animali per renderli maniaco-depressivi o metterli in stato di demenza ?

I modelli animali di schizofrenia, che si tratti di roditori o primati, sono generalmente indotti da lesioni della corteccia tramite chirurgia o iniezione di neurolettici. Altra possibilità : la somministrazione di cocaina e di amfetamine per indurre deliri ed allucinazioni. Naturalmente i ricercatori si guardano bene dal descrivere lo stato mentale in cui si troveranno le scimmie durante l'esperimento. Gli esperimenti dureranno probabilmente diversi anni. Non bisogna sprecare una scimmia che costa caro. E che ci permette di guadagnarci da vivere.

### IMPRESSIONUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

**Pubblicazione:** Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV

**Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm<sup>2</sup> **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

**Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch

- www.lscv.ch **L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.**

**Quota annua dei Soci :** Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX



## Sempre più esperimenti sui primati presso l'UNI e EPFZ di Zurigo

322 primati sono stati utilizzati in Svizzera nel 2013, stando alle ultime statistiche federali.

109 primati sono stati utilizzati dalle nostre alte scuole e EPF. All'Università di Friborgo, ma soprattutto all'Università ed alla Scuola politecnica federale (EPFZ). Molti esperimenti zurighesi sono in corso o sono stati recentemente svolti in settori quali la locomozione, lo xenotripianto di isole di Langernhans, ecc.

## Esperimenti già vietati dal Tribunale federale

Già nel 2006 che due esperimenti su primati, autorizzati dal servizio veterinario cantonale zürighese e che dovevano essere svolti dall'Istituto di neuroinformatica, erano stati contestati da una maggioranza dei membri della commissione sulla sperimentazione animale del cantone di Zurigo, in particolare dai suoi rappresentanti di organizzazioni di protezione degli animali. Dopo diversi anni di procedure, il Tribunale federale (TF) aveva dato interamente ragione alla commissione, vietando definitivamente (1) questi esperimenti nel 2009. Frustrato, un ricercatore era partito con le sue scimmie in Germania per proseguire gli esperimenti.

In virtù della legislazione svizzera (LPAn e OPAn), per essere ammesso un esperimento deve essere lecito. Questo significa che non deve imporre all'animale dolori, sofferenze, lesioni o stato di ansia sproporzionato a fronte del beneficio atteso in termini di conoscenze. Si tratta di soppesare gli interessi in presenza : da una parte il beneficio per l'uomo in termini di conoscenze e dall'altra la sofferenza dell'animale.

Per il TF, nel caso di questi due esperimenti, i benefici per l'uomo e la sua possibile applicazione clinica non erano abbastanza chiari. Si deve fare la differenza tra la ricerca fondamentale pura e la ricerca fondamentale orientata su un'applicazione, che fornisce basi scientifiche per studi ulteriori e guida un orientamento pratico. L'esperimento non può essere autorizzato se l'applicazione terapeutica è lontana nel tempo e necessita numerosi esperimenti futuri. « *La determinazione dell'acquisizione prevedibile di conoscenze deve poggiare sul risultato concreto della fattispecie e non su quello di un gran numero di esperimenti.* »

Pertanto per il TF, un'applicazione terapeutica chiara è importante per valutare gli interessi in gioco. Tenuto conto di questi elementi, ma anche della prossimità particolare esistente tra i primati e gli umani, l'esperimento non poteva essere autorizzato.

Se la decisione del TF è importante, in quanto fa giurisprudenza, va sottolineato che Zurigo è l'unico cantone ad autorizzare una commissione a ricorrere contro una decisione cantonale. Pertanto, se i ricercatori avessero voluto svolgere questi esperimenti in un altro cantone, sarebbe stato impossibile opporsi per via legale.

(1) Sentenza del Tribunale federale 135 II 405 e 135 II 384 del 7 ottobre 2009

Tra il 1997 ed il 2012, 1'658 primati sono morti in Svizzera nei laboratori delle industrie farmaceutiche e 1'011 nelle nostre università e EPF.

## Delle scimmie da sogno per i laboratori

I macachi rhesus (*Macaca mulatta*) sono piccole scimmie di una sessantina di centimetri, che pesano tra i 5 ed i 7 kg. Abbastanza facili da allevare in cattività, come anche il *Macaca fascicularis*, sono un modello di prima scelta per i nostri laboratori in Svizzera. Le loro dimensioni modeste non permettono una grande resistenza quando sono estratti di forza dalle loro gabbie o collocati in strutture di contenimento.

## Scimmie di quale provenienza ?

L'art.118 cpv. 4 OPAn sancisce : « *I primati possono essere utilizzati nella sperimentazione animale solo se provenienti da un allevamento.* » Possiamo dunque escludere che le scimmie utilizzate in Svizzera provengano da catture in ambiente naturale ? Nei fatti, i primati provengono effettivamente da allevamenti riconosciuti, segnatamente dal Deutsches Primatenzentrum (DPZ), a Göttingen nel centro della Germania. Il DPZ è un istituto di ricerca pubblica che alleva animali da laboratorio per la ricerca universitaria. Detiene 1400 primati e vi alleva 9 specie di cui i macachi rhesus, fascicularis e uistiti dai pennacchi bianchi, che sono i primati più utilizzati nei nostri laboratori.



Tuttavia i primati non si riproducono altrettanto bene in detenzione che quando vivono nella natura. Dunque questi allevamenti possono produrre animali in detenzione soltanto grazie a nuovi animali provenienti da catture. In parole chiare se i primati utilizzati in Svizzera provengono da allevamenti, lo stesso non vale per i loro genitori. Indirettamente la ricerca portata avanti in Svizzera sui primati contribuisce di fatto alla cattura ed alle decimazioni di interi gruppi di primati in ambiente naturale, in Asia, sull'isola Mauritius, ecc.

## NO agli esperimenti sui primati a Zurigo !

Scrivete ai responsabili di questi esperimenti ed all'autorità cantonale per contestare questi nuovi studi su scimmie. Info : [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

Denuncia penale della LSCV contro il servizio veterinario friborghese

# Autorità discolpate. Atto II

Dopo il Ticino l'anno scorso, è il turno di Friburgo di esonerare il suo servizio veterinario cantonale da qualsiasi responsabilità. Il Pubblico ministero l'ha detto chiaramente. Tutti sono stati formidabili. Tranne la Lega svizzera contro la vivisezione, covo di ideologi che non vogliono altro che « criminalizzare » le autorità friborghesi. Ma come siamo buoni e bravi, noi. E come sono cattivi ed animati da cattive intenzioni, loro.

## Una legge spesso applicata poco o male

In questi ultimi anni, la LSCV è stata impegnata in diversi procedimenti penali in materia di sperimentazione animale. Si sente dire spesso che la legislazione svizzera sulla protezione degli animali sarebbe una delle più progredite al mondo. È molto probabilmente vero. Ma questo non vuol dire che è sufficiente e meno che è applicata.

Le autorità cantonali e federali ci assicurano periodicamente che è così. Come averne la certezza quando per esempio si tocca un settore così protetto come quello della sperimentazione animale ? Chi può entrare nei laboratori per accertarsi che l'esperimento è svolto osservando le disposizioni legali? Nella misura in cui la nostra legislazione è già molto liberale, il minimo sarebbe avere la certezza che siano applicate almeno le piccole disposizioni che consentono di ridurre la sofferenza inflitta agli animali o di ridurne il numero.

Gli ambienti scientifici approfittano di questa opacità, per dichiarare di subire un sacco di controlli molto vincolanti e che tutto è perfettamente in regola. E siccome nessuna autorità può esprimersi pubblicamente, la loro posizione è piuttosto comoda.

## Procedure penali istruttrive

L'obiettivo delle nostre procedure penali è dimostrare il funzionamento delle nostre istituzioni. Il bilancio è abbastanza interessante:

- **2010 :** Condanna da parte del Tribunale di Soletta di un ricercatore e delle autorità cantonali e federali per aver contravvenuto alle disposizioni legali.
- **2012 :** Il Pubblico ministero dell'Argovia riconosce violazioni della legislazione da parte delle autorità dell'Argovia e federali.
- **2013 :** Il Pubblico ministero ticinese scagiona le autorità cantonali.
- **2014 :** Il Pubblico ministero friborghese scagiona le autorità cantonali.



### Quale controllo sulla sperimentazione animale a Friburgo ?

785 cani, 229 gatti e 21 primati sono stati utilizzati a Friburgo nel 2012

Sul fondo, poco importa che un'amministrazione sia o no condannata. Le disposizioni legali ci escludono spesso dalle procedure, sostenendo che non siamo direttamente lesi dalla situazione denunciata. È dunque impossibile ricorrere quando una decisione mira a tutelare un'amministrazione. Proprio come le decisioni prese dai Pubblici ministeri ticinese e friborghese.

L'importante è la procedura in sé in quanto illustra i meccanismi dell'amministrazione. Ossia in che modo le autorità cantonali si arrangiano con le disposizioni legali, sapendo che non potranno essere punite.

In fin dei conti, non sarà magari stato possibile dimostrare l'illegalità delle manovre delle autorità friborghesi. Ma almeno ne è emerso tutto il loro miserabilismo.

Giugno 2014

## Nomina del Dr Ménache nella commissione sulla sperimentazione animale ginevrina

In occasione del rinnovo dei membri della commissione sulla sperimentazione animale ginevrina (CCEA) per una nuova legislatura, la LSCV ha presentato, nel marzo 2014, la candidatura del Dr Ménache.

Il rettorato dell'Università ginevrina ha cercato in tutti i modi di impedire questa nomina, anche al punto di piagnucolare ai piedi del Consiglio di Stato. Ma il Dr Ménache è stato nominato nel giugno 2014. Grazie di cuore ai nostri amici del Rifugio di Darwyn che hanno apportato il loro sostegno alla nostra candidatura.



La commissione ginevrina è una delle rare in Svizzera a funzionare correttamente. Con grande disappunto dei ricercatori dell'Università. Speriamo che duri. La commissione è composta da 7 membri : due ricercatori che lavorano sugli animali, una veterinaria, una bio-etica, uno specialista dei metodi sostitutivi e due protettori degli animali, André Ménache e Luc Fournier, rappresentante della LSCV.

Elezione del Procuratore generale friborghese

## L'ultima scelta della magistratura

E' nell'ottobre 2010 che il liberal-radicale (PLR) Fabien Gasser è stato eletto dal Gran Consiglio friborghese alla carica di nuovo Procuratore generale.

Anche il democratico-cristiano (PDC) Jean-Luc Mooser, presidente dell'Ufficio cantonale dei giudici istruttori, e Olivier Thormann, senza partito, giudice istruttore specializzato negli affari economici, erano candidati per il posto.

In vista dell'elezione, il Consiglio della magistratura aveva reso nota la sua preferenza ai deputati, classificando Olivier Thormann al primo posto e Fabien Gasser all'ultimo. Per la magistratura, Olivier Thormann disponeva di atout che gli altri non avevano. Ma la logica politica risponde talvolta ad interessi tutt'altro che generali. E Olivier Thormann, senza partito, si è logicamente trovato finalino di coda ed eliminato al primo turno.

## Quale indipendenza per i nostri Tribunali ?

La riforma della giustizia accettata in votazione nel 2000 ha attribuito alla Confederazione la competenza legislativa per tutto il diritto procedurale civile e penale. Ma i 26 cantoni sono rimasti competenti per l'organizzazione giudiziaria, che varia da cantone a cantone.

### Chi giudica ?

Non tutti i giudici hanno fatto studi di diritto, coronati da un master o da un dottorato. I giudici di pace sono spesso persone senza la minima formazione giuridica. Nei tribunali civili ed amministrativi, i procedimenti sono spesso condotti da un giudice e due assessori, che non hanno obbligatoriamente una formazione giuridica, bensì conoscenze specifiche nei campi trattati.

### Quale indipendenza per i nostri tribunali ?

Si potrebbe pensare che una decisione di giustizia scaturisce dalla stretta applicazione del diritto. Se l'assenza di una formazione giuridica completa può già essere problematica, la politicizzazione delle procedure di nomina dei giudici mette seriamente in questione l'idea che una decisione di giustizia sia per forza resa in totale indipendenza.

Infatti la maggior parte dei cantoni devolvono ai rispettivi parlamenti il compito di eleggere giudici e procuratori, al termine di una campagna il più delle volte molto simile ad un'elezione politica. Quando un procuratore generale di un determinato colore politico viene eletto grazie ad un parlamento maggioritariamente di questo stesso colore, è legittimo parlare ancora di indipendenza della giustizia ? A maggior ragione quando i candidati all'elezione sono presentati dai partiti stessi. Anche i giudici devono sottostare a rielezioni periodiche, generalmente ogni quattro o sei anni. Se durante questo periodo uno di loro non è andato a genio al suo partito, ha di che preoccuparsi per la propria rielezione.

Come procedere in altro modo per la nomina dei giudici? Difficile da dire. Ma in materia di indipendenza della giustizia, c'è stato di peggio : fino al 2011, i governi cantonali eleggevano il loro Procuratore generale !

## Cronologia

In seguito all'entrata in vigore in Svizzera nel 2008 della nuova legislazione federale sulla protezione degli animali (LPAAn e OPAn), il cantone di Friborgo è obbligato a rivedere la legislazione cantonale per adattarla alle nuove disposizioni.

**20 marzo 2012 :** La nuova legge friborghese sulla protezione degli animali (LCPA) entra finalmente in vigore. Per quanto riguarda la sperimentazione animale, la LCPA dispone :

**E' istituita una Commissione per la sperimentazione animale, indipendente dall'amministrazione** (art. 6, cpv. 1). E' composta da sette a nove specialisti, provenienti dal mondo scientifico e le organizzazioni cantonali di protezione degli animali vi sono equamente rappresentate (art. 6, cpv. 2). Il Consiglio di Stato nomina i membri della Commissione per la sperimentazione animale (art. 3, cpv. 1, let. c).

Quanto alla rappresentazione delle organizzazioni cantonali di protezione degli animali, l'art. 3, let. a del Regolamento del 3 dicembre 2012 sulla protezione degli animali (RCPA) prevede la nomina di « *due persone in rappresentanza delle organizzazioni che per statuto si dedicano alla protezione degli animali.* » Poichè la Lega svizzera contro la

vivisezione (LSCV) è un'organizzazione nazionale, si mette in contatto con la SPA di Friborgo per proporre una candidatura per la commissione. Si tratta del Dr med vet André Ménache, che ha eccellenti conoscenze scientifiche nel campo della sperimentazione animale e dei metodi sostitutivi. La SPA, che ha una sola candidatura da proporre, quella del Dr med vet Walter Dietrich, membro del suo comitato e già membro della commissione da diversi anni, accetta che André Ménache sia il suo secondo rappresentante in seno alla commissione.

Disporre di rappresentanti della protezione degli animali competenti e impegnati è essenziale per garantire la giusta applicazione della legislazione in questo campo. La commissione è indipendente (art.149 OPAn) dall'autorità cantonale, rappresentata dal servizio veterinario cantonale. E' incaricata di esaminare le domande di sperimentazioni animali dei ricercatori e di emettere un preavviso all'attenzione dell'autorità (art.18 LPAAn). Può proporre misure per ridurre il numero di animali richiesti e le sofferenze loro imposte (art.137 OPAn), oppure un rifiuto dell'esperimento (art.19 LPAAn). Partecipa inoltre al controllo dei centri di custodia di animali da laboratorio ed al controllo dello svolgimento degli esperimenti nei laboratori (art.34 LPAAn).

**10 maggio 2012 :** In vista del rinnovo della composizione della commissione, la SPA di Friborgo sottopone al Consiglio di Stato le candidature dei Dr Dietrich e Ménache.

**12 luglio 2012 :** Il servizio veterinario cantonale (SAAV) conferma al Dr Ménache il deposito della sua candidatura da parte della SPA e lo audiziona. L'esito della riunione sembra positivo.

**2 ottobre 2012 :** Il SAAV informa il Dr Ménache via email che la sua candidatura segue l'iter previsto presso la Consigliera di Stato Marie Garnier, Direttrice delle istituzioni, dell'agricoltura e delle foreste (DIAF).

**11 dicembre 2012 :** Il Consiglio di Stato nomina tramite decreto, 9 nuovi membri della commissione. Il Dr Dietrich è stato nominato ma non il Dr Ménache. Non è mai stato informato dal SAAV che la sua candidatura era stata scartata.

Al posto del Dr Ménache, il Consiglio di Stato ha nominato il Dr med vet Simon Ruegg, specialista degli animali esotici, in quanto rappresentante di un'organizzazione cantonale di protezione degli animali.

**28 febbraio 2013 :** La LSCV contatta telefonicamente il Dr Ruegg per conoscere i dettagli della sua nomina. Il Dr Ruegg dichiara di non aver presentato spontaneamente la propria candidatura. Sarebbe stato il SAAV ad averlo

sollecitato a far parte della commissione. Accettando di presentare la sua candidatura, il SAAV non lo aveva informato che la SPA Friborgo aveva già presentato due candidature. Confermava peraltro di non rappresentare alcuna organizzazione di protezione degli animali.

**11 marzo 2013 :** La LSCV scrive alla Consigliera di Stato Marie Garnier relativamente alla nomina del Dr Ruegg, facendo presente che i membri della commissione « devono provenire da organizzazioni cantonali di protezione degli animali (...) che per statuto si dedicano alla protezione degli animali » e che il Dr Simon Ruegg « non rappresenta alcun organismo di protezione degli animali conformemente alle disposizioni legali ».

**9 aprile 2013 :** La Consigliera di Stato Marie Garnier risponde che il Dr Ruegg « è membro di un'organizzazione cantonale di protezione degli animali ». Che la LCPA « non impone che la sede di detta organizzazione sia il cantone di Friborgo ».

**17 aprile 2013 :** La LSCV scrive nuovamente alla Consigliera di Stato Marie Garnier che « l'art. 3, cpv. 1, let. a RCPA sancisce che i membri per la protezione degli animali devono rappresentare un'organizzazione cantonale, e non essere semplici membri », che nessuna « organizzazione cantonale che per statuto si dedica alla protezione degli animali ha proposto la candidatura del Dr Ruegg, nè accettato di essere rappresentata in seno alla commissione da lui ».

**8 maggio 2013 :** La Consigliera di Stato Marie Garnier risponde che l'art. 3 cpv. 1 let. a RCPA « prevede che la commissione deve includere due persone rappresentanti delle organizzazioni che per statuto si dedicano alla protezione degli animali. Ai sensi di questo articolo, in quanto membro della società vodese per la protezione degli animali (SVPA) ed alla luce delle sue opinioni, il Dr Ruegg rappresenta questo tipo di organizzazione ».

**10 giugno 2013 :** Lancio della petizione « Per un vero controllo della sperimentazione animale a Friborgo » dalle organizzazioni LSCV, ATRA e AG STG.

Si chiede al Gran Consiglio di condannare severamente i metodi del SAAV ed al Consiglio di Stato di invalidare la nomina messa in causa. Si chiede peraltro al Gran Consiglio di sostenere le misure volte ad impedire la custodia di animali e la pratica di sperimentazioni animali illegali in seno all'università di Friborgo ed altri istituti pubblici e privati.

**30 agosto 2013 :** L'associazione Animal Rights (AR), che per statuto si dedica alla protezione degli animali, fondata a Friborgo da membri della LSCV il 28 giugno 2013, trasmette alla Consigliera di Stato Marie Garnier la candidatura del Dr Ménache, vice-presidente di Animal Rights, come membro della commissione, « in quanto la nomina del Dr Simon Ruegg non soddisfa i requisiti legali ».

**2 ottobre 2013 :** La LSCV invia un documento esplicativo ai 110 deputati del Gran Consiglio circa l'illegalità della composizione della commissione friborghese.

Per quanto riguarda la risposta della Consigliera di Stato Marie Garnier, secondo la quale il Dr Ruegg può essere considerato rappresentante della SVPA, la LSCV fa presente che questa organizzazione « che da anni rifiuta di presentare candidati per la commissione vodese dopo aver subito lo stesso tipo di manovre da parte del suo ex-veterinario cantonale, apprezzerà di avere un rappresentante a Friborgo senza saperlo ».

**9 ottobre 2013 :** La LSCV distribuisce ai 122'000 indirizzi del cantone di Friborgo un giornale sull'illegalità della composizione della commissione friborghese.

**18 ottobre 2013 :** Il giornale friborghese La Liberté pubblica un articolo sulla composizione della commissione. Il giornalista riferisce:

« Il Consiglio di Stato ha effettivamente nominato il Dr Dieterich. Ma su proposta del Servizio della sicurezza alimentare e di veterinaria (SAAV), ha avallato la candidatura del Dr veterinario Simon Ruegg, di Chiètres, come secondo rappresentante della protezione degli animali. Il Dr Ruegg aveva risposto positivamente alla sollecitazione del SAAV. Se il Dr Ménache non è stato scelto, è perché questo specialista belga risiede all'estero, spiega Marie Garnier, Consigliera di Stato incaricata dei servizi veterinari.

L'anno scorso, il Dr Ruegg era socio della SPA Vaud, come fatto notare dalla LSCV nel suo giornale. Nel frattempo ha aderito alla SPA Friborgo e, stando alle nostre fonti, il comitato di quest'ultima lo considera anche rappresentativo della società (...)

Il fatto che i servizi dello Stato di Friborgo possano sollecitare candidature per commissioni è una prassi consueta. Quella di vigilanza della sperimentazione animale esige dai suoi membri conoscenze molto specifiche, spiega Marie Garnier ».

Per quale motivo la SPA Friborgo ha cambiato bandiera così rapidamente ed accettato che il Dr Ruegg sia il suo rappresentante? Temeva di essere sgradita la servizio veterinario cantonale, che peraltro controlla il suo rifugio? Oppure al Consiglio di Stato e dunque perdere la sovvenzione annuale di diverse decine di migliaia di franchi ?

Non è la prima volta che una SPA finisce per schierarsi cautamente dietro un'autorità cantonale. E probabilmente nemmeno l'ultima.

**21 ottobre 2013 :** AR chiede per posta alla Consigliera di Stato Marie Garnier una decisione quanto alla sua lettera del 30 agosto 2013 rimasta senza risposta, in cui si evocava la candidatura del Dr Ménache. Per quanto riguarda le dichiarazioni della Consigliera di Stato citate nell'articolo di La Liberté, AR scrive tra l'altro : « L'argomentazione della domiciliazione all'estero

del Dr Ménache non ha senso, in quanto nessuna disposizione friborghese esige che un membro di una commissione sia domiciliato nel cantone (...) E' scioccante che il Consiglio di Stato ritenga normale che il SAAV scelga lui stesso i membri della commissione, allorché il Parlamento federale ha espressamente previsto che quest'ultima sia indipendente dall'autorità cantonale (...) E' forse utile richiamare che anche se la situazione può essere regolarizzata quanto alla rappresentazione del Dr Simon Ruegg, il decreto di nomina dell'11 dicembre 2012 rimane viziato da irregolarità e potrebbe essere oggetto di diverse misure, in particolare una querela penale ».

**5 novembre 2013 :** La Consigliera di Stato Marie Garnier risponde che la procedura di nomina dei membri della commissione è conforme alle disposizioni cantonali ed invita la LSCV « a rivolgersi al Dipartimento federale degli interni (DFI) che esercita la alta vigilanza della Confederazione sull'attuazione della LPAn da parte dei cantoni (art. 34 (Sic !) LPAn) ».

L'ufficio federale della sicurezza alimentare e di veterinaria (USAU, ex UFV), è il servizio federale incaricato dal DFI di controllare l'attuazione della legislazione. Il DFI ha la particolarità di essere piuttosto inattivo in questo campo, come dimostrato dalle procedure portate avanti dalla LSCV nel 2011 e nel 2012 contro le autorità dei cantoni di Argovia e Ticino. Per di più, l'USAU non ha alcuna competenza per intervenire in una procedura cantonale di nomina. Invitando la LSCV a rivolgersi al DFI, la Consigliera di Stato immagina un modo alquanto abile di farla franca.

**17 dicembre 2013 :** La LSCV e AR indirizzano al Pubblico ministero friborghese una querela ed una denuncia penale contro il veterinario cantonale Grégoire Seitert ed il suo aggiunto Michel Schmitt (SAAV), per essersi resi colpevoli di infedeltà nella gestione pubblica ai sensi dell'art. 314 CP.

**18 dicembre 2013 :** Le organizzazioni LSCV, ATRA e AG STG depositano presso la Segreteria del Gran Consiglio le 1300 firme della petizione « Per un vero controllo della sperimentazione animale a Friborgo » ed indirizzano una lettera ai deputati.

**9 gennaio 2014 :** Il Procuratore generale Fabien Gasser dà 30 giorni all'avvocato incaricato dal SAAV, Jean-Christophe A Marca, per determinarsi sulla querela penale.

**12 febbraio 2014 :** L'avvocato del SAAV comunica la propria decisione al Procuratore generale. Rivolge peraltro una lettera all'avvocatessa della LSCV e AR dichiarando che non « avendo alcun diritto di accesso al fascicolo (...) l'interesse fondamentale dei suoi mandanti mi impone di non farvi pervenire copia della decisione ». Pur allegandola alla lettera (!) La quale è consultata con interesse.

L'avvocato del SAAV tende a dimostrare che poichè nè la LSCV nè Animal Rights non sono direttamente lesi, devono essere esclusi dalla qualità di querelanti. Tutt'al più si può concedere un ruolo di denunciatori. L'avvocato ritiene che « *sotto la copertura di denunciatrici, di fatto è il Dr Ménache che agisce, molto probabilmente frustrato che la sua candidatura sia stata scartata, seppure a ragione.* »

(...) In nessun momento la candidatura del Dr Simon Ruegg è stata « *sollecitata* » nel senso che cercano di far credere le denunciatrici. E' stato semplicemente informato che c'era un posto in grado di soddisfare alle sue competenze e che aveva la possibilità di presentare la propria candidatura, ciò che ha deciso di fare legittimamente. (...) I Dr Seitert e Schmitt si riservano il diritto di agire in giustizia per difendere i propri interessi, alla luce delle affermazioni alquanto diffamatorie fatte senza riserva dalle denunciatrici e dal loro mandatario ».

L'avvocato prosegue denunciando « *l'accanimento di cui fa ingiustamente prova la Lega svizzera contro la vivisezione nei confronti del cantone di Friborgo e delle sue autorità* », chiedendo in conclusione che il Procuratore generale renda immediatamente un'ordinanza di non entrata in materia, poichè non sussistono gli elementi constitutivi del reato.

**12 marzo 2014 :** Il Pubblico ministero rende un'ordinanza di non entrata in materia sulla querela e la denuncia della LSCV e AR col motivo che non contiene alcun sospetto di comportamento penalmente riprovevole. Il processo di nomina dei membri della commissione è stato rispettato e non è stata fatta menzione di alcuna decisione contraria agli interessi pubblici assunta dalla commissione. Viene inoltre rifiutato alla LSCV e AR la qualità di denuncianti adducendo come motivo che non sono stati direttamente lesi. Nei suoi considerandi, il Pubblico ministero sostiene che le denunciatrici hanno agito con una grave negligenza ai sensi dell'art. 420 CPP, sicchè le spese legali di CHF 300.- devono essere loro imputate.

**24 marzo 2014 :** La LSCV e AR depositano presso la sezione penale del Tribunale cantonale un ricorso contro l'ordinanza di non entrata in materia. La LSCV e AR ammettono di non avere la qualità per ricorrere contro la decisione di non entrata in materia. Hanno invece la qualità per ricorrere contro le spese loro imputate. Essendo direttamente toccati nei loro diritti « *i ricorrenti hanno un interesse giuridicamente protetto all'annullamento della decisione impugnata* ». La LSCV e AR contestano inoltre la decisione di non entrata in materia del Pubblico ministero.

**27 marzo 2014 :** Il Procuratore generale comunica alla sezione penale del Tribunale cantonale le proprie osservazioni sul ricorso. Rimprovera alla LSCV e AR di aver omesso di fornire come documento giustificativo, la lettera del 21 ottobre 2013 del Consiglio di Stato, « *ciò dimostra la volontà di esporre soltanto una parte dei fatti, esclusivamente* »

*te a vantaggio della loro interpretazione della situazione. Per di più emerge dall'incarto che, stando alle autorità competenti, il candidato scelto risponde ai requisiti legali».*

In parole chiare, la lettera in cui il Consiglio di Stato manda i querelanti a lamentarsi presso l'USAV sarebbe preponderante. Poi, se le autorità hanno detto che la candidatura scelta è conforme, vuol dire che lo è. Da chiedersi chi decide del diritto.

**28 marzo 2014 :** In seguito al deposito il 18 dicembre 2013 della petizione « *Per un vero controllo della sperimentazione animale a Friborgo* », la commissione delle petizioni del Gran Consiglio dà la propria risposta « *motivata* ». Motivata soprattutto dall'idea di non fare niente, sostenendo che un suo intervento contro la decisione del Consiglio di Stato non sarebbe di sua competenza. I deputati si pronunciano pertanto su un punto mai evocato nella petizione, la quale chiedeva al Gran Consiglio di condannare i metodi del SAAV e di sostenere le misure volte ad impedire la custodia di animali e la pratica di sperimentazioni animali illegali.

La petizione è pertanto archiviata dai deputati che palesemente non ne hanno capito la lettura o che non si ritengono coinvolti dal problema sollevato.

**3 aprile 2014 :** La LSCV e AR contestano presso la sezione penale del Tribunale cantonale le osservazioni del Procuratore generale. « *Se la lettera del 5 novembre non è stata prodotta, è perché non apporta nulla sul piano penale come sottolineato nel ricorso del 24 marzo 2014. Non si è pertanto mai trattato di esporre soltanto una parte dei fatti. Viene inoltre contestato che il candidato soddisfa i requisiti legali* ».

**30 aprile 2014 :** La sezione penale del Tribunale respinge il ricorso ritenendo che, pur essendo semplice socio della società vodese di protezione degli animali (SVPA), « *il Dr Ruegg soddisfaceva, al momento della candidatura e della nomina, il requisito di essere rappresentante di un'organizzazione cantonale di protezione degli animali* ».

« *Alla luce di quanto precede, nessun elemento del fascicolo lascia adito al minimo sospetto di commissione di reato* ». La LSCV e AR avrebbero al contrario « *cercato di criminalizzare* » il veterinario cantonale « *in un contesto conflituale tra il veterinario cantonale e la LSCV* ».

Per concludere, va tutto bene nel migliore dei mondi. Per lo meno a Friborgo. Con un messaggio inviato a tutti i vivisezionisti : diventate soci di una qualsiasi associazione di protezione degli animali. Se necessario fondatene una, per esempio per la protezione delle zucche pennute. Poi fatevi assumere come « *rappresentante* » di un'organizzazione cantonale di protezione degli animali in seno alla commissione sulla sperimentazione animale. Successo garantito.

Friborgo - gennaio 2014

## Spara su tre volpi e ne lascia agonizzare una: condannato ad una semplice multa

Il 28 gennaio 2013, il deputato UDC friborghese Roger Schuwey aveva sparato su tre volpi da una finestra dell'hotel che gestisce a Gruyère nel paesino di La Villette. Si era sbarrato degli animali mettendoli in un sacco della spazzatura che aveva depositato davanti ad un centro di raccolta di rifiuti animali. Una volpe che respirava ancora era stata finita da un guardiacaccia.



Oltre all'inutilità del suo gesto ed alle sofferenze inflitte agli animali, gli spari hanno avuto luogo al di fuori dei periodi di caccia ed a meno di 100 metri dalle abitazioni vicine. Clemenza del Ministero pubblico friborghese che ha condannato il deputato ad una pena di quindici aliquote giornaliere con la condizionale e ad una multa di CHF 1000.-.

## La colpa è delle volpi

Il deputato non nasconde la propria irritazione per il fatto che il suo nome è stato divulgato. « *I media mi importunano per un fatto che risale ad un anno fa. Tutto questo rumore per tre volpi! Ho un permesso di caccia, non sono un bracconiere!* » Si tratta di un delitto di caccia. » Roger Schuwey cerca di giustificare il proprio gesto. Secondo lui, le volpi continuavano ad aggirarsi intorno al suo domicilio. « *I miei cani da caccia non smettevano di abbaiare, bisognava pur reagire* ». Pum, pum, pum.

Friborgo - giugno 2014

## Cacciatore punito per aver cacciato fuori stagione

Denunciato nel febbraio 2013 per aver sparato su un capriolo, ferendolo, al di fuori del periodo autorizzato, un cacciatore friborghese è stato condannato il 10 giugno 2014 dal Ministero pubblico ad una multa di CHF 500.- ed a 40 ore di lavoro di pubblica utilità con la condizionale. Il cacciatore, che sosteneva di aver ferito una volpe, potrà recuperare il permesso di caccia tra un anno.

InterNICHE è una rete internazionale che raggruppa studenti e docenti che militano in favore della sostituzione degli animali nella ricerca e nell'insegnamento. Fondata nel 1988 con il nome di EuroNICHE, questa rete è stata ribattezzata InterNICHE nel 2000 dopo che ha esteso le proprie attività coinvolgendosi in progetti internazionali. InterNICHE dispone oggi di coordinatori di attività in una trentina di Paesi. La LSCV sostiene finanziariamente InterNICHE da parecchi anni. Tra l'altro distribuisce in Svizzera il libro « From Guinea Pig to Computer Mouse ». Questa pubblicazione raggruppa oltre 500 metodi in grado di sostituire gli animali nell'insegnamento.

uno dei numerosi software pack distribuiti da InterNICHE nel 2010.

Sono state organizzate riunioni a Mumbai con una federazione Jain al fine di evocare la possibilità di finanziare un progetto congiunto di alternative in zoologia destinato a distribuire software ai docenti di zoologia per agevolare la sostituzione degli animali in seguito alla decisione della Commissione di attribuzione delle borse universitarie (UGC) di sopprimere le dissezioni dal programma di zoologia. Si stima che si sia già rinunciato ad un terzo delle dissezioni – che coinvolgono complessivamente oltre 60 milioni di animali ogni anno, stando ad una stima recente. Si può affermare che è un numero importante di vite animali salvate. Sono state organizzate altre riunioni a Delhi con la CPCSEA, l'agenzia governativa incaricata della supervisione della sperimentazione animale. È stata proposta l'idea di azioni congiunte; sono state presentate alternative e sono state evocate le possibilità di sostituzione, nel campo non solo dell'insegnamento ma anche della ricerca e della sperimentazione.

# Rapporto di attività 2013 InterNICHE

Il presente documento descrive una parte delle attività di InterNICHE nel 2013, in particolare quelle rese possibili grazie al finanziamento della LSCV. Presenta peraltro dettagliatamente le azioni previste per il 2014, sollecitando i preziosi fondi della LSCV che ne permetteranno la realizzazione. Tutte le azioni già realizzate ed i progetti futuri rispecchiano le attività della rete InterNICHE, di contatti sociali e di partner, che operano in stretta collaborazione con il coordinatore.

## Film sulle alternative veterinarie: il punto sulle riprese ed il montaggio

Il film Alternatives in Veterinary Education and Training, in corso di realizzazione a cura di InterNICHE, è stato ampliato per includere un maggior numero di paesi, di alternative ed interviste di decani di facoltà, docenti e militanti. Le sequenze già girate in America latina, India, Egitto ed altri paesi, passano in rassegna diversi tipi di alternative presentando nel contempo gli argomenti a favore di un'educazione etica e di una completa sostituzione. Le sequenze sono in fase di montaggio, e molti volontari provenienti dal mondo intero hanno preso parte alla trascrizione ed alla traduzione. Le sequenze girate nel 2014 riguarderanno:

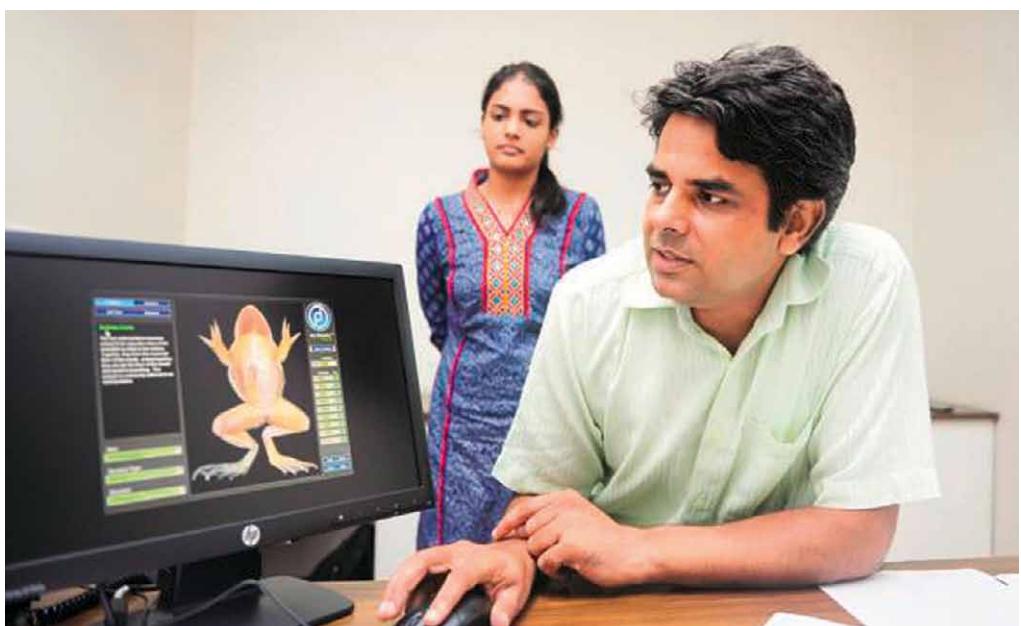
- laboratori di simulazione nel Regno Unito ed in Germania;
- nuovi manichini di animali di grande taglia in Giappone;
- un insegnamento veterinario sulle alternative a Hong Kong ;
- la plastinazione, i programmi di donazione di corpi e la produzione di software ; includeranno peraltro un colloquio con lo specialista americano Marc Bekoff.

Il film di una durata complessiva di 40 minuti sarà presentato quest'anno sulla scena internazionale. Sarà tradotto in numerose lingue, in primo luogo in tedesco, arabo, cinese, spagnolo, francese, giapponese, portoghese e russo. Nel contempo stiamo preparando la messa on-line di 10-20 ore di sequenze video sul sito Internet d'InterNICHE ed una nuova piattaforma YouTube, affinché i visitatori possano vedere interviste complete e la dimostrazione di alternative.

## Azioni in India

La prima visita di InterNICHE in India, nel giugno 2013, si è svolta con successo. Presso il Bombay Veterinary College di Mumbai, si è tenuta una conferenza sulle alternative veterinarie, organizzata dalla PETA-India. Vi hanno preso parte numerosi rappresentanti – spesso decani - della maggior parte delle facoltà veterinarie, nonché membri ufficiali del VCI, il Consiglio veterinario indiano. Nick Jukes si è espresso durante la conferenza ed ha organizzato una mostra di soluzioni alternative con la collaborazione di Snehal Bhavsar, il nostro contatto nazionale sul posto. Sono peraltro stati filmati diversi colloqui con docenti e studenti in vista del film sulle alternative. Si è peraltro scoperto che una nuova scuola veterinaria ha lavorato diversi anni senza svolgere il minimo esperimento sugli animali grazie ad

Si è svolta una lunga riunione a Jaipur con il co-autore di un libro sulle alternative nel campo della zoologia, che passa in rassegna le alternative nelle scienze in generale. Quest'opera, che riunisce contributori non solo indiani ma dal mondo intero, svolgerà un ruolo importante per consolidare i cambiamenti già realizzati e catalizzare i progetti futuri. Nella città di Aligarh, si sono svolti corsi ed una mostra multimediale presso l'Università mussulmana di Aligarh e l'Accademia Ibn Sina. Basandosi sulle alternative fornite da InterNICHE dal 2004, il dipartimento di farmacologia ha sostituito con software tutte le sperimentazioni programmate sugli animali, nell'ambito di un « Alternatives Lab ». Questa iniziativa è stata riferita dalla stampa nazionale.



## Azioni in Bielorussia, attività presso la CSI ed accordi di sostituzione

InterNICHE è stata invitata a partecipare, tramite presentazioni ed una mostra, ad un seminario scientifico organizzato presso l'Università di Grodno, nel maggio 2013 in Bielorussia. Il contatto nazionale di InterNICHE per l'Ucraina, Dmitry Leporsky, ha illustrato i progressi compiuti in Ucraina, in particolare gli accordi ufficiali siglati da InterNICHE con un numero crescente di atenei di paesi della Comunità degli Stati

Indipendenti (CSI). Tali accordi hanno garantito a tutto' oggi la sostituzione di oltre 50 000 animali all'anno. In questa occasione i progetti di accordi ufficiali con tre università bielorusse hanno compiuto importanti passi in avanti e gli accordi dovrebbero essere siglati nel febbraio 2014. La tabella successiva riporta le sostituzioni effettuate nel 2013 in Ucraina (le cifre indicano il numero di animali sostituiti ogni anno) :

Data	Città	Facoltà	Dipartimento	Numero di vertebrati sostituiti	Numero di invertebrati sostituiti
01.2013	Vinnitsa	Medicina	Istologia	245	100
01.2013	Lvov	Politecnico	Immunologia	238	
02.2013	Ternopol	Medicina	Farmacologia clinica	105	
04.2013	Chernovtsi	Medicina	Fisiologia	1540	
10.2013	Ternopol	Medicina	Istologia	234	30
10.2013	Donetsk	Medicina	Fisiologia patologica	675	



## Situazione delle sostituzioni in Africa

In seguito alla settimana di eventi dedicati alla sostituzione con alternative nell'insegnamento, la ricerca e la sperimentazione, organizzata congiuntamente da InterNICHE e dai suoi partner tra cui la NSPCA attraverso il Sudafrica nel 2012, e grazie alla presenza al congresso panafricano organizzato nel settembre 2013 in Kenya, sono stati compiuti progressi notevoli. Le trattative con un'università sudafricana sono sfociate nella soppressione delle dissezioni nelle classi di zoologia di primo anno, ciò che rappresenta oltre 20 000 animali risparmiati ogni anno.

Anche in Liberia, appena uscita da una guerra civile, e paese in cui la rete elettrica nazionale non è tuttora ripristinata, i partner di InterNICHE riconoscono il valore di un insegnamento etico e delle alternative in termini di ricostruzione della società, con l'obiettivo di garantire uno sviluppo sostenibile. Il sostegno ridotto ma costante di InterNICHE ha consentito di aiutare i militanti e di offrire alternative alle università. E' così che nel 2013, oltre 100 rane sono state risparmiate e rimesse in foresta il giorno in cui avrebbero dovuto essere uccise, e ciò grazie ai software forniti da InterNICHE.

## Altre regioni del mondo

Il sistema internazionale di prestito di alternative di InterNICHE continua a fornire alternative sotto forma di prestiti a docenti, studenti e militanti. Si tratta di una delle otto biblioteche gestite da InterNICHE e dai suoi partner. Nel 2013 sono stati aggiunti nuovi materiali ed altri stanno per esserlo grazie ad acquisti o doni degli editori o fabbricanti. Tra le novità citiamo Jerry, un manichino canino di addestramento alle cure urgentistiche, dei plastici di addestramento alla sterilizzazione e dei modelli di emostasia.

Un ruolo di gestore della banca dati è stato creato sul sito Internet di InterNICHE. Il volontario incaricato di questa missione attualizzerà i dati ed aggiungerà i nuovi prodotti secondo la loro disponibilità e la loro scoperta. Anche la pagina Facebook di InterNICHE è regolarmente aggiornata.

InterNICHE usufruisce di un nuovo contatto in Iran nella persona del Dr Ramak Roshanaie, al termine di un periodo durante il quale l'IAVA, l'associazione antivivisezionista iraniana è stata nostro partner. Tra le tante attività organizzate, l'IAVA ha allestito mostre presso l'università di Teheran e nel corso di un congresso

Un elenco dello stesso tipo per tutti gli anni precedenti in Ucraina è stato comunicato alla LSCV. Tavole riepilogative sugli accordi riguardanti Russia, Bielorussia, Uzbekistan e Kirghizstan sono in corso di allestimento e saranno finalizzate non appena saranno stati firmati gli ultimi accordi e saranno conosciute le cifre dettagliate delle sostituzioni. Esemplari degli accordi siglati saranno comunicati alla LSCV.

Positive sono state anche le reazioni alla serie di film sovietici sulle scienze della vita raccolta da InterNICHE presso università ucraine. Questi film, riuniti in un cofanetto di 5 DVD, presentano riprese filmate di lavori pratici e lezioni. Vi si possono vedere diversi esperimenti sugli animali, alcuni dei quali di un'estrema crudeltà. I film sono stati distribuiti alle università in tutta l'Unione sovietica tra il 1950 ed il 1980. Per le università che ancora oggi fanno ricorso alla sperimentazione, questi film possono equivalere ad una sostituzione diretta. Costituiscono una testimonianza storica sull'insegnamento e la sperimentazione animale nell'URSS. Vi è già stata una distribuzione su piccola scala, mentre è previsto un vero e proprio lancio nel 2014.

veterinario a Shiraz. InterNICHE conta anche un nuovo partner in Francia, il Dr André Ména-che. Il numero crescente di richieste di informazioni in questo paese testimonia dell'interesse crescente verso un insegnamento etico. La nostra rete conta anche nuovi partner in Colombia, in seguito alla campagna del 2012, nonché in Liberia, in seguito alle riunioni organizzate nel 2012 e 2013 in Kenya.

In Portogallo, nel corso della Conferenza internazionale sulle alternative alla sperimentazione animale svoltasi nel gennaio 2013, Nick ha parlato dell'insegnamento etico e di alternative; ha presentato diversi poster ed organizzato un'esposizione multimediale. Una presenza paragonabile è stata garantita in Danimarca, in occasione della Giornata delle alternative organizzata nell'ambito della giornata mondiale degli animali di laboratorio. InterNICHE ha peraltro presentato due poster sulle azioni ed attività in Iran, Uzbekistan e Kirghizstan nel corso della conferenza sulle alternative svoltasi a Linz in Austria.

Ci auguriamo di cuore che la fruttuosa relazione tra noi e la LSCV proseguirà, e vi ringraziamo per il vostro rinnovato sostegno.



Cordiali saluti.

Nick Jukes

# Resoconto della riunione dell'ECEAE a Roma, 19 e 20 marzo 2014



## Mercoledì 19 marzo 2014

### Elezioni europee

Le organizzazioni membro della Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale (ECEAE) si sono riunite davanti al Pantheon di Roma sulla Piazza della Rotonda, per lanciare la campagna dell'ECEAE in vista delle elezioni europee nel maggio 2014. Sono stati avvicinati partiti politici, eletti e candidati all'elezione al fine di conseguire progressi in materia di protezione degli animali nel campo della sperimentazione animale. Si trattava peraltro di ottenere una presa di posizione sulle proposte seguenti :

- Fine degli esperimenti sugli animali per testare prodotti domestici, sul modello del divieto europeo già vigente per i prodotti cosmetici;
- Aumentare lo stanziamento di fondi pubblici per lo sviluppo di nuovi metodi di sostituzione;
- Fissare una data limite per la fine degli esperimenti « gravi » svolti sugli animali, quali definiti nella direttiva 2010/63/EU.
- Questi esperimenti crudeli comprendono studi che forzano gli animali ad un'attività fino allo sfinitimento ricorrendo scosse elettriche, esposizione a stress molteplici per indurre uno stato depressivo, ecc.
- Ridurre il numero di animali utilizzati. Malgrado un debole calo osservato nelle ultime statistiche pubblicate dall'UE nel 2013, gli Stati membri hanno dichiarato di aver utilizzato circa 11,5 milioni di animali per esperimenti nel 2011.

### Isola Mauritius – Catture ed utilizzazione di scimmie per la sperimentazione animale

Oltre 55'000 scimmie sono già state esportate dall'isola dal 2006 per rifornire i laboratori di esperimentazioni. Il governo dell'isola prevede inoltre di investire nell'allestimento di laboratori per la ricerca preclinica che utilizza macachi dalla coda lunga.

L'ECEAE sostiene azioni locali volte alla cessazione totale degli esperimenti sulle scimmie nell'isola. Ha inoltre lanciato un appello alla comunità hindu fortemente rappresentata sull'isola. È stata composta una canzone ora insegnata nelle scuole di musica e messa in scena per un balletto. Le azioni sull'isola Mauritius sono sostenute anche da personalità di Bollywood in India, in particolare dalla signora Maneka Gandhi.

E' stato creato un poster con questo messaggio : « Per le scimmie non sono vacanze ». La petizione on-line ha già raccolto oltre 50'000 firme.

## Giovedì 20 marzo 2014

### HCS e REACH

Giornata dedicata alla gestione del marchio Humane Cosmetics Standard (HCS) ed all'attuazione della Direttiva REACH. Dal lancio di REACH, sono stati utilizzati 85'000 animali prima della prima scadenza. Circa 18'000 animali sono stati salvati grazie agli interventi dell'ECEAE. Diverse denunce sono in sospeso, in particolare una relativa ai test sulla riproduzione.

### Campagna contro il trasporto da parte Air France-KLM di scimmie per esperimenti

L'ECEAE sostiene la campagna. I gruppi tedeschi sono molto attivi, con manifestazioni organizzate mensilmente. Quelle organizzate negli aeroporti sono spesso interrotte dalla polizia.

### Campagna BOTOX

E' prevista una settimana di azione dal 15 al 21 giugno 2014. Si tratta di mantenere la pressione sur Ipsen e Merz.

### Giornata internazionale degli animali da laboratorio

Organizzazione delle azioni previste per il 26 aprile 2014.



## A proposito dell'ECEAE

L'ECEAE (Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale) è stata fondata nel 1990, in seguito al progetto dell'Unione europea di testare nuovamente sugli animali tutti i prodotti cosmetici ed i relativi componenti. Diversi organismi di protezione degli animali si erano raggruppati per fare pressione sui poteri pubblici ed evitare inutili sofferenze a migliaia di animali. Dato il successo di questa mobilitazione, nel 1998 gli organismi aderenti hanno lanciato il marchio internazionale di cosmetici « senza crudeltà » HCS (Human Cosmetics Standard). L'ECEAE raggruppa esclusivamente organismi impegnati nell'abolizione totale della sperimentazione animale. I suoi membri mettono in comune le loro competenze legislative, scientifiche, comunicazionali e politiche. L'ECEAE raggruppa attualmente 18 organismi in provenienza da 16 paesi tra cui Inghilterra, Irlanda, Germania, Olanda, Francia, Spagna, Italia, Finlandia, Svezia, Norvegia. L'ECEAE è rappresentata in Svizzera dalla Lega svizzera contro la vivisezione.



2 luglio 2014 - Ginevra

## Deposito della petizione LSCV sul Campus Biotech

Le 5105 firme della nostra petizione « Basta con le sperimentazioni animali finanziate da fondi pubblici ! Per un centro di eccellenza dedicato allo sviluppo di nuovi metodi sostitutivi » sono state trasmesse alla segreteria del Gran Consiglio ed al Consiglio di Stato ginevrini il 2 luglio 2014, accompagnate dalla motivazione. L'audizione delle parti dovrebbe svolgersi prossimamente.

Grazie di cuore a tutte e tutti per il vostro aiuto e sostegno alla raccolta delle firme!



## How predictive and productive is animal research?

Fino a che punto la ricerca animale è predittiva e produttiva? Sorprendente editoriale (1) di una delle riviste più prestigiose della stampa medica internazionale, il British Medical Journal (BMJ) !

Già vent'anni fa, un editoriale pubblicato sul BMJ da Doug Altman denunciava lo « *scandalo della ricerca medica* » : studi realizzati male o fondati su tecniche sbagliate, campionature troppo piccole, che davano adito a pubblicazioni i cui costosi risultati sono inutilizzabili.

Vent'anni dopo, nulla è cambiato secondo Fiona Godlee, responsabile editoriale del BMJ. Nel suo articolo del 5 giugno 2014, richiama l'articolo dell'epidemiologo John Ioannidis, che dimostra che la maggior parte dei risultati di ricerca pubblicati sono errati. La sua analisi si estende alla questione della sperimentazione animale : dove sono le prove che la ricerca animale porta un reale beneficio per gli esseri umani ?

Purtroppo, nulla dovrebbe cambiare in un futuro prossimo. Il BMJ ha un bell'essere un riferimento, gli ambienti della ricerca sanno diventare sordi quando i loro interessi sono rimessi in causa.

<sup>1</sup> BMJ 2014;348 doi: <http://dx.doi.org/10.1136/bmj.g3719> (Published 5 June 2014) Cite this as: BMJ 2014;348:g3719, [http://www.bmjjournals.com/%5Bfield\\_highwire\\_a\\_cpath=raw%5D-15](http://www.bmjjournals.com/%5Bfield_highwire_a_cpath=raw%5D-15)

## Niente applausi per gli animali da circo

# Kein Applaus für Tierquälerei!

Dall'inizio dell'estate, la LSCV ha organizzato diverse decine di manifestazioni pacifiste durante le rappresentazioni dei circhi Knie, Nock e Cirque Royal in Svizzera tedesca. Il collettivo PEA dal canto suo organizza manifestazioni in Svizzera romanda. Obiettivo: informare il pubblico.



Ci si può divertire della sofferenza degli animali? Come possono gli animali selvatici che vivono negli zoo o nei circhi sopportare la loro quotidianità ?

Un'inchiesta pubblicata lo scorso mese di maggio da Die Welt ha rivelato i metodi posti in campo in diversi zoo per presentare al pubblico degli animali « felici » di vivere lì: la maggior parte sono sotto ansiolitici, antibiotici ed altri psicotropi. I delfini non stanno meglio. Il direttore dello zoo di Duisburg ha finito col riconoscere davanti al Parlamento di Düsseldorf che i suoi animali erano sotto antidepressivi. Otto delfini erano morti in Svizzera tra il 2008 ed il 2011 nel delfinario Connyland di Lipperswil. L'autopsia degli ultimi due cadaveri aveva rivelato una overdose di medicamenti. Dal 2012 la legislazione vieta l'importazione di cetacei in Svizzera.

Quanto ai circhi, la situazione potrebbe essere diversa ? Gli elefanti, cammelli ed altri animali selvatici che si esibiscono regolarmente possono essere custoditi in modo soddisfacente? Cinque paesi europei, tra cui Belgio e Austria, hanno già risposto negativamente vietandone l'utilizzazione. In Svizzera, i circhi usufruiscono di deroghe speciali per i loro zoo itineranti. Devono rispettare le disposizioni legali soltanto « se è possibile ». Gli animali ammazzati su un parcheggio non hanno che da sopportare con pazienza. La spiegazione è che questi animali « fanno esercizio fisico » durante il loro numero sotto il tendone. Il fatto è che la maggior parte di questi animali non si esibiscono in nessun numero. Stanno in gabbia solo per attirare un pubblico disposto a pagare un'entrata per visitare il piccolo zoo. La questione va oltre i maltrattamenti degli

Avete voglia di partecipare alle azioni o manifestazioni della LSCV ? Non esitate a coinvolgervi !

Contatto: [admin@lscv.ch](mailto:admin@lscv.ch) o T 022 349 73 37



animali. Ci interroga anche sul valore dei nostri atti. Il nostro interesse personale prevale sulle sofferenze che può generare? Possiamo infliggere ad un essere vivente una cosa che per noi sarebbe insopportabile subire? Gli animali non sono necessari né nel nostro piatto né per divertirci. Molti circhi fanno completamente a meno degli animali ed i loro numeri ci meravigliano e ci incantano. E' inutile vedere elefanti girare in tondo come automi.

Del resto, dietro le quinte, che cosa si infligge ad un animale selvatico perché sia così docile in pubblico ? Un trattamento « umano » ? Per il momento nessun circo svizzero ha mai reso pubblici i trattamenti farmacologici somministrati ai suoi animali. Nessun animale selvatico può essere « felice » in gabbia, anche se è nato in cattività.

## Basta con la corrida!

Da aprile ad ottobre, è la stagione delle ferias con il loro corteo di corrida in Spagna, Portogallo e nel sud della Francia, che festeggiano l'immancabile messa a morte del toro. Se possibile con effusione di sangue e tanta sofferenza. Cosa pensare di queste ferias che attirano così tanti fanatici scatenati, come quello spettatore che si è divertito a pugnalare un toro durante una corsa di tori per le strade di Ales (Fr) lo scorso mese di maggio ?



Quanti tori sono uccisi ogni anno? In assenza di cifre ufficiali, si può comunque farne una stima : con 1'800 corrida ogni anno in Spagna, ciascuna delle quali tradizionalmente utilizza 6 tori, si può dire che più di 10'000 tori sarebbero pubblicamente uccisi in questo paese.

Seguendo un rito immutabile, i tori meno « coraggiosi », che fuggono il combattimento, si vedranno infliggere un trattamento più doloroso con l'utilizzazione di banderillas dotate di arpioni più lunghi, in segno di « infamia ». Una volta che l'animale è trafitto da punte e banderillas per indebolirlo, il torero dispone di quindici minuti per eseguirlo con la spada. La spiegazione è che, trascorso questo tempo, il toro capisce che il suo avversario non è la « muleta », il drappo rosso che tiene il torero, bensì il torero stesso. E questo la dice lunga sul presunto coraggio dei matador. Se l'animale non è ucciso a tempo, è condotto dietro le quinte per essere ucciso.

40 tori avrebbero il privilegio di essere « graziati » ogni anno prima della stoccata. Per questi tori, significa che se non soccombono alle ferite, che necessitano punti di sutura, iniezioni di antibiotici ed antinfiammatori, finiranno la loro vita come riproduttori.

Nel bel mezzo di questa ecatombe taurina, alcuni capovolgimenti di situazione sono inattesi come l'incornata a ripetizione, il 20 maggio a Madrid, dei tre matador impegnati in una corrida madrilena. Una volta i valorosi combattenti partiti per l'ospedale, le arene della capitale spagnola hanno dovuto rassegnarsi ad annunciare la sospensione « storica » dello spettacolo. Era la prima volta che succedeva dal lontano 1979. «Dramma a Las Ventas», «Vento di morte, orgia di sangue», titolava parte della stampa spagnola l'indomani, pubblicando una foto dell'« orribile » cornata ricevuta da David Mora.



Anche quest'anno si sono svolte numerose manifestazioni pacifiste anti-taurine, per le strade e nelle arene.

Cariche ed evacuazioni dei manifestanti da parte della polizia, pestaggi quando era possibile da parte di aficionados esaltati e fermi di polizia, in particolare lo scorso agosto per il presidente del collettivo francese anti-corrida CRAC : bravo ai coraggiosi manifestanti !



Manifestazione del 12 luglio 2014 a Berna

## Successo della manifestazione « Per la chiusura dei macelli »

La manifestazione « colorata e rumorosa per la chiusura di tutti i macelli » si è svolta a Berna, ed ha riunito tra 500 e 800 partecipanti. L'evento è stato organizzato con successo dal collettivo Tier-im-Focus (tif) con il sostegno di diverse organizzazioni tra cui il Tierrechtsgruppe Basel e la LSCV.





## Divieto dei test sugli animali per i cosmetici

## Anche l'Australia e gli USA ci si mettono

Dopo il divieto europeo in vigore da marzo 2013, è il turno di altri Stati di apportare una modifica alla loro legislazione.

Nel marzo 2014, l'Australia ha elaborato una proposta di legge mirata a vietare i test sugli animali nonché la commercializzazione dei cosmetici che vi hanno fatto ricorso. Qualche giorno prima, il 5 marzo, gli USA hanno presentato, alla Camera dei rappresentanti, una proposta di legge anti-test sugli animali. Intitolato « Humane Cosmetics Act » (1), questo progetto di legge mira a por termine alle sperimentazioni animali ed a vietare la vendita dei prodotti testati sugli animali. Per ogni violazione della legge, è prevista una multa di 10 000 dollari.

## In India, il divieto è già in vigore da luglio 2013

L'India è stato il primo paese dell'Asia meridionale a vietare le sperimentazioni animali per i prodotti cosmetici ed i loro ingredienti. La decisione del Bureau of Indian Standards (BIS) si è dunque allineata sulla posizione europea.

(1) <http://www.opencongress.org/bill/hr4148-113/text>

10 aprile 2014 – Stati Uniti

## L'Occitane condannata per pubblicità menzognera

L'Occitane ha accettato di pagare 450'000 dollari per evitare azioni penali negli Stati Uniti per pubblicità menzognera.

L'autorità americana della concorrenza (FTC) precisa che L'Occitane ha infranto la legislazione americana attribuendo false virtù dimagranti ad alcune sue creme. Il principale prodotto messo in causa è la « Crème Allégée Amande », presentata come « snellente ed ideale per ridefinire il corpo ».

Cosmetici – Stati Uniti

## Fine delle pubblicità menzognere per L'Oréal

Le autorità americane hanno ritenuto che le pubblicità di L'Oréal che vantano le proprietà antiinvecchiamento « scientificamente provate » delle sue creme di marca L'Oréal e Garnier sono una truffa. L'accordo finanziario firmato il 30 giugno 2014 con la Commissione federale del Commercio (FTC), principale autorità americana della concorrenza, permette a L'Oréal di evitare azioni penali per pubblicità menzognera.

Le pubblicità affermavano che la stimolazione dei geni generata dai suoi prodotti garantisce « una pelle visibilmente più giovane in soli sette giorni ». « Sarebbe bello se i cosmetici potessero modificare i nostri geni e farci tornare indietro nel tempo. Ma L'Oréal non è riuscita a dimostrare le sue affermazioni », commentava Jessica Rich, una delle responsabili della FTC.

## L'Oréal già condannata due volte in Svezia per gli stessi motivi



alla pelle la capacità di rigenerarsi.

Nuova condanna per L'Oréal nel marzo 2013 per non aver posto termine alle sue pubblicità menzognere, e nuova minaccia di vedersi infliggere una multa di un milione di corone.

Ogni anno, L'Oréal spende circa il 30% del suo fatturato in pubblicità, ciò che nel 2012 superava i CHF 8 miliardi. Indubbiamente la multa prevista dalla Svezia ha fatto tremare L'Oréal che dunque rinuncerà in futuro a mentire ai consumatori.

Nel dicembre 2010 la giustizia svedese aveva già condannato una prima volta il fabbricante a cessare di divulgare affermazioni fallaci sugli effetti benefici delle sue creme antirughe di marca Vichy, L'Oréal e Garnier, sotto pena di vedersi infliggere una multa di un milione di corone svedesi (circa CHF 150'000.-). Le pubblicità vantavano la proprietà di queste creme di ridurre le rughe del viso o di ridare

**LSCV - Elenco dei cosmetici non testati sugli animali**

L'elenco della LSCV raggruppa prodotti cosmetici o per la casa, distribuiti nei negozi svizzeri o per corrispondenza.

## Comunicateci i vostri cambiamenti di indirizzo

**In caso di invio ad indirizzi inesatti, la posta ci fattura Fr 2.- per rinviare i giornali.** In caso di cambiamento di indirizzo, vi invitiamo cortesemente a comunicarci i nuovi dati rinviadoci il tagliando qui appresso o telefonando all'ufficio della Lega.  
LSCV, CP 148, 1226 Thônex - T : 022 349 73 37 F : 022 349 19 54 admin@lscv.ch

Cognome :

### Nuovo indirizzo

Nome :

Via :

### Vecchio indirizzo

N°

Via :

NPA :

N°

Città :

NPA :

Vogliate indicare il vostro indirizzo elettronico se desiderate essere informati delle azioni della Lega. E-mail :

Città :

## Merci de nous communiquer vos changements d'adresse

**En cas de mauvais adressage, les retours de journaux nous sont facturés Fr 2.- par la poste.**

Lors d'un changement d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées en nous renvoyant le bulletin ci-dessous ou en appelant le bureau de la Ligue.

LSCV, CP 148, 1226 Thônex  
T:022 349 73 37 F:022 349 19 54 admin@lscv.ch

Nom :

## Bitte teilen Sie uns Ihre Adressänderung mit

**Bei falschen Adressen verrechnet die Post jeweils Fr. 2.- für die Rücksendung.**

Bitte teilen Sie uns bei einer Adressänderung Ihre neuen Koordinaten mit, indem Sie die unten stehenden Angaben ausfüllen oder das Büro der Liga anrufen.

LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex  
T:022 349 73 37 F:022 349 19 54 admin@lscv.ch

Prénom :

Name :

### Ancienne adresse

Vorname :

Rue :

### Alte Adresse

N°

Strasse :

NPA :

Nr.:

Localité :

Postleitzahl :

### Nouvelle adresse

Ort :

Rue :

### Neue Adresse

N°

Strasse :

NPA :

Nr.:

Localité :

Postleitzahl :

Veuillez mentionner votre adresse mail si vous souhaitez être informé des actions de la Ligue. E-mail :

Ort :

Teilen Sie uns auch Ihre E-Mail-Adresse mit, wenn wir Sie über die Aktionen der Liga auf dem Laufenden halten sollen. E-Mail :